

LE POUVOIR ROYAL A LA THAÏLANDE

Thèse pour le Doctorat

soutenue publiquement

dans la Salle des Fêtes de la Faculté de Droit

le Mercredi 2 Octobre 1940, à 14 heures

par

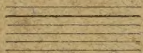
Sern SRIKASIBHANDHA

Membre du Barreau de Thaïlande

JURY D'EXAMEN

Président : M. P. LAMPUÉ, professeur

Suffragants { M. H. NÉZARD, Doyen
M. R. BESNIER, Professeur



Imprimerie OZANNE & C^e

18 à 22, Rue des Rosiers

CAEN

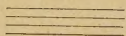
1940

ERRATA

- Titre de la Thèse,* } Lire : Le Pouvoir royal en Thaïlande.
Tous les folios pairs, en haut, }
- Page 6, 8^e ligne en partant du bas, le premier point-virgule doit être remplacé par une virgule.
- Page 9, 2^e ligne, il faut ajouter une virgule après périodes.
- Page 10, 4^e ligne en partant du Titre Premier, lire : ou le reste ;
 dernière ligne, lire : en Thaïlande.
- Page 11, 12^e et 13^e lignes en partant du bas, lire : d'ailleurs ;
 6^e ligne en partant du bas, lire : l'influence ;
 dernière ligne, il faut supprimer (500 A-J.-C.).
- Page 12, 14^e ligne, lire : Malais ;
 11^e ligne en partant du bas, lire : l'on.
- Page 13, avant-dernière ligne, primitive doit être remplacé par originelle.
- Page 17, 5^e ligne en partant du bas, il faut ajouter une virgule après Thaïlande ;
 3^e ligne en partant du bas, ajouter : une virgule après Siam.
- Page 20, 14^e ligne, il faut ajouter une virgule après 1300 (757).
- Page 21, 9^e ligne, lire : provinces intérieures ;
 17^e ligne, il faut ajouter à devant Sukhothai.
- Page 23, 8^e ligne, il faut supprimer par ;
 15^e ligne, lire : qui s'est faite ;
 9^e ligne en partant du bas, il faut supprimer se.
 dernière ligne, il faut ajouter une virgule après souvent.
- Page 24, 3^e ligne, lire : et ils parfois en obtinrent ;
 15^e ligne, il faut ajouter une virgule après qui.
- Page 27, 3^e ligne, au lieu de dispenser, lire : disposer ;
 9^e ligne, lire : « Mon Seigneur de la vie et Mon Seigneur de la terre ».
- Page 30, 5^e ligne, lire : Toujours est-il ;
 19^e ligne, lire : en Thaïlande ;
 dernière ligne, au lieu de sa, lire : la.
- Page 31, 19^e ligne, lire : En Thaïlande.
- Page 32, 15^e ligne, il faut ajouter Clang après Sénabodi.
- Page 34, 4^e ligne, lire : caractérisât.
- Page 38, 1^{re} ligne ;
 19^e ligne ;
 13^e ligne en partant du bas, } lire : en Thaïlande.
- Page 39, 16^e ligne ;
 21^e ligne, lire : En Thaïlande.
- Page 40, 1^{re} ligne, lire : les plus riches et les plus puissants.
- Page 41, 13^e ligne, lire : Malacca ;
 11^e et 12^e lignes en partant du bas, lire : en deux groupes : les Grands Conseils et l'administration que nous étudierons dans deux chapitres différents.
- Page 42, 8^e ligne en partant du bas, il faut ajouter se devant réservant.
- Page 44, 18^e ligne, il faut remplacer de par à.

- Page 45, 12^e ligne en partant du bas, il faut remplacer caduques par caducs ;
dernière ligne, lire : (Capitale).
- Page 49, 7^e ligne en partant du bas, il faut remplacer il par elle.
- Page 52, 2^e ligne en partant du bas, lire : Le riz, devenu trop cher,
- Page 54, 15^e ligne, il faut supprimer les parenthèses.
- Page 57, 7^e et 8^e lignes en partant du bas, lire : sanctionner ;
avant-dernière ligne, lire : la lecture d'un discours du trône.
- Page 59, 6^e ligne, lire : qui se serait faite.
- Page 61, 6^e et 7^e lignes, lire : le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif.
- Page 69, avant-dernière ligne, lire : appartient.
- Page 73, 9^e ligne, lire : Roi.
- Page 74, 5^e ligne en partant du bas, lire : qui sont le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et
- Page 76, 10^e ligne, lire : une convention conclue.
- Page 77, 10^e ligne, lire : Alors que les Constitutions Françaises.
- Page 79, 15^e ligne, lire : le pouvoir exécutif.
- Page 80, 11^e ligne, lire : Albanaise ;
11^e ligne en partant du bas, lire : ne la liait et qu'elle était ;
10^e ligne en partant du bas, lire : de faire ce qui lui plaisait.
- Page 81, 8^e ligne, lire : l'initiative au lieu de l'initiation.
- Page 85, 6^e ligne, lire : l'Assemblée.
- Page 89, 4^e ligne, lire : voté.
- Page 94, 7^e ligne en partant du bas, il faut supprimer la.
- Page 95, 14^e ligne, lire : en Thaïlande.
- Page 97, 1^{re} ligne, lire : sur l'organisation.
- Page 98, 6^e et 7^e lignes, lire : le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif ;
9^e ligne,
- Page 99, 14^e ligne, }
Page 101, 7^e ligne, } lire : en Thaïlande.
Page 102, 4^e ligne, }
10^e ligne,
18^e ligne, lire : En Thaïlande.
- Page 103, 11^e ligne, lire : en Thaïlande.
14^e ligne en partant du bas, lire : En Thaïlande.
- Page 105, 16^e ligne en partant du bas, lire : l'exposé consacré.
- Page 106, 2^e ligne, lire : l'exercice du pouvoir.
- Page 107, 5^e ligne, lire : ancestraux.
- Page 108, 11^e et 12^e lignes en partant du bas, lire : au Roi et, nous indique encore le Mémoire, le Roi fit siennes les vœux.
- Page 111, en haut, lire : Adaptation de la Constitution au lieu de Conclusion.
- Page 113, en note, lire : Nous nous sommes efforcé de suivre.
- Page 115, en haut, lire : provisoire ;
1^{re} ligne, lire : lui ;
14^e et 15^e lignes en partant du bas, lire : l'Assemblée.
- Page 123, titre, lire : de l'ère bouddhiste 2475 (1932).
- Page 131, 12^e ligne, lire : qui remplissent.
- Page 138, 3^e ligne, lire : cérémonies ;
9^e ligne en partant du bas, il faut supprimer la parenthèse après 1935.

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT



LE POUVOIR ROYAL A LA THAÏLANDE

Thèse pour le Doctorat

soutenue publiquement

dans la Salle des Fêtes de la Faculté de Droit

le Mercredi 2 Octobre 1940, à 14 heures

par

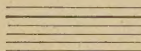
Sern SRIKASIBHANDHA

Membre du Barreau de Thaïlande

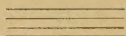
JURY D'EXAMEN

Président : M. P. LAMPUÉ, professeur

Suffragants } M. H. NÉZARD, Doyen
 } M. R. BESNIER, Professeur



La Faculté n'entend donner ni approbation, ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année Scolaire 1940-1941

Doyen :

M. HENRY NEZARD (*, I. ☞)

Doyen honoraire :

M. EUSTACHE PILON (C. *, I. ☞)

Assesseur du Doyen :

M. GOMBEAUX (*, I. ☞)

Professeurs honoraires :

MM. CABOUAT (O. *, I. ☞)

DEGEOIS (I. ☞)

Professeurs :

MM. NÉZARD (*, I. ☞), professeur de Droit administratif, chargé du Cours de Législation Minière ;

GOMBEAUX (*, I. ☞), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit international privé ;

BRIDREY (*, I. ☞), professeur de Droit romain, chargé du Cours d'Histoire du Droit Public ;

BRUNET (*, I. ☞), professeur sans chaire, Député.

LEPARGNEUR (*, I. ☞), professeur de Droit commercial et de Droit civil, chargé du Cours de Droit maritime et du Cours de Législation financière ;

- MM. LEMONNIER (I. 𑄎), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Législation industrielle ;
- PERREAU (*, I. 𑄎, 𑄎), professeur de Droit criminel ;
- LAMPUÉ (I. 𑄎), professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel ;
- YVER (A. 𑄎), professeur d'Histoire générale du Droit français et d'Histoire du Droit privé ;
- PRUDHOMME (*, 𑄎, A. 𑄎), professeur de Procédure Civile et de Voies d'Exécution ;
- FRÉJAVILLE (A. 𑄎), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit civil approfondi et comparé ;
- BESNIER (𑄎, A. 𑄎), professeur de Droit Romain, chargé du Cours d'Histoire de la Coutume de la Normandie ;
- LEDUC, professeur d'Economie Politique, chargé du Cours d'Histoire des Doctrines Economiques et du Cours de Législation Financière ; en mission ;
- SAINT-GERMÈS (𑄎), professeur d'Economie Politique ;
- VILLEY-DESMESERETS, agrégé, chargé d'un Cours d'Economie politique, du Cours de Législation financière et du Cours d'Histoire des Doctrines Economiques ;

Secrétaire :

- M. ROUX (*, I. 𑄎, 𑄎 𑄎), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.
-

INTRODUCTION

Jusqu'en 2475 (1) (1932), la Thaïlande, mieux connue des Européens sous le nom de Siam (2), s'est trouvée sous le régime de la Monarchie absolue, dont elle est d'ailleurs demeurée le dernier rempart dans le monde.

Puis sous l'influence des idées modernes et surtout des idées Européennes, ce régime traditionnel ne tarda pas à être considéré comme archaïque et impropre à permettre le développement de la puissance Thaï et il fit place à la Royauté parlementaire qui constitue toujours à l'heure actuelle le régime politique de la Thaïlande.

Mais, si le gouvernement actuel a beaucoup emprunté à certaines constitutions modernes, il n'en conserve pas moins des traits originaux qu'il tient de son passé. Ce sont ces traits que nous voudrions mettre en lumière en étudiant, d'une part, ce que fut le Pouvoir royal dans le passé, son origine, sa formation, son développement et, d'autre part, en recherchant dans la Constitution actuelle de la Thaïlande la part laissée à la Royauté et les survivances des traditions séculaires.

(1) L'ère bouddhiste a commencé à peu près 543 ans avant l'ère chrétienne.

(2) Le nouveau nom de « Thaïlande » a été adopté en 2482 (1939) en vertu d'une déclaration officielle du Gouvernement, qui a estimé qu'il convenait de faire ressortir que la Thaïlande était le territoire des Thaï (Siamois). « Thaïlande » était d'ailleurs l'ancien nom du pays. Ce nom avait été conservé jusqu'au règne du Roi Rama IV (Pra Chom-klao 2394-2411 : 1851-1868).

PREMIÈRE PARTIE

Le Pouvoir royal sous l'Ancien régime

(Des Origines à la Révolution de 2475 (1932))

Les historiens ont coutume de diviser l'histoire de la Thaïlande en quatre périodes correspondant à l'histoire des diverses capitales. Au cours des siècles, la Thaïlande a eu, en effet, quatre capitales différentes : Sukhothai, Ayudhya, Dhonburi et Pra-nagara (Bangkok), qui, pendant des périodes plus ou moins longues, ont été le centre de la vie politique et de la civilisation de la Thaïlande.

Cependant, si cette division peut permettre de retracer fidèlement l'histoire de la Thaïlande dans ses grandes lignes, nous croyons que, pour mieux comprendre l'évolution du Pouvoir royal et des institutions de la Thaïlande, il faut distinguer au cours d'une même période des caractéristiques différentes et le plan de notre exposé suivra ces caractéristiques. C'est ainsi, par exemple, que l'époque d'Ayudhya, à ses débuts, se rapproche, quant aux institutions, de l'époque de Sukhothai.

C'est pourquoi pour mieux marquer les traits des différentes époques, et retracer l'apparition du Pouvoir absolu, son développement, son apogée, nous avons pensé diviser l'histoire de la Thaïlande jusqu'à la Révolution en trois grandes périodes :

1° La Période Ancienne est caractérisée par l'apparition des Thaï qui viennent se fixer sur le territoire auquel ils donnent leur nom (A. B. (1) - 1800 : A. J.-C. - 1257).

2° La Période Moyenne 1800-2411 : 1257-1868 est divisée en deux phases :

A) La Première Phase (1800-1991 : 1257-1448) voit la fondation de la première capitale « Sukhothai » (1800-1920 : 1257-1377) et les débuts d' « Ayudhya » (1892-1991 : 1349-1448). Au cours de cette période, le Pouvoir royal se développe en jetant les bases d'une administration centrale, tandis que les provinces restent encore au stade de l'organisation féodale.

B) La Deuxième Phase (1991-2411 : 1448-1868) est marquée par l'apogée de la Puissance absolutiste du Roi et correspond aux dernières années d'Ayudhya (1991-2310 : 1448-1767), à l'époque de Dhonburi (2310-2325 : 1767-1782) et au début de Pra-nagara (Bangkok) (2325-2411 : 1782-1868).

3° Avec la Troisième Période débute l'Epoque Moderne où le reste de la période de Pra-nagara (Bangkok) (2411-2475 : 1868-1932) qui nous conduit jusqu'à la Révolution de 2475 (1932), date de l'apparition du régime parlementaire, régime auquel nous consacrerons la deuxième partie de cette étude.

TITRE PREMIER

La Période Ancienne (A. B.-1800 : A. J.-C.-1257)

CHAPITRE UNIQUE

Les Thaï dans l'Antiquité

Il est assez difficile d'étudier les origines du Pouvoir royal à la Thaïlande, étant donnée l'insuffisance des sources

(1) Avant l'ère bouddhiste.

de documentation. D'une part, en effet, beaucoup de documents relatant les principaux faits de l'histoire de la Thaïlande, ainsi que ses coutumes ou ses institutions, ont disparu par suite des guerres dont ce pays a été le théâtre au cours des siècles et des nombreux déplacements du groupe Thaï. D'autre part, en ce qui concerne plus particulièrement l'époque ancienne, on constate l'absence presque totale de manuscrits Thaï, absence qui s'explique par ce fait que la Thaïlande, pendant longtemps, n'eut pas d'écriture nationale. L'historien se trouve donc obligé de recourir à des sources étrangères et, notamment, aux documents Chinois et Hindous, qui contiennent cependant peu de choses sur les institutions Thaï.

Selon la plupart des historiens, les « Thaï » seraient originaires d'une montagne de la Mongolie, l'« Altaï », et descendraient des Mongols. Le mot « Thaï » veut littéralement dire « libre ». Il aurait, croit-on, son étymologie dans le mot chinois « Tai » ou « Ta » qui veut dire « grand » et qui est un nom souvent donné aux rois, mais il aurait pris un sens dérivé en s'adaptant au langage Thaï.

Les Thaï, suivant le courant de la migration générale des peuples asiatiques, descendant du Thibet, vinrent s'installer dans les environs du Yang-tsé-kiang et cherchèrent à s'étendre vers l'Est en empruntant le cours du Fleuve Jaune. Mais, bientôt, ils se heurtèrent aux Chinois, peuple qui semble d'ailleurs avoir la même origine qu'eux.

Etant ainsi entravés dans leur marche vers l'Est, les Thaï ne tardèrent pas à rechercher d'autres territoires et ils furent rapidement attirés vers le Sud par une contrée fertile et riche. Cependant, certains clans ou groupes demeurèrent en Chine, formant un pays de race Thaï, dont le caractère ethnique devait peu à peu s'altérer sous l'influence Chinoise et disparaître après la conquête de Kublai Khan en 1297 (1254).

La migration des Thaï en direction du Sud se poursuit pendant plusieurs siècles et les historiens en fixent les débuts vers le ^v^e siècle bouddhiste (500 A. J.-C.).

Cette migration devait se prolonger jusqu'au ^{xr}e siècle bouddhiste (vi^e siècle). Un groupe de Thaï, celui des Thaï Yai, descendit le cours du Salouen, rivière de Birmanie, et vint s'installer dans le Nord de ce pays. Un autre, le groupe des Thaï Noi, s'établit dans le bassin du Mékong, au Nord de l'Indo-Chine. Ce dernier groupe, d'ailleurs de beaucoup le plus important, est considéré comme le véritable noyau ethnique de la race Thaï actuelle.

Les Thaï Noi, très nombreux, se répandirent bientôt tout autour des rives du Mékong, commençant à cultiver la terre, et s'établirent sur le territoire de Suvarna-poum (nom ancien de l'Indo-Chine). Ils occupaient alors un vaste territoire, s'étendant, de l'Ouest à l'Est, de la Birmanie à l'Indo-Chine Française et, vers le Sud, jusqu'à l'archipel Malay.

L'avenir de la race Thaï se trouvait sur le territoire de Suvarna-poum et, pendant plusieurs siècles, c'est sur ce territoire que les Thaï vont avoir à lutter pour obtenir leur indépendance et pour organiser ensuite le pays par eux conquis.

Diverses peuplades, qui au cours des siècles précédents avaient fait partie des vagues migratrices des peuples d'Orient, se trouvaient déjà établies en Suvarna-poum. C'était, au centre, les Lua (Laotiens) ; à l'Est, les Khmer ou Cambodgiens, et, à l'Ouest, les Mohn de Birmanie. Plus au Sud, se trouvait un mélange de races Malaises, Laotiennes et Nègres d'Asie, mélange qui s'explique aisément si l'on tient compte de la situation géographique de la péninsule, lieu de passage entre la Chine et les Indes.

De toutes ces peuplades, les Khmer étaient les plus puissants. Au cours des siècles précédents, les relations qu'ils avaient entretenues avec les Hindous (En 600 (57) une princesse Cambodgienne avait épousé un chef Brahman) leur avaient permis de s'initier aux coutumes Hindoues, ce qui exerça une profonde influence sur leur civilisation. Cette influence devait leur assurer une certaine supériorité sur tous les peuples voisins.

Etant les plus civilisés, les Khmer se révélèrent bientôt les plus puissants, ils s'emparèrent des territoires des Laotiens (1100-1400 : 557-857) et ils dominèrent pendant à peu près 200 ans le bassin du Ménam (1400-1600 : 857-1057).

Quant aux Birmans, ils arrivèrent à dominer d'abord les Mohn, puis les Khmer en Suvarna-poum, ayant à leur tête un Roi guerrier, très puissant : Anuruth (1553-1595 : 1010-1052). Mais, ce Roi ne tarda pas à perdre cette qualité, car il était préoccupé de la religion beaucoup plus que des autres fonctions. A la fin de son règne, la Birmanie se trouva en proie au désordre, en raison, d'une part, de la négligence du Roi et, d'autre part, des querelles qui survinrent dans la famille royale au sujet de la succession au trône. La terre conquise en Suvarna-poum fut abandonnée par les Birmans.

Les Thaï profitèrent de cette occasion pour s'étendre sur cette terre sans maître. Mais les Khmer la reprirent aussitôt et dominèrent les Thaï (1640 : 1097). La lutte entre les Thaï et les Khmer continua pendant de longues années et se termina à l'avantage des Thaï le jour où ceux-ci, bien unis, parvinrent à infliger une défaite à leurs ennemis. Ce fait héroïque est dû à deux chefs Khun Pa-muang et Khun Bang-klang-tao. Les Thaï prirent la capitale Khmer « Sukhothai » en 1800 (1257). Khun Bang-klang-tao devint Roi sous le nom officiel de Khun Sri-indra-titaya. Il fut le fondateur de la dynastie de Sukhothai.

A la fin de la période ancienne, trois races apparaissaient donc avec leurs caractères et leur civilisation propres : Thaï, Khmer, Birmans. Toutes ces peuplades allaient entrer en conflit jusqu'à ce que, après plusieurs siècles de lutte, les premiers aient affirmé définitivement leur supériorité et aient fondé le Royaume de Thaïlande.

La supériorité des Thaï, dès l'origine, tient à certaines de leurs conceptions et, notamment, à leur organisation primitive.

Si au cours de l'époque ancienne, l'idée de Royauté parvient à se faire jour, elle ne s'est dégagée cependant que fort lentement.

On croit, en général, qu'au moment où les Thaï vinrent s'établir au Nord de Suvarna-poum, ils se gouvernaient selon le principe de « l'Administration commune ».

Ce principe est d'origine Hindoue et il date du temps de Bouddha. Aux Indes, il existait, en effet, à cette époque, trois sortes de royaumes. Les uns étaient gouvernés par un grand chef considéré comme supérieur aux rois eux-mêmes, d'où « le Grand » (Maharaja) nom donné à ce chef ; les autres, gouvernés par un simple Roi, et, enfin, les derniers administrés en vertu du principe de « l'Administration commune ». Ce principe exigeait que les décisions intéressant différents groupes soient prises, lors de la réunion des chefs de clans. Une fois la décision prise, chacun des groupes devait s'y conformer et l'exécuter.

C'est le même principe que nous trouvons à l'origine de l'organisation des Peuplades Thaï. Les décisions communes étaient d'ailleurs à cette époque peu nombreuses ; la plupart d'entre elles concernaient la guerre, qui devait préserver les Thaï des invasions étrangères et assurer, aux différents groupes, des contrées plus vastes et plus fertiles. Toutes ces décisions étaient discutées par l'ensemble des chefs qui, à l'origine, étaient tous égaux, quelle que soit l'importance du groupe auquel ils appartenaient. L'administration commune n'avait donc en soi, ni le caractère d'une fédération, ni le caractère d'une confédération de groupes, telles que les conçoivent les théoriciens modernes. Comme toute organisation primitive, elle était un simple état de fait, d'esprit familial, chaque décision étant prise dans l'entente commune.

Pendant, à mesure que les diverses Peuplades occupèrent des territoires plus étendus, s'éloignant par là même les unes des autres, cette notion de « l'Administration commune » devait nécessairement évoluer et des tendances séparatistes devaient se faire jour, chaque groupe ayant tendance

à se donner un chef particulier. Ces tendances séparatistes, dans les premiers temps restèrent surtout latentes, car aucune hostilité ne se manifestait entre les différents clans, tous unis dans un seul but, la lutte contre les ennemis communs : Khmer et Birmans ; et les chefs des différents clans n'étaient autres, le plus souvent, que les membres d'une même famille.

Cependant, vers la fin de cette époque, quand la plupart des groupes furent réunis, les Thaï finirent par abandonner totalement le principe de l'Administration commune. L'idée d'un chef supérieur aux autres se fit jour, peu à peu, et pour la première fois, à cette époque, nous trouvons mention de l'existence d'un Roi (Kra-satra) supérieur à tous les chefs de clans.

Cette première apparition du Pouvoir royal est d'ailleurs encore bien imprécise : aucune règle ne détermine quelles étaient les conditions requises pour être choisi comme Roi. Le plus souvent ce titre était conféré à celui qui se montrait capable de gouverner en se révélant le plus fort comme organisateur et surtout, comme chef militaire.

Le peuple, du reste, acceptait facilement la supériorité de ce chef unique qui devait protéger ses biens et défendre les terres conquises. De tout temps, nous le verrons, le peuple Thaï s'est révélé d'un naturel assez tranquille et soumis, et dès cette époque, comme il le sera toujours, il se montrera beaucoup plus soucieux de ses devoirs envers la Royauté que de ses droits. Ce n'est qu'au début du ^{xx}^e siècle que, pour la première fois, le peuple Thaï demandera la reconnaissance de ses droits.

Le Roi Thaï apparaît donc, à l'origine, comme un chef militaire, le plus fort en principe, mais il est, beaucoup plus encore, un chef de famille et ce dernier trait demeurera pendant de longs siècles une des caractéristiques de la monarchie Thaï.

En contact direct avec leur peuple, les premiers Rois de Thaïlande ont bien souvent dû lui demander à l'origine la ratification de leurs actes ; mais, peu à peu à mesure que le

Royaume s'agrandit, cette ratification cesse de devenir effective pour n'être plus qu'une simple approbation tacite, vestige de la participation réelle du peuple aux affaires du pays.

TITRE II

La Période Moyenne (1800-24II : 1257-1868)

CHAPITRE PREMIER

La Première Phase de la Période Moyenne (1800-1991 : 1257-1448)

SUKHOTHAI (1800-1920 : 1257-1377)

AYUDHYA (1892-1991 : 1349-1448)

La Thaïlande, à l'époque de Sukhothai, était un royaume très petit, possédant, croit-on, deux grandes villes : Sukhothai elle-même et Savarna-kalok (Chaliang). Il y avait encore, en effet, les groupes Thaï dans le Nord et dans l'Est de Suvarnapoum et ces groupes étaient indépendants les uns des autres. Les Khmer étaient au Sud.

Du point de vue historique, cette période est marquée par la lutte des Thaï entre eux en vue de l'unification et avec leurs anciens ennemis, puis entre les Thaï des deux capitales Sukhothai et Ayudhya au moment de la fondation en 1892 (1349) de cette dernière ville par les insurgés de Sukhothai.

L'œuvre d'unification fut accomplie par les Rois de la dynastie de Sukhothai comprenant six rois, parmi lesquels le plus célèbre fut Khun Rama-kam-haeng. A la suite des querelles entre les deux fils du Roi (Phraya Lithai et Phraya Lethai) en vue d'accéder au trône (1890 : 1347), la dynastie de Sukhothai devait connaître les dissensions ; c'est alors qu'un gouverneur d'une province du Sud « Uthong » de

Sukhothai vint fonder dans une île du Ménam, la ville d'Ayudhya, rivale de Sukhothai et bientôt plus forte qu'elle et qui la domina en 1920 (1377). Le gouverneur, portant le même nom que sa province, « Uthong », fonda la dynastie de Xiang-Rai, dynastie qui devait présider aux destinées du Royaume de Thaïlande pendant 42 ans, puis faire place à la dynastie de Subharna-poum, dont la suite marque l'avènement de la deuxième phase de cette période.

*
* *

Le fait qui retient l'attention, au cours de la Période moyenne, est la fondation de la première capitale : Sukhothai. Nous savons quelle importance a eu, dans l'histoire de la Thaïlande, « la Capitale », puisque certains historiens n'ont pas hésité à diviser l'histoire de la Thaïlande en périodes correspondant à chaque capitale.

Jusqu'à cette époque, les Thaï, en effet, ne constituaient guère que des peuplades en migration, à la conquête de territoires nouveaux et dont le principal souci demeurerait la guerre, source de profits et de butins nouveaux. Au contraire, à partir de l'époque moyenne, les Thaï vont chercher à organiser le territoire par eux conquis afin de résister plus facilement à l'emprise de leurs puissants voisins.

Peu à peu la notion de groupe, de peuplade, notion purement ethnique, va faire place à la notion de territoire, notion géographique, qui plus tard donnera elle-même naissance à la notion politique d'Etat : Thaïlande.

Déjà le mot de Thaïlande qui fut changé plus tard par le Roi Rama IV (Pra Chom-klao) (2394-2411 : 1851-1868) en Siam apparaît dans les divers documents (1).

On a beaucoup discuté sur l'origine de ce mot « Siam ». Pour certains auteurs, le mot « Siam » viendrait du mot

(1) L'histoire de la Chine « Yee-jab-see-suh-tang-chu-lamp-mang-liad-tuan » écrite environ au XI^e siècle bouddhiste.

« Sayam ». Sayam veut dire Trois et il s'expliquerait par cette considération historique que le Siam a été peuplé par trois races : Khmer, Lao, et Thaï qui se sont fondus en une seule nation. Cette explication ne semble pourtant pas répondre entièrement à la vérité historique, puisque, ainsi que nous l'avons vu, d'autres peuplades (Malais, Birmans) ont été assujetties par les Thaï.

Une autre origine, bien que plus discutée, nous semble cependant devoir être attribuée au mot « Siam ». Certains auteurs pensent que le mot « Siam » veut littéralement dire « Teint foncé » ou « Or ». Si l'on se rappelle que l'ancien nom du Siam « Suvarna-poum » veut dire « pays de l'or », cette explication doit rencontrer un certain crédit, d'autant plus que, géographiquement le Siam actuel occupe tout l'ancien territoire de Suvarna-poum.

Cependant le peuple s'appelait toujours Thaï, c'est pourquoi le nom du territoire Siam a été changé en celui de Thaïlande correspondant aux réalités ethniques.

*
* *

A l'époque où la Thaïlande se donne une première capitale, les germes d'une organisation nouvelle apparaissent.

Sans doute, à cette époque, les nécessités de la lutte contre les ennemis obligent-elles les Thaï à apporter un soin tout particulier aux choses de la guerre. Le Roi demeure toujours le chef suprême de l'armée, mais autour de lui apparaissent les seigneurs, recrutés parmi les membres de la famille royale, et les personnages de confiance de l'entourage du Roi.

La Puissance royale elle-même se transforme peu à peu. Le Pouvoir patriarcal du Roi Thaï de l'époque ancienne va faire place à un pouvoir beaucoup plus fort, de tendances absolutistes.

Cette transformation est une conséquence, d'une part, du désir du Roi de renforcer son pouvoir par suite de l'agrandissement du Royaume, et d'autre part, de la victoire des Thaï

sur les Khmer. Les Thaï vainqueurs apprennent à connaître la civilisation des vaincus et l'influence Khmer apportera une modification profonde aux conceptions originelles.

Les Thaï, nous l'avons vu, avaient tout d'abord considéré le Pouvoir royal comme un pouvoir essentiellement patriarcal. Le Roi, choisi par ses sujets, restait en contact avec eux et gouvernait avec leur approbation.

Au cours de l'époque moyenne, une nouvelle notion se fait jour. Les Khmer, peuple particulièrement civilisé, considéraient le Roi comme une émanation de la divinité, selon une conception analogue à la théorie de Droit divin des théologiens occidentaux. Il en résulte que le Roi Khmer apparaissait comme un souverain très puissant faisant partie intégrante du Dieu d'origine Brahmane et dont les ordres ne pouvaient être discutés ni soumis à aucune critique de la part de ses sujets. C'était le régime autocratique.

L'influence Khmer, pénétrant les idées Thaï, devait donner une conception originale qui apparaît comme propre à la civilisation Thaï et qui s'est perpétuée jusqu'au début du xx^e siècle. Le Roi héréditaire ne peut gouverner qu'avec l'approbation de son peuple. Son accession au Trône est soumise à la ratification populaire ; c'est là la survivance du régime patriarcal. Mais d'autre part, il devient peu à peu souverain absolu et la présentation par le Brahman lors de l'accession au trône, lui confère un caractère religieux.

*
* *

Au début de l'époque moyenne, la première conception devait encore triompher. Le Roi Rama-kam-haeng, par exemple, reste un exemple de Roi à tendances patriarcales.

Une des manifestations les plus caractéristiques de ce Pouvoir patriarcal se révèle dans les rapports du Roi avec ses sujets. Le Roi vit encore très près de son peuple et lorsque celui-ci eut un motif de mécontentement, il lui suffit de venir tirer la sonnette pendue à la porte du palais royal. C'est là

en quelque sorte l'origine du droit de pétition moderne qui se maintient jusqu'à la Révolution. Le peuple put se plaindre au Roi lui-même, en lui adressant directement une requête, mais peu à peu les cas dans lesquels cette procédure fut permise furent de plus en plus restreints. On l'emploie notamment dans le cas où aucun texte de loi ne prévoit de solution spéciale.

Khun Rama-kam-haeng fut non seulement un grand chef militaire mais aussi un administrateur remarquable. Il dota son pays d'une écriture nationale, en inventant les caractères Thaï. Il fit réaliser à son pays de grands progrès économiques, en favorisant les relations avec les pays étrangers. Certains documents établissent même que le Roi n'hésita pas à se rendre en Chine en 1263 (720) et en 1300 (757) inaugurant les relations qui, depuis, ont toujours existé entre les deux pays. C'est à Khun Rama-kam-haeng que la Thaïlande doit la première organisation du Royaume et l'apparition d'une Administration centrale. Khun Rama-kam-haeng s'occupa également beaucoup de la religion dans laquelle il voyait un moyen de réaliser l'unification et de maintenir l'ordre dans son pays. C'est la raison par laquelle nous trouvons dans la plupart des Institutions Thaï, et notamment dans tout ce qui a trait au Pouvoir royal, l'influence religieuse.

Au temps de Sukhothai, et en particulier sous le règne de Khun Rama-kam-haeng, le royaume apparaît divisé en trois grandes circonscriptions : les provinces intérieures, les provinces extérieures et les colonies.

Les provinces intérieures comprennent la capitale, résidence du Roi et la sous-capitale, résidence du prince héritier. Ces deux villes sont entourées par quatre provinces, qui sont toutes à deux journées de voyage de la capitale, et forment ainsi des positions stratégiques, destinées à servir de rempart contre l'invasion étrangère. Ces provinces sont directement gouvernées par le Roi.

Les provinces extérieures sont sous l'influence des grands

seigneurs, mais en temps de guerre, ceux-ci doivent fournir au Roi une armée dont ils demeurent les chefs.

Les colonies, constituant des provinces frontières, sont peuplées de races diverses, notamment des Lao, des Khmer et des Birmans. On y trouve peu de Thaï. Les colonies doivent payer à la capitale le tribut des peuplades vaincues.

Cette organisation avait l'avantage d'assurer au Roi une autorité plus directe sur les territoires qui lui étaient soumis : les Provinces intérieures. Elle laissait, par contre, les gouverneurs de provinces extérieures, maîtres du reste du territoire, et c'est ce qui explique le changement de dynastie lorsqu'un gouverneur de province particulièrement puissant, comme le fut par exemple Uthong, gouverneur d'une province de Sukhothai, s'emparait du pouvoir.

Ayudhya dans ses premières années (1893-1991 : 1257-1448) fut gouvernée en vertu des principes mêmes qui avaient régné Sukhothai, principes destinés à assurer la défense du pays. Des modifications furent apportées en ce qui concerne l'administration de la capitale (administration centrale). C'est alors qu'apparaissent quatre nouveaux fonctionnaires royaux : Khun. De même on adoptait la coutume cambodgienne comme coutume du palais. En outre, plusieurs lois avaient été promulguées dont certaines ont survécu jusqu'à la dernière promulgation du Code Thaï, par exemple, en matière de Témoignage, de Procédure, de Terre, de Famille, etc... Ces lois ainsi que les lois de Sukhothai tirent toutes leur origine des lois Hindoues, s'inspirant de la Bible de Manosara. La différence entre les lois de ces deux capitales (Sukhothai et Ayudhya) réside en ce que les premières s'adaptent moins au pays que les dernières, celles-ci ayant subi beaucoup de modifications.

Quant aux fonctions de ces quatre nouveaux personnages (Khun), elles peuvent être définies comme suit :

1) Khun Muang apparaît comme un ministre de l'Intérieur chargé d'assurer la tranquillité du Royaume et d'infliger des punitions aux coupables.

2) Khun Vang est chargé des affaires du Palais royal et exerce les fonctions de juge.

3) Khun Clang s'occupe des finances du royaume.

4) Khun Na surveille l'agriculture et veille à l'approvisionnement de la ville en qualité d'édile.

Nous voyons maintenant que le Roi, seul administrateur du royaume, seul chef de tous les pouvoirs, gouverne le pays avec ses quatre principaux subordonnés pour les provinces intérieures, avec les gouverneurs pour les provinces extérieures et avec les chefs indigènes pour les colonies. Tous sont nommés par lui à l'exception des chefs indigènes dont il ratifie la nomination.

CHAPITRE II

La Deuxième Phase de la Période Moyenne

1991-2411 : 1448-1868

AYUDHYA (1991-2310 : 1448-1767)

DHONBURI (2310-2325 : 1767-1782)

PRA-NAGARA (2325-2411 : 1782-1868)

L'exposé de ce chapitre suivra le même ordre que celui du chapitre précédent. Nous examinerons rapidement l'histoire de chaque capitale : Ayudhya, Dhonburi et Pra-nagara pour bien comprendre leurs institutions. Quelques grands faits y doivent être notés. En premier lieu, le développement du Pouvoir absolu du Roi. Sous l'influence de quels facteurs ce développement se réalise-t-il ? C'est ce que nous allons étudier. Puis, nous verrons la création de l'organisation centrale et provinciale, le développement de la législation et, enfin, l'évolution de la condition sociale des habitants de la Thaïlande.

AYUDHYA. Historiquement, Ayudhya se caractérise par

trois faits principaux. C'est, d'une part, l'unification complète du pays qui entraîne fatalement un changement dans l'administration. Ce sont, d'autre part, les grandes guerres qui se poursuivent en trois étapes :

- la lutte pour la défense du pays contre l'invasion.
- la conquête de l'indépendance.
- et la poursuite de revendications.

Ce sont, enfin, par les défaites d'Ayudhya.

Durant cette période, plusieurs dynasties règnent sur la Thaïlande : celles de Xiang-rai, de Subharna-poum, de Sukhothai, de Pra-sarth-tong et de Bang-plu-luang. La dynastie la plus longue fut celle de Subharna-poum (177 ans), les autres atteignent, respectivement, 42, 61, 58, 79 ans.

La notion du Pouvoir absolu du souverain sur ses sujets qui s'est fait jour peu à peu, arrive maintenant à son plein éclat. Ce développement de la Puissance royale est dû à la personnalité de quelques souverains à l'intelligence profonde, malheureusement trop peu nombreux. Citons notamment un roi de la dynastie de Subharna-poum : Pra Borom-trai-lokanatra (1991-2031 : 1448-1488), un roi de Sukhothai : Pra Narésuan (2133-2148 : 1590-1605) et, un roi de Pra-sarth-tong : Pra Narayana (2199-2231 : 1656-1688). Ces souverains furent non seulement des guerriers, mais aussi des hommes doués d'un sens politique profond, capables d'assurer à la Thaïlande un développement intellectuel, économique et social. Guerriers, ils se devaient l'être pour assurer l'intégrité de leur royaume qui, plus d'une fois, a été menacée au cours de cette période.

En effet, les Thaï, devenus puissants après leur victoire sur les Khmer, au cours de l'époque précédente, devaient cependant continuer à lutter contre leurs anciens rivaux : les Birmans et même quelquefois contre les Khmer. Cette guerre entre Birmans et Thaï fut longue, meurtrière et même le plus souvent désastreuse pour ces derniers.

Les Thaï cependant, dès cette époque, grâce à la politique de leurs souverains, commencèrent à avoir des relations avec des puissances étrangères (1) et parfois ils en obtinrent l'appui. C'est de cette époque que date l'envoi d'une ambassade Thaï à la Cour de Louis XIV (2226 : 1683).

Malgré ces appuis, en 2112 (1569) les Thaï essuyèrent une défaite complète et furent battus par les Birmans qui s'emparèrent de la capitale Ayudhya, sous le règne du dernier Roi de la dynastie Subharna-poum. Quinze ans plus tard, le célèbre Roi « Pra Narésuan », de la dynastie de Sukhothai, sauva une première fois l'indépendance du pays en reprenant Ayudhya aux Birmans. Mais si Pra Narésuan sut consacrer tous ses efforts au développement de la puissance Thaï, en mettant trêve aux guerres qui ruinaient le pays, il n'en fut pas de même de ses successeurs, qui à l'exception de Pra Narayana, se révélèrent incapables, tant comme chefs militaires que comme administrateurs.

En l'an 2310 (1767), sous le règne du dernier Roi de Bang-plu-luang, la Thaïlande devait perdre à nouveau son indépendance et passer entièrement sous la domination des Birmans. La capitale Ayudhya fut alors réduite en cendres. Cependant, l'incurie des envahisseurs, beaucoup plus préoccupés de pillage que de conquêtes véritables, laissa subsister dans certaines contrées de la Thaïlande des centres de révolte contre la domination des nouveaux venus. C'est ainsi qu'un gouverneur d'une province du Nord, nommé Praya Taksin, put, en rassemblant les débris de l'armée Thaï, triompher des Birmans et mettre fin à leur domination d'une manière définitive.

(1) Chine 1807 (1264).

Portugal 2054 (1511).

Hollande 2147 (1604).

Angleterre 2155 (1612).

Danemark 2164 (1621).

France 2205 (1662). Japon même date.

DHONBURI. Praya Taksin (2310-2325 : 1767-1782) fut par la suite proclamé Roi de la Thaïlande et fonda sur la rive droite du Chao-praya (Ménam), une nouvelle capitale, la troisième capitale connue sous le nom de Dhonburi. Chao Taksin est considéré par les Thaï, qui lui sont particulièrement reconnaissants d'avoir sauvé leur pays de l'invasion étrangère, comme leur troisième héros national.

La période de Dhonburi prit fin avec la mort de ce souverain qui fut le seul de sa dynastie. Au Roi Chao Taksin succède un de ses chefs militaires « Chao-praya Maha-kra-sarth-suk » qui fonda la dynastie actuelle « Chak-kri » et qui transféra la capitale sur la rive gauche de Chao-praya, sous le nouveau nom de Pra-nagara (Bangkok).

PRA-NAGARA. Au cours de la période moyenne, malgré quelques revers passagers, la Thaïlande parvint à sauvegarder son indépendance. Sans doute, ce résultat est-il dû aussi à la supériorité des Thaï, mais il tient, surtout, croyons-nous, au développement intellectuel, social et politique que certains grands souverains de cette époque n'ont cessé de poursuivre.

C'est de cette époque que date l'apparition d'une codification des lois anciennes (Rama I (Pra Bouddha-yod-fa) 2325-2352 : 1782-1809) et d'une littérature moderne (Rama II (Pra Bouddha-lert-la) 2352-2367 : 1809-1824). D'autre part, les relations internationales commerciales et diplomatiques furent améliorées grâce à des traités conclus avec les Etats-Unis et avec la plupart des pays européens (Rama IV (Pra Chom-klao) 2394-2411 : 1851-1868). Enfin, la religion fut l'objet de l'attention toute particulière de la royauté, puisque d'elle venait le développement de l'instruction nationale. Dans la Thaïlande, la religion et l'instruction ont toujours été de pair.

Maintenant nous allons, suivant le plan que nous avons indiqué, diviser notre exposé en cinq sections :

Section 1 : Le développement de l'absolutisme royal.

Section 2 : La création d'une organisation centrale.

Section 3 : L'organisation provinciale.

Section 4 : Les services de justice.

Section 5 : La condition sociale des sujets du Roi.

SECTION I. — *Le développement de l'Absolutisme royal*

La conception originelle des Thaï sur le Pouvoir royal est, nous l'avons vu, une conception essentiellement patriarcale. Le Roi, chef suprême du pays, a gardé certaines des idées du chef de clan et il doit gouverner comme un père de famille. Cette notion du Roi détenteur du Pouvoir dans l'intérêt de ses sujets était en opposition complète avec la conception Khmer (ou Cambodgienne) selon laquelle le Roi, monarque de Droit divin, ne tient son pouvoir que du Dieu, est une véritable émanation du Dieu des Brahmanes, et a pour unique rôle de diriger ses sujets qui lui demeurent inférieurs et soumis.

Au contact de la nouvelle civilisation Khmer, les Thaï vainqueurs allaient-ils, ainsi que cela arrive parfois, adopter les mœurs et les coutumes des vaincus, ou, au contraire, allaient-ils faire dominer leur civilisation propre ?

En ce qui concerne le développement du Pouvoir royal, l'influence Khmer devait jouer un rôle prépondérant. Sans doute le Roi de la Thaïlande n'ira-t-il jamais, pas plus à cette époque qu'aux époques suivantes, et contrairement à ce qu'ont pu penser certains historiens ou certains juristes, jusqu'à se considérer comme un Monarque de Droit divin. Mais si la conception Thaï subsiste dans son principe, elle n'en subit pas moins une transformation complète. Le Roi, chef suprême d'un pays plus étendu, se trouve éloigné de ses sujets. Pour pouvoir mieux gouverner, il est appelé à renforcer son pouvoir et, trouvant dans les principes Cambodgiens la justification du renforcement de son pouvoir, il apparaît bientôt comme un véritable Monarque absolu.

Juridiquement, aucune règle ne délimite le Pouvoir royal. Bien au contraire, il est considéré comme un Pouvoir sans bornes. Supérieur à ses sujets, le Roi est le maître non seule-

ment de leurs personnes, mais aussi de leurs biens. La terre et tout ce qu'elle contient appartiennent exclusivement au Roi qui demeure libre d'en dispenser à son gré (Loi Bedh-sej., article 42).

Pour montrer cette supériorité du Roi, on l'appelle « Chao-yu-hua », ce qui veut dire « Mon Seigneur Supérieur », tandis qu'au point de vue de la propriété, on l'appelle « Chao-xi-vitra » et « Chao Penhdin » ce que l'on peut traduire par « mon seigneur de la vie et Mon Seigneur de la Terre ».

De plus, la croyance publique prête au Roi toutes les vertus morales et veut, notamment, qu'il soit juste et bon. Le Roi, d'ailleurs, lors de son couronnement, prononce des paroles sacramentelles, aux termes desquelles il s'engage à agir fidèlement envers ses sujets. Ces règles morales (1) ou « Commandements du Roi » se composent de trois groupes comprenant 26 règles et portant des noms différents :

- | | |
|--------------------------|-----------------------|
| 1° Tosapitra-raja-tana | 10 commandements (2). |
| 2° Raja-charaya-nuvattra | 4 commandements (3). |
| 3° Chakra-vaddi-vatre | 12 commandements (4). |

(1) LES REGLES MORALES DU ROI

Ce sont les règles que conseillait la Bible bouddhiste au Roi et dont un bon Roi devrait s'inspirer pour le gouvernement de son pays :

- (2) 1. — Le Roi devrait offrir des biens à ceux qui les méritent.
 2. — Le Roi devrait avoir la netteté de conscience, de corps et de parole.
 3. — Le Roi ne devrait pas être avare des biens qu'il doit offrir.
 4. — Le Roi devrait être honnête.
 5. — Le Roi devrait être poli et non opiniâtre.
 6. — Le Roi devrait pratiquer la religion pour surmonter ses défauts.
 7. — Le Roi ne devrait pas se laisser aller à la colère.
 8. — Le Roi ne devrait pas faire du mal à son peuple.
 9. — Le Roi devrait être patient.
 10. — Le Roi devrait être toujours dans la voie de la justice.
- (3) 1. — Le Roi devrait être soucieux du développement de la production.
 2. — Le Roi devrait être soucieux de subvenir aux besoins du peuple.
 3. — Le Roi devrait chercher à se faire aimer.
 4. — Le Roi devrait chercher des paroles douces pour se faire aimer.
 Tout ceci amène à la prospérité et à la tranquillité du pays.

Ces 26 commandements peuvent se résumer ainsi : Devoirs du Roi envers lui-même (par exemple, le Roi devrait avoir la netteté de conscience, de corps et de parole), Devoirs envers son peuple (le Roi devrait pratiquer la Justice), Devoirs envers son pays (il devrait favoriser l'agriculture).

Et pour bien montrer que son serment n'est pas une simple formalité, mais l'oblige à gouverner selon les commandements, le Roi, dès son accession au trône, accomplit traditionnellement des actes conformes aux paroles qu'il vient de prononcer.

C'est ainsi qu'il nomme un nouveau chef de la religion bouddhiste, voulant par là affirmer son désir d'être le soutien de la religion dont il accepte le patronage. D'autre part, il récompense les membres de la famille royale et les fonctionnaires pour les bons et les loyaux services rendus à l'Etat en leur accordant de nouveaux titres. Pour bien montrer qu'il va prendre une part active à la conduite des affaires du pays, il consacre ses premiers soins aux affaires de Justice, usant d'une part, de son droit de grâce, en ce qui concerne les prisonniers et, d'autre part, exigeant des juges la liquidation de

- (4) 1. — Le Roi devrait s'occuper de l'éducation de sa femme et de ses enfants, leur offrir des biens et des titres et les bien protéger.
Il devrait agir de même avec son entourage
2. — Le Roi devrait entretenir de bonnes relations avec les pays étrangers.
3. — Le Roi devrait soutenir les autres membres de la famille royale.
4. — Le Roi devrait développer l'agriculture en distribuant des graines, des outils agricoles et du bétail.
5. — Le Roi devrait assurer le bonheur du peuple.
6. — Le Roi devrait respecter les savants et les soutenir.
7. — Le Roi devrait assurer le bonheur des animaux.
8. — Le Roi devrait défendre au peuple de mal diriger sa vie et le conduire dans le bon chemin.
9. — Le Roi devrait assister les pauvres sans profession.
10. — Le Roi devrait se renseigner auprès des savants pour connaître exactement la bonne et la mauvaise voie.
11. — Le Roi devrait poursuivre, en toute sérénité d'esprit, l'étude de la science.
12. — Le Roi devrait surmonter toute pensée d'avarice.

tous les procès en cours, et cela sans qu'aucun droit ne soit perçu. Enfin, il poursuit l'adaptation équitable de l'impôt, exigeant qu'il soit établi en tenant compte des modifications réalisées au cours du dernier règne dans la situation des terres, au moyen d'un nouveau recensement.

Cependant, bien que le Roi apparaisse avec toutes les caractéristiques du Roi absolu, certains usages ont pu parfois permettre de douter de l'évolution du Pouvoir royal à cette époque. C'est qu'en effet, au cours de l'époque moyenne, nous voyons apparaître sur certains actes royaux (1) à côté de la signature du Roi, celle d'un autre personnage. Nous savons même que, parfois, le Roi gouvernait, entouré d'un ou deux personnages : Vang-na (Pra Rajavang-borvon...-monghol) et Vang-lang (Pra Rajavang-borvon...pimuk), dont l'existence n'est cependant mentionnée par aucun texte législatif.

On a beaucoup discuté sur l'origine et les fonctions de ces personnages et certains les ont considérés comme un deuxième ou un troisième Roi.

A la vérité, les sources ne permettent pas de définir nettement le rôle et la fonction de ces personnages dont le premier est apparu à l'époque d'Ayudhya (règne de Pra Borom-trai-loka-natra (1991-2031 : 1448-1488). Le Roi lui donne le titre de « Pra Maha-uparaja », ce titre devient plus tard : Vang-na, mot qui tire son origine, croit-on, de l'époque de Sukhothai, c'est-à-dire de l'ancien titre du Roi Khun Ramakam-haeng. A la fin d'Ayudhya (règne de Pra Pet-raja, 2231-2246 : 1688-1703) nous trouvons également le nom du deuxième personnage : Vang-lang.

Il semble qu'en réalité, ces personnages ne jouissaient là que de titres honorifiques et étaient appelés par le Roi en considération des services rendus à la royauté ; à moins que le Roi, dans la crainte de les voir s'élever en rivaux de sa

(1) Par exemple : Traité de 2399 (1856) avec la France.
Traité de même année avec l'Angleterre.
Traité de 2405 (1862) avec la Prusse.

politique, ne les appelle à la participation des affaires du pays. Ceci expliquerait que, selon les besoins de leur politique, les Rois de la Thaïlande, à cette époque, se soient entourés d'un ou de deux de ces personnages.

Toujours est-il que les pouvoirs de ces personnages étaient assez variables et restaient le plus souvent fort vagues. Du reste, le fait qu'ils étaient nommés par le Roi les mettait toujours dans un état d'infériorité par rapport à ce dernier.

En dehors de l'Administration, une autre manifestation du Pouvoir absolu du Roi se révèle dans la succession au Trône.

Le Roi, à cette époque, tente de fortifier son Pouvoir en désignant lui-même son successeur et en le plaçant, durant sa vie, au sein de son gouvernement.

Ce successeur est ordinairement son fils aîné qui porte souvent le titre de Vang-na (premier personnage) dont nous venons de parler. Quelquefois à défaut de son fils, le Roi nomme son frère comme successeur. Remarquons qu'en vertu de la tradition, la femme ne peut régner à la Thaïlande.

Néanmoins, cette désignation ne suffit pas encore à donner un caractère légal à la succession qui demande toujours (implicitement tout au moins) le consentement et la ratification du peuple, et aucune loi n'a encore jeté les bases du régime successoral.

Il arrive parfois que le Roi meurt sans nommer son successeur : les membres de la famille royale et les hauts personnages de la Cour se réunissent alors et choisissent l'un d'entre eux par une sorte de « Cooptation » sous cette seule réserve que peuvent seuls être élus Roi, les membres de la famille royale dont les mérites sont bien connus du peuple. (Cette réserve ne s'applique pas théoriquement au Roi pour la désignation qu'il fait lui-même. Mais en pratique, il doit tenir compte de l'opinion publique et ne pas choisir un successeur qui ne soit pas membre de la famille royale ou ne mérite pas d'être appelé au trône. Ainsi que nous l'avons dit, le Roi de Thaïlande n'est pas un Roi absolu de Droit divin dont sa

volonté seule compte). Ce procédé fut d'ailleurs abrogé par la Loi de succession au trône promulguée par Rama VI en 2467 (1924), loi que nous verrons par la suite.

SECTION II. — *La création d'une Organisation centrale*

Au cours de cette période, se développe peu à peu cette organisation centrale dont nous avons vu l'embryon apparaître au cours de la période précédente, sous la forme de quatre « Khun ».

Une tendance nouvelle se fait jour, ou tout au moins tente de se faire jour : celle de la différenciation des services.

Les Khun n'apparaissent plus comme des chefs indépendants, mais ils groupent déjà sous leur autorité un certain nombre de services analogues à des ministères. Si le Roi Thaï de cette époque comprend la nécessité, afin de renforcer son pouvoir, de multiplier les différents chefs chargés de l'Administration, cette division des fonctions est loin d'apparaître avec les caractéristiques modernes qui veulent que la différenciation des services soit en concordance avec leur nature intrinsèque. A la Thaïlande, à cette époque, la présence de nouveaux chefs dans les grands services est due au désir du Roi de contrôler plus aisément son Royaume, contrôle facile car tous les subordonnés sont encore nommés par le Roi.

Une première différenciation tente de se faire jour, celle des fonctions civiles et des fonctions militaires attribuées à deux chefs indépendants : Samuha-nayok comme chef civil et Samuha-kalahom comme chef militaire. Par conséquent, les quatre Khun dont le nom à cette époque est changé en celui de Séna-bodi (ministres) ne sont plus indépendants dans leurs ministères mais sont subordonnés à leur chef commun : Samuha-nayok.

Ces quatre Séna-bodi voient, au cours de cette période, leurs fonctions et leur rôle s'accroître considérablement, avec cette particularité que s'ils demeurent les chefs administra-

tifs chargés de l'organisation du Royaume, ils apparaissent cependant comme les juges chargés de faire respecter les règlements. D'autre part, se forment-ils en Conseil consultatif (Luk-khun) pour aider le Roi dans les affaires de gouvernement.

Le premier d'entre eux Séna-bodi Muang (Intérieur) est, de tous, celui dont les fonctions se sont le moins sensiblement modifiées. Sans doute, son pouvoir s'est-il accru en même temps que se développait et s'accroissait le Pouvoir royal mais, de même qu'à l'époque précédente, il demeure chargé du service de la Police, de la justice et des prisons. En tant que Juge, il sanctionne les crimes de grande importance. D'autre part, il s'occupe aussi des douanes de la capitale, mais bientôt ce service passera directement sous les ordres de Séna-bodi, chargé du recouvrement des impôts.

Séna-bodi Vang (Palais) reste toujours le fonctionnaire domestique dont nous avons parlé à l'époque précédente, surveillant les cérémonies royales et ayant la haute direction du personnel du Palais. Il se voit également confier les services de justice. C'est d'ailleurs à lui que le Roi délègue l'exercice de son pouvoir en gardant, bien entendu le contrôle, suivant ainsi l'exemple de la plupart des Rois absolus.

Séna-bodi Na (Agriculture) s'occupe de l'agriculture.

Il concède notamment les titres donnant le droit de cultiver la terre mais seulement pour les rizières, culture principale du pays. Le droit aux autres cultures est accordé par Séna-bodi Clang. Séna-bodi Na s'occupe également de l'approvisionnement du pays et enfin il perçoit l'impôt sur les récoltes, impôt prélevé à l'origine en nature, puis sous Rama III en argent.

Séna-bodi Clang (Finances) qui, à l'époque précédente, avait déjà dans ses attributions la perception des impôts, voit son rôle augmenter considérablement. En effet, au cours de cette époque, les impôts deviennent très nombreux. Ils peuvent être divisés en 5 catégories :

1° Chang-kob : Taxe sur les transports en raison de la tare et de la grandeur du véhicule (cet impôt existait déjà à l'époque de Sukhothai, mais avait été supprimé).

2° Akorn : Taxe sur les revenus professionnels.

3° Suay : Taxe militaire que payaient en nature les gens qui voulaient s'affranchir du service militaire.

4° Rücha : Taxe pour les services rendus par le gouvernement. C'est la première apparition dans la Thaïlande de l'idée de service public rendu par l'Etat à un particulier.

5° Basi : Taxe sur les marchés passés avec le gouvernement.

Les recettes de tous ces impôts vont à une caisse centrale : le trésor, dont Séna-bodi Clang a également la gestion. Il apparaît donc, en quelque sorte, comme le premier ministre des finances de la Thaïlande. Par suite de ces fonctions financières, il se voit chargé de la négociation des accords commerciaux avec l'étranger et plus tard, il est chargé de véritables négociations diplomatiques.

Ce court exposé suffit à montrer la confusion qui règne alors dans l'organisation centrale. Les différents chefs chargés de l'administration et du contentieux sont à la fois juges et parties et apparaissent, le plus souvent, enclins à centraliser sous leurs ordres les fonctions susceptibles d'assurer leur propre intérêt. D'autre part, les différents services empiètent les uns sur les autres alors que chaque jour la création de nouveaux bureaux indépendants (1) devient nécessaire pour répondre aux besoins éventuels, mais l'organisation de chacun d'eux est différente de celle des autres et aucun n'a la même importance.

(1) Les nouveaux bureaux peuvent être classés en quatre groupes :

- 1) Bureaux strictement civils : Krom Moh (Service médical)...
- 2) Bureaux strictement militaires : Krom Pra-tamruad (Police Royale)...
- 3) Bureaux militaires s'occupant des fonctions civiles : Krom Lom-vang (Garde du palais)...
- 4) Bureaux civils étant chargés des fonctions militaires : Krom Chang Sib-muh (Génie)...

Quant aux deux chefs civil et militaire, dont les fonctions se distinguaient nettement à l'origine, ils ne tardèrent pas à usurper respectivement leurs fonctions. La principale différence qui les caractérisait alors fut le recensement : le recensement civil appartenant au chef civil et le recensement militaire au chef militaire. Cependant, en temps de guerre, la distinction des deux chefs disparaissait. En définitive, on ne peut guère les distinguer que par leurs attributions territoriales. C'est-à-dire que le chef civil fut chargé de surveiller les provinces du Nord, et le chef militaire les provinces du Sud, seules certaines provinces du golfe restaient sous le contrôle direct de Séna-bodi Clang.

Pendant un certain temps, cette organisation a pu cependant donner de bons résultats, grâce à la fidélité des fonctionnaires, fidélité garantie surtout par la sévérité des condamnations infligées aux fonctionnaires prévaricateurs. Cependant, à l'époque moderne, un remaniement apparaissait indispensable ; ce remaniement sera l'œuvre du Roi Chulalongkhorn.

SECTION III. — *L'Organisation provinciale*

A l'époque précédente, nous l'avons vu, les provinces étaient organisées selon des principes stratégiques, de manière à servir de rempart à la capitale contre l'envahisseur. Au cours de cette époque, de nouveaux principes sont promulgués, en vertu d'édits royaux Montial-bal (1). En effet, d'une part, l'extension du Royaume et, d'autre part, le désir de centraliser le Pouvoir obligent le Roi à apporter des modifications à l'ancienne organisation. Désormais, la capitale absorbe les anciennes provinces intérieures, c'est-à-dire les provinces qui

(1) Promulgués par le Roi Trai Loka-natra (1991-2031 : 1448-1488) et modifiés par son successeur le Roi Rama-tibodi II (2034-2072 : 1491-1529), se composent de trois groupes de règlements :

- 1) Pra Tamra : règlement de tradition et de cérémonie.
- 2) Pra Tamanul : règlement administratif du Royaume.
- 3) Pra Raja-kam-nod : règlement du Palais.

l'entouraient au point de vue stratégique. Seules restent provinces extérieures, celles qui ne peuvent pas être rattachées au gouvernement central du fait de leur éloignement et de la difficulté de communication. Ces provinces sont divisées en trois catégories selon leur importance : les plus vastes, les plus riches et les plus peuplées faisant partie de la première catégorie, et les plus petites de la troisième catégorie.

Administrativement, chaque province se divise en Kwaeng (arrondissement). Chaque Kweng est composé de Tambol (canton) qui eux-mêmes comprennent plusieurs Ban (commune). A la tête de chaque circonscription, se trouve un chef hiérarchique. Ce sont respectivement : Mûn Kwaeng, Pan (Kam-nan), Pou-yai-ban.

C'est là l'origine de la division actuelle des provinces en Changvad ou départements et en Tambol ou communes.

Chaque province est administrée par un gouverneur (nommé par le Roi) et ses subordonnés. Ceux-ci ont les mêmes fonctions et les mêmes attributions que les fonctionnaires de la Capitale, mais à la différence de ces derniers soumis directement au Roi.

Les colonies restent, à cette époque, comme à l'époque précédente, gouvernées par un chef indigène, mais ce chef est désormais nommé par le Roi et n'est plus élu. Les colonies paient toujours le tribut au Roi, une fois tous les trois ans.

SECTION IV. — *Les Services de Justice*

Nous avons déjà vu que les grands chefs de l'Administration civile étaient en même temps des juges, bien souvent des juges médiocres n'ayant d'autres guides que les coutumes et la tradition.

Ce fait tient notamment à ce que la Thaïlande n'a possédé un alphabet national qu'à partir de l'époque de Sukhothai (l'imprimerie n'a été connue qu'à partir de Pra-nagara). D'autre part, les Thaï n'ont cessé de se déplacer et d'être en guerre pendant fort longtemps. Aussi les lois ne pouvaient-elles exis-

ter que dans la mémoire des anciens qui les transmettaient aux jeunes générations de la même façon que les croyances religieuses. Le seul remède était donc la croyance absolue dans la personne du chef, investi des fonctions de justice, croyance qui excluait par là même tout contrôle. Les lois de Sukhothai ont été totalement anéanties, quelques-unes de l'époque d'Ayudhya nous sont cependant parvenues.

A l'époque moyenne cependant, étant donnée l'ignorance du peuple, la nécessité de promulguer des lois nouvelles se fit sentir et l'on assiste alors à une floraison de textes législatifs (surtout pendant le règne de Pra Trai-loka-nartra), notamment des lois de procédure réglementant le témoignage, tant en matière pénale, qu'en matière civile. C'est de cette époque que date, ainsi que nous l'avons rappelé, la loi Bedh-sej qui a consacré le droit de propriété du Roi sur le sol et le sous-sol, lui donnant la liberté d'en concéder la possession et la jouissance.

Toutes ces lois ont une même origine, origine Hindoue, et sont inspirées de la Bible d'un Brahman Mano-sara de l'Inde.

Ce dernier fait devait avoir sur la législation une grande influence, car seuls les Brahmans étaient capables d'interpréter les différents textes législatifs et à l'origine, leur présence apparaissait donc indispensable pour rendre la justice.

Plus tard, les Thaï, mieux familiarisés avec la Bible, les remplacèrent peu à peu. A cette époque les Brahmans virent leur attribution se restreindre. Car les services de contrôle de la Procédure et d'exécution des jugements étaient réservés aux Thaï. Les Brahmans devenaient de simples juges. A la fin de cette époque, ils disparaissaient même des services de justice. Ils gardaient seulement leur place dans le service de cérémonies du Palais royal.

Les lois étaient promulguées sous forme d'édits royaux datés et timbrés par le Roi. Celui-ci indiquait ensuite les raisons qui lui commandaient de prendre tel ou tel édit. Par suite du nombre considérable des édits royaux, les juges furent

obligés de ne consulter que les règles récapitulatives abandonnant l'exposé des motifs qui avaient inspiré ces règles et de les classer suivant les matières. Le premier recueil d'édits parut sous le règne de Rama I' (Pra Bouddha-yod-fah).

Les Tribunaux, à cette époque, peuvent être distingués de la manière suivante :

1) Le Tribunal civil et le Tribunal criminel. Tous les deux étaient sous le contrôle du ministère du Palais royal.

2) Le Tribunal de Muang (Capitale). Ce tribunal était compétent en ce qui concerne l'ordre public dans la Capitale. Il était sous le contrôle du ministère de Muang (Capitale).

3) Les Tribunaux des Ministères avaient compétence pour régler toutes les difficultés existant au sein de chaque ministère.

Tous ces Tribunaux étaient des Tribunaux de premier ressort. Le juge d'appel était le Roi.

En ce qui concerne la Procédure du jugement, les affaires étaient réparties entre les différents bureaux des divers ministères par un bureau central, le peuple ne sachant pas le plus souvent à qui s'adresser et ceci à raison de la confusion existant dans l'organisation centrale.

Les chefs de bureaux, sous le contrôle direct des ministres (Séna-bodi), examinaient les affaires ainsi transmises mais sans pouvoir de jugement. Celui-ci est réservé aux juges appartenant aux différents tribunaux que nous avons cités.

Dans les affaires criminelles, la Procédure permettait l'emploi de la torture.

SECTION V. — *La Condition sociale des Sujets du Roi*

Si la civilisation Cambodgienne devait exercer une influence profonde sur le développement du Pouvoir royal dans le sens de l'absolutisme, elle ne devait pas avoir moins de répercussion sur la vie sociale de la Thaïlande à cette époque.

C'est, en effet, sous l'influence des idées Cambodgiennes et, nous semble-t-il, surtout du développement de l'activité

agricole, que l'esclavage est apparu dans la Thaïlande. Historiquement, l'esclavage n'avait jamais existé chez les Thaï, peuple libre ainsi que l'indique l'origine étymologique de leur nom, mais depuis la période moyenne (Ayudhya dans ses dernières parties) au fur et à mesure que la civilisation des Khmer vaincus imprégnait les institutions Thaï, l'esclavage prit de l'extension et bientôt une nouvelle classe sociale apparut, née de la guerre et des circonstances économiques.

Les prisonniers de guerre devenaient esclaves et le Roi les distribuait aux chefs militaires en récompense de leurs mérites.

De même, se vendait-on lorsqu'on avait besoin d'argent et peu à peu, la personne humaine devint un véritable objet de propriété, notion qui jusqu'alors avait été totalement étrangère aux conceptions Thaï. L'esclavage devint héréditaire et constitua un véritable état qu'il fut impossible de quitter, sauf vers la fin d'Ayudhya où la possibilité du rachat fut offerte aux esclaves.

Notons, cependant, que l'esclavage à la Thaïlande n'apparaît point avec les mêmes caractéristiques que l'on trouve par exemple, dans l'empire Romain. Si l'esclave appartient au maître, celui-ci n'a cependant pas sur lui le droit de vie et de mort, et le droit de punition apparaît limité, ce qui permet de dire qu'à la Thaïlande, les esclaves apparaissent surtout comme une classe vivant dans la dépendance économique du maître.

Au-dessus des esclaves, se trouve le peuple ordinaire. A 18 ans, l'homme du peuple devait se faire inscrire sur le registre du chef au lieu de son domicile ; il effectuait sous ses ordres un stage (Prai-som) de deux ans environ. A 20 ans, il devenait soldat (Prai-luang) de la capitale ou de la province, selon l'endroit où il habitait ; il le demeurait jusqu'à 60 ans. Néanmoins, il existait une différence entre le soldat de la capitale et celui de la province. Le premier devait accomplir chaque année son service dans la capitale pendant 6 mois en assurant sa propre subsistance. Cette durée avait été

réduite à 4 mois pendant l'époque de Dhonburi et à 3 mois pendant l'époque de Pra-nagara. Le deuxième avait une situation plus avantageuse, car la province, en temps de paix, n'avait pas besoin d'hommes aussi nombreux que la capitale. On introduisit donc un procédé permettant au soldat de se libérer en payant une sorte de rachat souvent en nature (Suay), affecté d'ailleurs à la création de provision de guerre.

A partir de 60 ans, le soldat est, à la différence du maître (tenu sa vie entière envers le Roi), libéré de toute obligation militaire. Aussi quitte-t-il le service après s'être fait remplacer par ses trois fils.

Les maîtres ainsi que les chefs (la noblesse) faisaient partie soit de la famille royale, soit de son entourage. Ils représentaient les classes les plus instruites et aussi les plus aptes à remplir des fonctions administratives. Car ils étaient les seuls à la Thaïlande à recevoir une instruction complète. Ils n'étaient pas rémunérés par le Roi et vivaient des services rendus par les esclaves, et par la perception de certains droits (tel par exemple le droit au Timbre). Ils devaient le service militaire au Roi leur vie durant.

A la Thaïlande, le titre de noblesse n'est pas à proprement parler héréditaire. Mais les membres de famille noble obtiennent plus facilement leurs titres que ceux qui appartiennent à une famille ordinaire. Le Roi reconnaît toujours l'ancienneté du titre de noblesse. Pourtant il est libre de créer de nouveaux nobles.

Parmi les nobles, certains ont des titres hiérarchiques plus ou moins importants.

Les nobles sont recrutés par la seule volonté royale, à l'exception toutefois des petits subordonnés créés par les grands nobles.

Afin de mieux déterminer les différences entre les classes sociales à l'époque moyenne, une loi « Sak-dina » a été promulguée par le Roi Trai-Loka-natra (1991-2031 : 1448-1488).

Le but essentiel de cette loi est d'organiser une hiérarchie entre les différents individus, hiérarchie basée sur le par-

tage des terres à cultiver : le plus riche et le plus puissant y compris le prince héritier ont les terres les plus étendues, tandis que les moins puissants, les petits propriétaires constituant le peuple ordinaire ne possèdent que quelques arpents (Rai).

Cette loi ne fut guère appliquée dans ce but, mais servit plutôt à distinguer les classes sociales et à fixer les dommages-intérêts attribués au cas de responsabilité civile. Nous illustrerons ces deux cas par un exemple : lorsqu'un simple particulier cause un accident à un noble, celui-ci obtient des dommages-intérêts fixés à raison de sa condition sociale (il y a là une dérogation aux règles générales qui existent dans la plupart des législations). De même si, au contraire, la victime est un simple particulier, alors que l'auteur de l'accident est un noble, la loi de Sak-dina édicte un principe de réparation différent de celui qui existe en France, par exemple, car on tient compte dans ce cas, non de la personnalité de la victime, mais de la condition sociale de l'auteur de l'accident.

TITRE III

La Période Moderne **(2411-2475 : 1868-1932)**

Cette période voit apparaître un régime administratif nouveau, cependant peu sensible en ce qui concerne le Pouvoir royal : le Roi reste toujours un Monarque absolu. La Thaïlande commence à avoir des rapports plus étroits avec les pays étrangers, surtout avec les pays Européens. Elle subit l'influence moderne de ces derniers. Cependant la Thaïlande éprouve une difficulté qui subsiste même à l'heure actuelle : l'adaptation des idées modernes à la civilisation Thaï. Car il faut toujours tenir compte des incidences du temps, du lieu, des conditions du pays et de la psychologie du

peuple, incidences qui doivent conduire à des solutions différentes dans chaque cas particulier.

Au cours de l'époque moderne, qui s'étend depuis le règne de Rama V (Chulalongkorn) (2411-2453 : 1868-1910) jusqu'à la Révolution de 2475 (1932), nous assistons à l'apogée de la puissance absolutiste, particulièrement sous le règne du Roi Rama V. Un seul point sombre, au point de vue historique, atténue le développement de la puissance Thaï. Par les Traités de 2436 (1893) et de 2450 (1907), Rama V dut céder à la France le Cambodge et le Laos, c'est-à-dire toutes ses colonies en Indo-Chine et vers la même époque, il se voyait contraint par le Traité de 2442 (1899) d'abandonner à l'Angleterre le Sud de la presqu'île de Malacca.

L'apogée de la Puissance royale est due, notamment, à la réforme de l'administration, réforme commencée par Rama V, ainsi qu'à l'épanouissement des nouvelles institutions Thaï dont certaines apparaissent avec les caractéristiques modernes qu'elles conserveront même sous le régime parlementaire institué en 2475 (1932). Ces Institutions peuvent se répartir en trois groupes : les Grands Conseils, l'administration et la circonscription que nous étudierons dans trois sections différentes.

CHAPITRE PREMIER

Les Grands Conseils

Pendant toute cette époque, le Roi renforce son Pouvoir absolu qui apparaît alors en plein éclat, notamment sous le règne de Chalalongkorn, qui fut l'un des plus grands rois de la dynastie Chakri.

Pour assurer sa puissance et exercer son contrôle souverain sur l'ensemble de la Thaïlande, le Roi a compris qu'il lui fallait fortifier l'organisation centrale et avoir auprès de

lui des organismes constitués, capables de le renseigner sur l'Administration du Royaume et de le seconder dans cette administration encore touffue. Aussi, le Roi, brisant les cadres désuets de l'ancienne organisation, va-t-il substituer aux rouages de l'époque précédente un organisme nouveau : les Grands Conseils.

Quels furent leur organisation, leur rôle, leur importance ?

Par certains de leurs traits, les Conseils rappellent encore les anciens Conseils (Luk-khun) de l'époque précédente, mais ils s'apparentent encore beaucoup plus aux conseils Européens dont les Rois de Thaïlande avaient été à même d'étudier l'organisation et le fonctionnement au cours des séjours qu'ils firent en Europe. N'oublions pas, en effet, que Rama V se rendit à différentes reprises, durant son règne, dans les pays occidentaux et notamment en France et en Angleterre. Ses deux fils Rama VI (Pra Mongkud 2423-2468 : 1880-1925) et Rama VII (Pra Pok-klao monta au trône en 2468 (1925) et démissionnait en 2478 (1935) devaient y faire leurs études.

Sous le règne de Rama V, les Grands Conseils apparaissent au nombre de trois, formés des princes de la famille royale et des hauts fonctionnaires de l'entourage du Roi.

C'est tout d'abord, le Conseil d'Etat (Rata-montri-sabba) constituant l'organe législatif. Il remplissait parfois des rôles judiciaires, faisant alors fonction de cour suprême. Au début, le Roi avait seul l'initiative des lois, mais étant donnée la multiplicité des affaires, il dut déléguer ses pouvoirs directement aux Conseillers, et réservant toutefois le contrôle absolu sur tous leurs actes.

A ses origines, ce Conseil joua un grand rôle, mais en présence de son influence grandissante, le Roi, soucieux de conserver l'intégralité de son pouvoir, lui retira l'ensemble de ses délégations des pouvoirs, le laissant ainsi dans l'inaction, ce qui explique la désuétude dans laquelle tomba bientôt ce Conseil.

A côté du Roi, nous trouvons le Conseil Privé (du mot anglais Privy Council), attaché strictement à la personne du Roi, ayant un rôle consultatif. Le Roi s'y renseignait sur les affaires du Royaume. Pourtant il l'avait doté d'attribution judiciaire comme Cour de justice. Mais ceci n'a été qu'un rôle secondaire qui disparut lorsque les services de justice furent organisés.

Le troisième et le dernier est le Conseil des Ministres (Séna-bodi-sabba) qui, en principe, constituait, sous l'autorité du Roi, le pouvoir exécutif. En réalité, ce Conseil n'avait qu'un rôle purement consultatif et n'était réuni par le Roi que selon le bon plaisir de ce dernier.

A leur origine, sous le règne de Rama V, les Grands Conseils apparaissent donc sous la dépendance absolue du Roi qui détient et exerce en fait les trois pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires.

Sous Rama VI (fils et successeur de Rama V), les Grands Conseils ont un rôle à peu près nul. En effet le Roi, jaloux de ses prérogatives, tient à garder en main l'intégralité du pouvoir et s'il laisse les Conseils prendre quelques décisions, ce ne sont là que des décisions de peu d'importance et d'ailleurs toujours prises sous ses directives.

Le Conseil d'Etat ne se réunit plus et le Conseil Privé, transformé par le Roi, est connu sous le nom de Onka-montri.

Sous Rama VII (frère et successeur de Rama VI), au contraire, les Grands Conseils vont prendre un nouvel essor et leur influence sur la conduite des affaires va devenir grandissante. Rama VII semble apparaître comme un Roi à tendances libérales et déjà pénétré des idées Européennes. Il va créer un nouveau Conseil d'Etat (Abhirath-montri-sabba) pour remplacer l'ancien tombé en désuétude. Ce Conseil composé de cinq membres, devait être consulté sur toutes les affaires générales du Royaume. C'est le premier Conseil permanent qui ait joué un rôle assez effectif. Pour être membre du Conseil d'Etat, il fallait justifier de qualités politiques, mais

cependant l'accès n'en restait ouvert qu'aux seuls membres de la famille royale.

Tandis que le Conseil privé réapparaît également sous le nom de Sabba-kamagara-onkamontri, son rôle est moins prédominant. C'est un Conseil consultatif composé de 40 membres choisis parmi les membres de l'ancien Conseil privé. Ce Conseil est organisé suivant la technique Européenne, comprenant un Président, un Vice-Président, nommés par les conseillers ; le secrétaire du Roi est membre de droit du Conseil.

Ce Conseil avait pour fonctions de donner des avis au Roi, dans les affaires où celui-ci le demandait. Le Conseil était, en principe, réuni par le Roi, mais les membres du Conseil, s'ils réunissaient cinq voix, pouvaient prendre l'initiative de demander au Roi la réunion. Le Roi restait néanmoins toujours libre d'autoriser ou non cette réunion.

Il faut remarquer que les membres Onkamontri de l'ancien Conseil (sous le règne précédent) qui n'étaient pas réélus de ce Conseil, restaient cependant Conseillers du Roi et chacun pouvait donner directement au Roi son avis dans l'affaire qui l'intéressait.

Enfin le Conseil des Ministres (Sénabodi-sabba) existe toujours sous ce règne. En dehors de ses attributions exécutives comportant le droit de donner l'avis au Roi quand celui-ci le demandait, il était également chargé de l'exécution de la Loi de succession au trône, ainsi que le terme même de cette loi l'avait prévu. Les ministres ainsi que les membres du Conseil d'Etat et le Secrétaire royal en étaient membres.

Nous voyons que tous ces Conseils sont seulement consultatifs, et servent uniquement au Roi d'instrument pour l'aider dans son administration. Si les Conseils, à l'origine, se montrent les fidèles serviteurs des Monarques puissants (Rama V, Rama VI) dans les affaires politiques, il n'en est pas de même avec le dernier Roi absolu Rama VII. A ce moment, des forces rivales de la royauté commencent à se dresser et ne tardent pas à se montrer indépendantes et cherchent à profiter de la faiblesse du Roi pour augmenter leurs prérogatives. Leur rôle,

ainsi que leur importance, apparaît donc en raison inverse de la personnalité du Roi.

CHAPITRE II

L'Administration du Pays

En ce qui concerne l'Administration du pays, au cours de l'époque moderne, nous voyons la Thaïlande faire sienne la conception Européenne et chercher à simplifier et à centraliser l'organisation intérieure fort confuse qui était celle des époques précédentes.

Nous allons diviser ce chapitre en trois sections consacrées l'une à l'organisation centrale, l'autre à l'organisation provinciale et la dernière à la condition des habitants.

SECTION I. — *L'Organisation centrale*

L'époque moderne, sous le règne de Rama V, voit la création de ministères organisés en tenant compte du principe de la division du travail et substitués aux anciens rouages administratifs complexes et devenus caduques.

Ces différents ministères avaient des attributions distinctes et constituaient la machine administrative dont le Roi demeurait le rouage essentiel.

A la tête de chaque ministère, se trouvait un ministre qui conservait le nom qu'il portait à l'époque précédente comme chef de bureau : Séna-bodi, mais désormais ses fonctions étaient indépendantes de celles des autres Séna-bodi.

Onze ministères furent créés à cette époque : Intérieur, Guerre, Affaires étrangères, Finances, Agriculture, Justice, Instruction publique, Travaux publics, Maison royale, Muang (capitale) et Muratathon (Services royaux).

En ce qui concerne ces deux derniers, remarquons qu'ils ont encore gardé certains traits de l'ancienne organisation. Théoriquement, le premier (Muang) fait partie du ministère de l'Intérieur, car il s'occupe de l'administration de la capitale et des environs et le deuxième (Muratathon) du ministère de la Maison royale, gardien des Sceaux, des décisions royales, des lois, et des documents officiels.

Sous Rama VI et Rama VII, nous n'enregistrons que de légères modifications dues à la nécessité d'adapter les ministères aux nouvelles fonctions, telles que la séparation des ministères de terre et de mer (guerre et marine), la création du Conseil Administratif national, des Conseils de la défense nationale, du commerce, des chemins de fer, des finances.

SECTION II. — *L'Organisation provinciale*

Pendant cette période, seules les colonies suivent encore l'ancien régime, gardant leur gouvernement autonome et payant le tribut ; la Thaïlande, d'ailleurs, allait être obligée de céder toutes ses colonies aux puissances étrangères.

La métropole était divisée en Monthol (provinces) sous le contrôle du ministère de l'Intérieur, sauf les Monthol voisins de Pra-nagara (Bangkok) qui gardaient encore leurs caractères anciens, soumis au contrôle de plusieurs ministres (Guerre, Affaires étrangères). Ils ne tardèrent pas cependant à se soumettre au contrôle du ministère de l'Intérieur.

Chaque Monthol était administré par un gouverneur et un sous-gouverneur nommés par le Roi.

Les subdivisions du Monthol : le Changvad et l'Amphur étaient également sous l'autorité d'un fonctionnaire du Roi.

Le nombre total de Monthol fut de seize.

Sous Rama VI et Rama VII, le nombre des Monthol et des Changvad varia bien souvent, des Monthol et des Changvad étant réunis parfois en un seul. Le plus souvent d'ailleurs, ces variations dans l'organisation tenaient au désir du Roi suivant les conditions économiques et politiques de chaque

règne et ne répondaient nullement à la décentralisation administrative.

En fait, on constate que les périodes de prospérité correspondent à une subdivision administrative plus poussée et à un accroissement du nombre de fonctionnaires et vice versa.

SECTION III. — *Les Conditions des Habitants*

Nous n'avons que peu de choses à dire à cette époque sur la condition sociale des habitants de la Thaïlande. La décadence de l'esclavage avait déjà commencé depuis la dernière partie de l'époque d'Ayudhya. Il disparaissait totalement sous le règne de Rama V.

DEUXIÈME PARTIE

Le Pouvoir Royal sous le Régime Parlementaire

(De la Révolution de 2475 (1932) à nos jours)

Nous venons de retracer, dans ses grandes lignes, l'histoire du Royaume de Thaïlande depuis ses origines jusqu'à 2475 (1932).

Nous avons assisté à la formation de l'Etat Thaï et à son développement poursuivi pendant plusieurs siècles par les diverses dynasties qui se succédèrent sur le trône.

Nous avons vu comment la Thaïlande a été amenée à jouer un rôle dans la politique mondiale. Dès la deuxième moitié du xix^e siècle, la Thaïlande commençait à entretenir des relations commerciales avec les grands Etats Européens (France, Angleterre), au cours de la guerre de 1914-1918, il prenait part au conflit mondial, en se rangeant aux côtés des Alliés.

Après la guerre, le développement économique de la Thaïlande se poursuivit par la signature de traités de commerce, non seulement avec les pays d'Europe, mais aussi avec l'Amérique (1).

(1) Pour la liste des derniers traités voir page 111.

D'autre part, la Thaïlande est membre de la Société des Nations.

Cependant, tant au point de vue de ses institutions que de sa politique, la Thaïlande restait fidèle aux conceptions antiques et à ses traditions et demeurait le dernier rempart de l'absolutisme royal.

Or, en l'espace de quelques mois, tout le passé séculaire qu'incarnait le souverain va disparaître.

L'année 2475 (1932) marque une étape essentielle dans l'histoire du Royaume de Thaïlande. Cette année, en effet, aura vu la transformation d'un Etat autocratique et patriarcal en un Etat moderne, dont le nouveau régime s'apparente à celui de certains Etats Européens du xx^e siècle.

En 2475 (1932), la monarchie absolue a fait place à une monarchie constitutionnelle dans laquelle le Roi n'est plus qu'un délégué de la Nation souveraine.

Sous la poussée des idées Européennes, la Thaïlande a compris que les besoins économiques et le développement du pays l'obligeaient à briser les cadres anciens et, le 10 décembre 2475 (1932), elle se donnait une Constitution.

Comment pareille transformation a-t-elle pu se faire ? Quelles en furent les causes, les étapes, les caractéristiques, c'est là la question que nous aurons à nous poser.

Dans un premier titre, nous examinerons donc la formation historique de la Constitution de Décembre 2475 (1932), et cette étude nous permettra de mieux comprendre, si tant est que le Droit trouve dans l'histoire son explication et sa justification, la nature et la portée de la réforme accomplie.

Puis, dans un deuxième titre, nous étudierons le régime actuel du Royaume de Thaïlande tel que nous le trouvons exposé dans la Constitution de Décembre 2475 (1932), et, faisant œuvre analytique, nous nous efforcerons de voir exactement ce qu'est devenu le Pouvoir royal en déterminant la part du passé.

Enfin, dans un troisième titre, nous caractériserons le Pouvoir royal dans l'application de la séparation des pouvoirs.

Nous en tirerons la conclusion pour montrer le rôle de la tradition et de la coutume dans le Royaume actuel de Thaïlande.

TITRE PREMIER

La Formation historique de la Constitution De 2475 (1932)

Au début de l'année 2475 (juin 1932), le Roi de Thaïlande, Sa Majesté Prajadhipok (Rama VII) célébrait le 150^e anniversaire de l'accession au trône de sa dynastie.

Quelques mois après, bien que le Roi de Thaïlande demeurât encore le Chef de l'Etat, il avait été, en réalité, dépossédé de la puissance gouvernementale. La royauté absolue avait vécu. Le Monarque était devenu un Roi constitutionnel.

CHAPITRE PREMIER

Les causes de ce changement

Cependant, ce mouvement insurrectionnel était-il le premier que la Thaïlande ait connu ? Vingt-trois ans auparavant (pendant le règne de Rama VI), un Comité secret composé de civils et militaires poursuivait le même but : transformer le régime politique absolu en un régime plus moderne pour l'administration du pays.

Mais le Roi de cette époque était arrivé à supprimer ce Comité avant qu'il puisse réaliser son projet. Nous croyons dès lors que cette idée de changement était en germe dans

l'opinion publique en attendant l'heure favorable pour se manifester. Rama V en avait d'ailleurs prévu la conséquence et avait cherché à tempérer le régime absolu.

La cause immédiate de ce changement nous apparaît être une cause économique.

Ce n'est pas, en effet, par haine de l'idée monarchique ou par mépris de ceux qui l'incarnaient que les Révolutionnaires de Juin 2475 (1932) ont songé à renverser l'ancien édifice politique, mais bien plutôt parce que le gouvernement autocratique leur paraissait incompatible avec les besoins vitaux du pays et avec son développement économique et social.

Pour que cette idée prît quelque force et rencontrât des adeptes, il suffisait d'une crise passagère. C'est ce qui se produisit en 2475 (1932).

En effet, la Thaïlande est un pays essentiellement agricole. La pauvreté de son sous-sol en mines (quelques mines d'étain) ne lui permet pas de posséder une industrie. La ressource principale du pays, en dehors de l'exploitation des forêts de bois précieux et du caoutchouc, est le riz (sur 2.200.000 ha. de terres cultivées, le total des rizières atteint 2.000 ha.).

Mais, si la Thaïlande ne figure pas parmi les plus gros producteurs du riz, elle occupe néanmoins une place considérable en tant qu'exportateur, les besoins de sa population se trouvant nettement inférieurs à sa production.

Pour la période antérieure à 2475 (1932), sur 6 millions de tonnes exportées, la Thaïlande représentait à elle seule plus du 1/5^e des exportations.

Or, en 2474-2475 (1931-1932) la récolte du riz se révéla nettement déficitaire et, d'autre part, en septembre 2474 (1931) la chute de la livre avait entraîné la chute du Tical (monnaie nationale de la Thaïlande).

Le riz, devenue trop cher, ne trouva plus de débouchés sur les marchés étrangers. Les exportations furent arrêtées.

Les conséquences de la mévente du riz paralysant toute l'économie nationale ne tardèrent pas à se faire sentir. Le gouvernement royal, pour faire face aux dépenses budgétaires, fut amené, d'une part, à augmenter les impôts et, d'autre part, à opérer des compressions budgétaires.

La première mesure eut pour conséquence le mécontentement du peuple. La deuxième donna des dirigeants au mouvement populaire qui s'ignorait encore dans la personne des fonctionnaires licenciés civils et militaires.

Le 24 juin 2475 (1932), la Révolution éclata.

CHAPITRE II

Les journées de la Révolution

Nous trouvons dans le « Bangkok Times » du 1^{er} février 1932, le récit très rapide de ce que furent les journées révolutionnaires :

« Il y a un peu moins de six mois de cela, les officiers de l'armée et de la marine et les fonctionnaires n'appartenant pas à la famille royale arrachèrent le pouvoir des mains des princes, qui étaient devenus les véritables maîtres du royaume et, en une nuit, ils transformèrent une autocratie absolue en une monarchie constitutionnelle très stricte. Il n'y eut pas de vies humaines sacrifiées. Mais la première proclamation publiée par les Révolutionnaires, le 24 juin, contenait une attaque manifestement injuste contre la dynastie Chakri.

« La maison royale y était accusée de n'avoir rien fait pour la Thaïlande qui, en fait, doit le grand développement de sa civilisation et son organisation presque entière aux efforts de deux générations de Rois. Bien que le Gouvernement ait, par la suite, traité le Roi Prajadhipok avec

« honneur et respect, des paroles dures envenimèrent les
« choses ; les chefs de la Révolution en vinrent à se rendre
« compte qu'ils étaient allés trop loin dans leur première
« proclamation et ils ont exprimé leurs regrets à leur sou-
« verain d'une façon significative et originale qui doit avoir
« bien peu de précédents dans l'histoire. »

Voyons avec quelques détails la genèse des faits :

L'initiative du mouvement révolutionnaire appartient au Comité du Peuple sur le rôle duquel nous aurons à revenir. Bornons-nous à dire, pour l'instant, que ce Comité, composé de 53 membres, formait une sorte de conjuration politique dont le programme était le renversement du régime existant.

Secondés par les forces de l'armée, le 24 juin 2475 (1932), les membres du Comité du Peuple, en l'absence du Roi qui résidait alors (à Hua-hin) à quelques kilomètres de la capitale, s'emparèrent du pouvoir en occupant les principaux édifices publics de Pra-nagara (Bangkok) et apposèrent immédiatement en ville des affiches réclamant l'abolition du régime absolutiste et son remplacement par une monarchie constitutionnelle.

Le peuple, tout d'abord, surpris par ces proclamations, ne tarda pas à les approuver et à se rallier à la cause du Comité du Peuple, dans l'espoir de trouver dans ce mouvement un remède à la crise économique qui sévissait alors.

Immédiatement après la prise du pouvoir, le Comité du Peuple nommait un gouvernement provisoire composé de trois chefs militaires : le Directoire militaire.

Ce même jour, le Directoire militaire réunissait les ministres et les sous-secrétaires d'Etat et leur intimait l'ordre de maintenir la tranquillité publique. Le ministre des Affaires étrangères fut chargé de faire savoir aux corps diplomatiques étrangers que rien ne devait être changé dans la vie de la Nation, que l'Administration de la Thaïlande ne subirait pas de modifications et que les traités antérieurement conclus

seraient respectés, le Roi étant provisoirement remplacé par le Directoire.

D'autre part, le Directoire envoyait au Roi une lettre pour lui faire savoir que le peuple réclamait une Constitution et que le pouvoir se trouvait aux mains des chefs militaires. Quelle allait être la réponse du Roi ? Le 25 juin, le Roi adressait au Directoire militaire une lettre déclarant que, dans un esprit de conciliation, il acceptait le principe d'une monarchie constitutionnelle. Le même jour, le Roi et la Reine étaient ramenés de Hua-hin à Pra-nagara (Bangkok), non point comme otages ou prisonniers, ni même dans une situation comparable à celle de Louis XVI ramené de Versailles à Paris sous les clameurs de la foule, mais au contraire avec toutes les marques de respect dues aux souverains.

Le 26 juin, le Roi recevait les délégués du Comité du Peuple qui venaient lui soumettre le projet de la nouvelle Constitution et, le jour même il promulguait une loi (dont la rédaction était due au Comité du Peuple) déclarant que bien que le Comité du Peuple ait commis une faute en se faisant le promoteur de l'insurrection du 24 juin, aucune sanction ne serait cependant prise à son encontre. C'était la première loi d'Amnistie proclamée dans la Thaïlande. C'était la reconnaissance par le Roi de l'état de fait, des actes du Comité du Peuple, même si ceux-ci étaient contraires aux lois existantes.

Pour bien montrer le changement qui devait s'opérer dans la conduite du pays, les Révolutionnaires proclamèrent un certain nombre de principes : « principes fondamentaux pour l'administration du pays et destinés à servir de ligne de conduite à tous les gouvernements successifs. »

Ces principes inspirés de ceux de la Révolution Française, figurant dans la Déclaration des Droits de l'homme de 1789 affirmaient :

- 1) le droit à l'indépendance,
- 2) le droit à la tranquillité intérieure,
- 3) le développement de l'économie nationale,

- 4) le droit à l'égalité des citoyens,
- 5) le droit à la liberté des citoyens,
- 6) le droit à l'éducation des citoyens.

Nous allons voir maintenant ces principes de plus près.

1° Le Comité du Parti du peuple proclamait tout d'abord l'indépendance complète de la Thaïlande et notamment l'indépendance politique, économique, judiciaire et de défense nationale. L'indépendance politique devait être réalisée principalement par le développement des relations internationales sur un pied d'égalité avec tous les autres pays. Le pays entretrait par là dans la voie d'indépendance économique. Remarquons que sous l'ancien régime, la Thaïlande trouvait beaucoup d'entraves (apportées par les puissances étrangères) dans sa vie économique surtout pour l'importation et l'exportation.

Pour obtenir l'indépendance judiciaire, les Révolutionnaires posaient le principe de la territorialité judiciaire en vertu de laquelle les étrangers aussi bien que les Thaï devaient désormais être soumis à la loi nationale. En outre, l'indépendance de la défense nationale devait être assurée. Sous l'ancien régime, les Rois ne s'étaient guère préoccupés de rechercher l'indépendance militaire par crainte de voir se dresser en compétiteurs du trône des chefs militaires. Sans doute, le dicton Thaï dont la traduction se rapproche de la vieille maxime « si tu veux la paix, prépare la guerre » se trouvait-il dans les documents officiels, mais en réalité, il restait lettre morte.

2° Après avoir posé le principe de l'indépendance de la Thaïlande vis-à-vis des autres nations, le Comité du Peuple affirmait son désir d'assurer la tranquillité intérieure en poursuivant tout d'abord la lutte contre les criminels dont le nombre ne cessait de croître. Il préconisait la réforme de la Police et des Services pénitentiaires.

3° Pour être forte à l'intérieur, la Thaïlande devait développer sa vie économique, en favorisant notamment l'indus-

trie, l'agriculture et le commerce tant au point de vue théorique que pratique.

Le gouvernement devait élever le peuple Thaï à la connaissance scientifique, suivant le métier dont chacun s'occupe, but poursuivi par le service d'instruction d'Etat. Le gouvernement devait guider aussi le peuple dans la pratique rationnelle de la science.

Puis venait, ensuite, l'affirmation des grands principes révolutionnaires.

4° Le droit à l'égalité des citoyens. C'était aussi bien en ce qui concernait le service militaire que pour l'impôt ou l'élection. En outre, tous les citoyens étaient déclarés aptes à entrer au service de l'Etat. (Auparavant, le gouvernement procédait à une sélection sévère pour le choix d'un fonctionnaire du Royaume, en particulier, pour être nommé aux fonctions les plus élevées, il fallait être membre de la famille royale ou, tout au moins être recommandé par un membre de la famille royale).

5° Le droit à la liberté de pensée, de parole, de la presse, etc..., à la condition qu'il s'accorde avec les quatre principes que nous venons d'examiner plus haut.

6° Cette proclamation se terminait en déclarant nécessaire le droit à l'éducation du peuple. L'Etat devait donner l'instruction au peuple sans distinction de sexe, de nationalité et de religion. Et chacun avait le droit de s'instruire comme il lui plairait.

Il n'y avait plus qu'un dernier pas à faire pour sanctionner juridiquement la disparition de l'ancien Régime. Le 27 juin, le Roi donnait son approbation au texte qui lui avait été soumis, c'est-à-dire à la Loi constitutionnelle provisoire.

Le lendemain, l'Assemblée législative, se substituant au Directoire militaire, entrait en fonctions. Le Roi ouvrit la séance par la lecture en discours du trône.

La monarchie absolutiste avait vécu.

CHAPITRE III

Les caractéristiques de la Révolution

Deux traits paraissent résumer la Révolution de juin 2475 (1932) : ce fut une révolution de clan, ce fut une révolution pacifique.

Tout d'abord, la Révolution de juin 2475 (1932) est due à l'initiative d'un clan : le Comité du Peuple. C'était là une société secrète dont les membres se recrutaient principalement parmi les fonctionnaires et les chefs de l'armée.

Ce groupement comprenait des hommes politiques aux vues larges dont la plupart avaient fait leurs études en Europe, et qui cependant, par suite du régime autocratique, n'avaient aucune action réelle dans l'Etat. Rappelons, en effet, que les conseillers du Roi et les ministres se trouvaient être presque exclusivement des membres de la famille royale.

Le but officiel de cette Société était, ainsi qu'elle le déclarait dans une proclamation, « le développement de la civilisation du pays Thaï ». Mais, sous ces apparences humanitaires et sociales, les membres du Comité du Peuple cachaient depuis quelque temps, un programme politique, dont le but n'était autre que le renversement de la monarchie absolue, incompatible selon eux avec le développement du pays.

Le renversement du régime existant était donc le mot d'ordre de ce parti, mais quel régime devait le remplacer ? Il semble que sur ce point le programme politique des membres du Comité du Peuple était moins précis et laissait la place à une alternative que l'on peut résumer ainsi :

Si le Roi acceptait la nouvelle Constitution et la modification du régime politique de la Thaïlande, la royauté pourrait survivre sous la forme constitutionnelle.

Si, au contraire, le Roi voulait résister et entrer en lutte pour conserver l'ancien régime, les membres du Comité du Peuple n'auraient pas hésité, semble-t-il, à renverser purement et simplement la royauté pour lui substituer, à l'instar des

Révolutionnaires Français, un gouvernement purement démocratique.

La Révolution, œuvre de quelques hommes aux idées politiques avancées, pouvait donc, selon les circonstances, entraîner le renversement total de toutes les institutions établies. Et, par suite de la lutte ouverte qui se serait fait jour entre le Roi et les forces nouvelles, la Révolution pouvait devenir un véritable mouvement insurrectionnel avec les troubles qui en sont en général le corollaire, ou bien la limitation du Pouvoir royal pouvait se faire sans heurts et la Révolution rester essentiellement « pacifique ».

C'est là ce qui se produisit en réalité et c'est ce qui donne un caractère tout particulier à la Révolution de juin 2475 (1932).

Ce caractère pacifique tient essentiellement à deux causes :

Tout d'abord, au caractère essentiellement traditionaliste et calme du peuple Thaï. Celui-ci est un peuple paisible et respectueux de la tradition et de l'ordre établi. S'il applaudissait aux projets de réforme placardés par les Révolutionnaires, le peuple espérait avec confiance l'acceptation par le Souverain du nouveau régime, car la royauté, institution séculaire et de tout temps respectée, est toujours apparue à la nation Thaï, comme partie intégrante de la tradition nationale.

La deuxième cause de la Révolution pacifique des journées de juin 2475 (1932) tient à la personnalité même du Roi Prajadhipok.

Ce souverain a fait preuve en effet en la circonstance, peut-être par suite de nécessités inéluctables, d'un sens opportuniste.

Sans doute, par la suite, à la faveur d'une crise passagère survenue peu de temps après la proclamation du nouveau régime, ce Souverain, influencé par sa famille, essaiera-t-il (tentative qui devait, nous le verrons, être vouée à l'échec) de rétablir le régime absolutiste, il n'en reste pas moins cependant qu'au début de son règne, le Roi s'était révélé de ten-

dances libérales et avait manifesté le désir d'instaurer un régime constitutionnel.

N'avait-il pas d'ailleurs déclaré dans sa lettre répondant à celle du Directoire militaire « ...Et en réalité, nous (le Roi) avons bien pensé à ce changement du régime monarchique absolu en régime monarchique constitutionnel... »

Lorsque le mouvement insurrectionnel éclata, le Roi se rendit compte que le régime séculaire de la Thaïlande, qui ne permettait au souverain aucun contact direct avec son peuple, ne pouvait subsister.

Il comprit que la Nation Thaï, dont le développement s'accroissait chaque jour sous l'influence des idées Européennes, était devenue une force et demandait à être tenue au courant des affaires gouvernementales et à être mêlée à la vie politique.

Faisant face au mouvement insurrectionnel, qui trouvait un écho et un appui dans les masses populaires, le Roi comprit que pour sauver son trône, et sa couronne, il lui fallait sacrifier une partie du pouvoir et c'est dans cet esprit (peut-être aussi parce que les circonstances ne lui laissèrent point d'autres possibilités) que le Roi accepta le projet de Constitution provisoire qui lui fut soumis.

Révolution de clan, révolution pacifique, telles furent les caractéristiques principales de ce mouvement insurrectionnel dont le développement fut d'ailleurs extrêmement rapide et qui aboutit, le 27 juin 2475 (1932), à la proclamation de la monarchie parlementaire, instaurée par la Constitution provisoire.

Nous n'étudierons pas dans ses détails cette Constitution dont les principes fondamentaux se trouveront repris par la Constitution définitive. Un rapide coup d'œil nous permettra seulement de constater que cette Constitution, qui clôt en quelque sorte le cycle révolutionnaire, en reflète d'ailleurs assez exactement l'esprit et les tendances : l'annihilation de la Puissance royale en présence de la suprématie du Comité du Parti du peuple.

Dans sa *forme* même la Constitution de juin consacre cette opposition. Sur 39 articles, 5 seulement sont consacrés au Monarque, tandis que 31 régissent les pouvoirs de l'Assemblée du peuple et du Comité du Parti du peuple.

Au *fond*, il n'est guère parlé des Pouvoirs du Roi.

Nous savons seulement que le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire sont réunis aux mains de l'Assemblée du peuple qui, d'une part, a le droit de faire toutes les lois (Art. 8) et, d'autre part, exerce le contrôle sur les affaires du pays (Art. 9).

En ce qui concerne le Roi, il est la plus haute personnalité du pays. Les lois, les sentences des tribunaux et les autres décisions qui seront spécialement spécifiées par la loi seront exécutées au nom du Monarque (Art. 3). D'autre part, l'Article 7 nous indique que « pour être légal, tout acte du Monarque doit être approuvé et dûment signé par un ou plusieurs membres du Comité du Parti du peuple, avec le consentement de tout le Comité, sinon il sera nul et de nul effet ». Pourtant le droit de sanctionner les lois est paralysé par ce fait que l'Assemblée peut promulguer une loi sans l'agrément du Monarque (Art. 8, alinéa 2). Enfin l'Article 35, inséré parmi les pouvoirs du Comité du Parti du peuple, réserve au Monarque la nomination et la révocation des Ministres, mais suivant les recommandations du Comité du Parti du peuple.

Ajoutons que certaines prérogatives qui sont d'ordinaire, même dans une monarchie constitutionnelle, l'apanage de la royauté, tel le droit de grâce, appartiennent ici au Comité du Parti du peuple.

La Constitution provisoire n'était, il est vrai, comme son nom l'indique, qu'un acte constitutionnel pour l'Administration *provisoire* de la Thaïlande et c'est ce qui explique qu'il n'y soit même pas parlé de la Révision de la Constitution.

Néanmoins, les principes fondamentaux avaient été nettement posés et déjà les organismes nouveaux (Assemblée du Peuple et Comité du Parti du peuple) avaient pris une place prépondérante. La Monarchie n'était plus qu'une façade des-

tinée à masquer les apparences, en satisfaisant les sentiments traditionnalistes du peuple.

La Constitution définitive consacrera-t-elle cet anéantissement du Pouvoir royal ? C'est ce que nous examinerons dans un deuxième titre.

TITRE II

La Constitution de 2475 (1932) et le Pouvoir Royal

Le 10 Décembre 2475 (1932), était publiée la Constitution définitive du royaume de Thaïlande, instituant la royauté constitutionnelle avec le régime parlementaire.

Cette nouvelle Constitution a été élaborée fort rapidement puisqu'elle suit de quelques mois la Constitution provisoire. En effet, le projet, présenté le 16 novembre et après une discussion poursuivie pendant 9 séances, est accepté le 29 novembre.

La nouvelle Constitution est l'œuvre d'une Commission de rédaction désignée par l'Assemblée du peuple dont certains membres avaient été les promoteurs de la Révolution, et dont le rôle devait se révéler prépondérant dans les années qui suivirent l'établissement du nouveau régime.

Mais à l'inverse de la Constitution provisoire qui, l'on s'en souvient, fut imposée au Roi (celui-ci n'avait disposé que de très peu de temps pour examiner le projet qui lui était soumis, et ce bref délai lui ôtait le pouvoir et la possibilité de discussion), la nouvelle Constitution a été le résultat d'une collaboration directe entre le Roi et la Commission.

Nous en trouvons la preuve dans le passage du mémorandum rédigé par le Président de la Commission.

« Pour l'élaboration du projet de la Constitution, la Commission a été en relation constante avec Sa Majesté le Roi, « de telle manière que l'on peut dire que le projet actuel a

« été réalisé avec la coopération personnelle de Sa Majesté. « Chaque proposition du projet constitutionnel a été soumise « à Sa Majesté et approuvée par elle. Je puis ajouter que l'ap- « probation n'a pas été une simple formalité, mais que le pro- « jet constitutionnel a, en fait, donné à Sa Majesté une réelle « satisfaction ».

Nous trouvons également rapporté à la fin du mémorandum un détail qui illustre encore la part prise par le Roi à la discussion de la Constitution.

« En conclusion, je peux ajouter que Sa Majesté a remar- « qué que les termes « Comité du Peuple » et « Membre du « Comité du Peuple » tels qu'ils sont employés dans le projet « constitutionnel, ne sont pas bien choisis et n'apparaissent « pas en accord avec une Monarchie constitutionnelle ».

L'attitude conciliatrice du Roi peut avoir eu pour mobile : soit la défense de ses intérêts personnels, soit l'obligation dans laquelle il s'est trouvé d'accepter la nouvelle Constitution, soit enfin la recherche du bien-être national, motif évidemment bien supérieur aux autres. Il nous semble qu'en réalité le véritable motif ait été le désir du Roi de défendre sa couronne.

Ceci nous conduit à nous poser une première question : Comment peut juridiquement s'analyser la Constitution du royaume de Thaïlande ?

CHAPITRE PREMIER

La nature juridique de la Constitution

Le procédé d'établissement des constitutions (selon la classification la plus simple) est en effet, pour le système monarchiste : l'Octroi ou le Pacte ; pour le système démocratique : la Convention ou le Plébiscite.

Nous pouvons dire tout de suite, quant à la Constitution

provisoire, qu'elle est un Pacte et non une Charte octroyée. Cela en tenant compte, d'une part, des circonstances au cours desquelles cette Constitution a été signée et en envisageant, d'autre part, son préambule ainsi conçu : « Attendu que le Comité du Peuple demande un Roi constitutionnel, pour le progrès du pays. Attendu que le Roi accepte cette demande... » Il s'agit donc bien d'un engagement réciproque pris par chacune des parties en considération de l'attitude de l'autre. Et nous savons que tel est le caractère du Pacte.

La même explication peut-elle convenir à la Constitution définitive ? Sans doute, cette dernière peut être considérée comme un Pacte, destinée à remplacer la Constitution provisoire, elle est liée à celle-ci par les rapports étroits, puisqu'en réalité, elle ne fait que développer les principes déjà énoncés. Seulement, si l'on envisage la Constitution définitive isolément, on pourrait se tromper sur ce caractère de Pacte, en lisant le préambule dont certains termes suggèrent l'idée de Charte octroyée : « Le Roi déclare que les fonctionnaires civils et militaires (d'une part S. S.) et son peuple (d'autre part S. S.) lui ont demandé d'avoir une Constitution en vue d'assurer à la Thaïlande le même principe d'administration que celui qui régit à l'heure actuelle les autres pays civilisés. » Ce préambule portait ensuite « Le Roi rappelle que les souverains de la dynastie de Chakri ont régné sur le royaume selon un régime absolutiste limité par les Tospitra-Rajatana-Chanya (règles morales du Roi, voir Page 27) pendant 150 ans.... jusqu'à l'heure actuelle où l'instruction s'étant répandue, des fonctionnaires se révèlent aptes au point de vue politique, à conduire le pays à la civilisation... » En présence de cet état de choses, « *Le Roi a jugé bon* d'accorder à ses fonctionnaires et à son peuple une participation dans l'administration du pays (régime constitutionnel)... »

Qu'est-ce donc en apparence que cette Constitution accordée par le Roi, si ce n'est un Octroi ? A vrai dire, cette conception peut sembler choquante et incompatible avec la logique des choses, lorsqu'on connaît les conditions dans lesquelles la

Constitution définitive a été accordée. « L'octroi », en réalité, n'est que pure apparence. Mais n'en est-il pas de même de toutes les Constitutions « octroyées ». M. Barthélemy, étudiant la Charte de 1814, considérée comme le type de Charte octroyée, déclare : « L'octroi sauve l'amour-propre du Monarque et les apparences du principe monarchique. Mais il est évident que ce n'est que sous la pression des circonstances que le roi abandonne une fraction de sa souveraineté. Il octroie la Constitution pour ne pas se la laisser arracher » (1).

Ces caractéristiques ne se rapprochent-elles pas de celles de la Constitution de la Thaïlande ? Mais si, par sa forme, cette Constitution se rapproche par certains traits de l'Octroi, au fond, elle se rapproche du Pacte, sans cependant s'analyser comme un véritable Pacte.

Le Pacte fait en effet intervenir la notion de contrat entre le Roi et le peuple représenté par une Assemblée. C'est, par exemple, en vertu d'un contrat accepté par lui (la Constitution du 14 août 1830) que Louis-Philippe d'Orléans est devenu Roi des Français. Or ici, aucune notion de ce genre n'est intervenue ; il n'y a pas eu contrat entre l'Assemblée et le Roi, mais, ainsi que nous l'avons vu, collaboration entre le Roi et l'Assemblée, en vue d'une limitation (plus ou moins importante) des Pouvoirs du Monarque, limitation acceptée par ce dernier.

La Constitution de 2475 (1932) nous apparaît donc comme ayant été conçue selon un mécanisme juridique propre et, au fond, ce caractère complexe provient peut-être du fait que les rédacteurs de la Constitution, plus hommes politiques que juristes, n'ont point cherché à concilier des théories opposées, mais à réaliser une conception politique conforme au développement de leur pays.

Maintenant nous allons étudier quels sont les principes fondamentaux de cette Constitution.

(1) Joseph Barthélemy : « Précis de Droit constitutionnel », 2^e édit., p. 103.

CHAPITRE II

Les principes fondamentaux de la Constitution

Il ne suffisait pas de réaliser une conception politique nouvelle, il fallait encore la justifier ; sur quelles bases fondamentales, les rédacteurs de la Constitution définitive allaient-ils s'appuyer pour justifier l'établissement du nouveau régime, conciliant à la fois la Monarchie et le Régime parlementaire ? Quels sont, en d'autres termes, les principes sur lesquels est fondée la Constitution de 2475 (1932) ?

Dans la Constitution provisoire, les Rédacteurs révolutionnaires avaient déjà tenu à montrer les idées essentielles qui leur servaient de guide et en tête de la Constitution, ils inséraient :

L'Article 1^{er} : Le pouvoir souverain du pays « appartient » à l'ensemble du peuple.

L'Article 2 : Les individus et les corps suivants sont autorisés à « exercer » le pouvoir pour le compte du peuple, conformément aux dispositions de la Constitution ci-après, savoir :

- 1) Le Monarque,
- 2) l'Assemblée du peuple,
- 3) le Comité du Parti du peuple,
- 4) les Tribunaux.

Ce faisant, les Rédacteurs de la Constitution adoptaient les règles constitutionnelles déjà énoncées par des Constitutions Européennes, et notamment par la Constitution de 1791. Celle-ci proclamait, en effet, la Souveraineté nationale et l'organisation représentative de la nation (Titre III).

Dans la Constitution définitive, les mêmes principes se retrouvent sous le titre de « Dispositions générales » :

L'Article 1^{er} : le Royaume de Thaïlande est un et indivisible. Le peuple Thaï, quelle que soit sa race ou sa religion, est

tout également en droit de recevoir la protection de cette Constitution.

L'Article 2 : Le pouvoir souverain émane de la nation Thaï. Le Roi, qui est le chef de la nation, exerce ce pouvoir conformément aux dispositions de la présente Constitution.

Les théoriciens qui formaient la Commission chargée de l'élaboration du texte constitutionnel avaient donc à cœur de justifier le nouveau régime par des considérations philosophiques et, ce faisant, ils se révélaient les imitateurs des Révolutionnaires Français du XVIII^e siècle auxquels ils semblent avoir fait d'ailleurs de nombreux emprunts. Ils se trouvaient en effet, dans l'obligation de faire appel aux théoriciens Européens, car le développement intellectuel de la nation Thaï, relativement récent, ne leur permettait pas de trouver de justifications dans les œuvres philosophiques indigènes, de même que le passé politique de la Thaïlande ne leur fournissait aucun précédent dans la voie de la limitation du Pouvoir royal.

Sans doute, au cours des siècles, avait-on vu apparaître autour de la personne du Roi, des Conseils. Mais tous ces organes dont le développement aurait pu tendre à la limitation de l'absolutisme, étaient en fait composés de membres de la famille royale et de hauts fonctionnaires de confiance, sans initiative personnelle, ainsi que nous l'avons rappelé. Ceci amena la désuétude de tous ces organes en face du renforcement du Pouvoir royal.

Peut-être, aurait-on pu trouver également dans la religion bouddhiste le germe d'idées démocratiques. En effet, cette religion exige que toutes les décisions prises, par exemple au sujet des excommunications, ou encore concernant l'interprétation de la Bible, soient prises au cours des réunions groupant tous les chefs de l'Eglise bouddhiste et à la majorité des voix. Mais ce principe, restreint au domaine religieux, n'en dépassa jamais les limites et n'inspira pas les constitutionnels de 2475 (1932).

Pour faire œuvre forte et durable, la Commission se vit donc dans l'obligation de s'inspirer des précédents constitutionnels étrangers. La Constitution Française de 1789, précédée de la célèbre Déclaration des Droits de l'homme, allait lui donner les principes qui d'ailleurs se trouvent à la base de l'immense majorité des constructions politiques. Ce sont, d'une part, l'idée de la Souveraineté nationale et, d'autre part, l'idée de la Séparation des pouvoirs.

Le premier de ces principes se trouve explicitement énoncé par la Constitution Thaï.

Le deuxième qui se trouvait en germe dans la Constitution définitive, constitue l'une des bases fondamentales du régime actuel.

Ainsi que nous l'avons indiqué, nous étudierons successivement ces deux principes auxquels il faut joindre un troisième : l'unité et l'indivisibilité nationale que les rédacteurs ont élevé au rang de principe fondamental en le plaçant en tête de la Constitution et sur lequel nous dirons quelques mots.

CHAPITRE III

L'Unité et l'Indivisibilité de la Thaïlande

L'Article 1^{er} proclame « le Royaume de Thaïlande est un et indivisible ».

Les rédacteurs de la Constitution provisoire n'avaient pas cru devoir insérer cette proclamation dans la première Constitution et l'on est conduit à se demander pourquoi ce principe de l'unité du royaume Thaï, qui n'avait jamais été contesté auparavant, a paru si important qu'il dut figurer en tête même de la Constitution définitive de la Thaïlande.

Dans sa thèse, M. Luang Prachered-aksorluksna s'ex-

prime ainsi à ce sujet : « L'affirmation de l'unité et de l'indivisibilité signifie aux voisins de Thaïlande que ce pays n'est pas un pays à coloniser, ni ne constitue une zone d'influence. »

Si cet argument d'ordre externe nous semble avoir quelque force, il n'explique peut-être pas entièrement la pensée des rédacteurs et doit se compléter par un argument d'ordre interne.

La nation Thaï est un composé de différentes races, ainsi que nous l'avons expliqué dans notre première partie. Les rédacteurs de la Constitution n'ont-ils pas craint que le jour où le développement intellectuel du pays s'accentuerait, des sentiments particularistes ne prennent naissance par suite des différences de races — sentiments renforcés par des différences de religion, et n'ont-ils pas voulu proclamer qu'au-dessus de toute race et de toute religion se trouvait le Royaume « un et indivisible » ?

C'est là, croyons-nous, une explication fort possible et qui d'ailleurs reçoit un certain crédit lorsqu'on parcourt le Mémorandum.

Nous y trouvons en particulier ce passage : « L'on peut « se demander pourquoi l'Article 1^{er} a été ainsi rédigé puisque « le Royaume a toujours formé un seul Royaume. Cela était « évident, mais la réponse est que si le Royaume de Thaï-
« lande est un royaume indivisible, il est apparu désirable
« d'écarter certaines conceptions tendant à faire naître des
« distinctions individuelles au sein de notre peuple, par exem-
« ple en nous appelant Malais ou Lao. La différence de religion
« est également un autre facteur qui est de nature à donner
« lieu à des distinctions semblables. Une telle conception
« est la plus indésirable. Nous voulons nous considérer tous
« comme une Nation unique. C'est pourquoi afin de bien sou-
« ligner ce point, la Commission résolut de mettre en tête du
« projet constitutionnel cet article, qui prouve clairement
« que le peuple Thaï, quelle que soit la Race ou la Religion
« à laquelle il appartienne est également soumis à la Cons-
« titution.

CHAPITRE IV

Le Principe de la Souveraineté nationale

Le deuxième principe que nous trouvons affirmé dans la Constitution de 2475 (1932) est le principe de la Souveraineté nationale.

C'est la base fondamentale du nouveau régime. Ce principe qui se trouvait inséré en tête de la Constitution provisoire, a été repris dans la Constitution définitive sous la forme, peut-on dire classique, dans laquelle il figure dans la plupart des Constitutions.

L'Article 2 : « Le pouvoir souverain émane de la Nation Thaï. »

C'est sous une forme identique que nous le trouvons inséré dans la Déclaration française des Droits de l'homme et du citoyen, où il figure pour la première fois en tête d'une Constitution :

« Le principe de toute souveraineté réside dans la Nation ;
« nul corps, nul individu, ne peut exercer d'autorité qui n'en
« émane expressément » (Art. 3).

La plupart des Constitutions modernes et en particulier celles élaborées après la guerre de 1914 (Constitution de Weimar, Constitution Polonaise, Tchéco-Slovaque, Grecque, Chinoise) se sont inspirées de ces formules du Droit constitutionnel Français, formules qui ont fait à peu près le tour du monde. Le principe de la Souveraineté nationale doit sa puissance, comme l'ont dit MM. Esmein et Nézard, à ce qu'il est une idée force très simple qui répond aux instincts de justice et d'égalité qui sont au fond de l'âme humaine. Il se ramène à cette donnée : la souveraineté chez un peuple réside dans le corps de la Nation et ne saurait résider ailleurs (1).

(1) Esmein et Nézard : « Eléments de Droit constitutionnel », 8^e éd., t. I, p. 317 et s.

Mais le peuple souverain ne peut exercer directement le pouvoir, si l'on excepte des rares cas de gouvernement direct par le peuple (referendum dans les cantons suisses). Il devra donc déléguer ce pouvoir et c'est ainsi qu'intervient le deuxième principe que nous retrouvons dans la Constitution Thaï : « Le Roi qui est le chef de la Nation, exerce ce pouvoir en conformité avec les prescriptions de la Constitution. »

Alors comment concilier cette délégation des pouvoirs par la Nation, au Roi, avec la monarchie Thaï, monarchie héréditaire. Cette question, du point de vue juridique fort importante, s'est posée d'ailleurs pour d'autres Constitutions qui ont voulu consacrer le principe de la Souveraineté nationale et la Monarchie héréditaire.

La Constitution Belge proclame le principe de la Souveraineté nationale.

L'Article 25 : « Tous les pouvoirs émanent de la Nation. » Elle le concilie cependant avec la Monarchie héréditaire.

De même la Constitution anglaise, si elle n'a point proclamé en droit le principe de la Souveraineté nationale, consacre cependant le Gouvernement de la Nation par la Nation, tout en conservant la forme monarchique.

Ces principes ont semblé juridiquement incompatibles à certains auteurs. Pour MM. Esmein et Nézard : le principe de la Souveraineté nationale est logiquement inconciliable avec la Monarchie absolue et héréditaire, parce que, disent-ils, l'un suppose que la Souveraineté réside intégralement dans le peuple, l'autre qu'elle réside toute entière dans le Monarque.

M. Hauriou se borne, lui, à constater les faits : « Il existe, dit-il, des Monarchies dans des pays à suffrage universel et à Souveraineté nationale (Angleterre, Belgique, etc.), mais ce sont des combinaisons pratiques admises pour des raisons historiques ou simplement parce que l'on ne se pique pas de logique (1). »

(1) Hauriou : « Précis de Droit constitutionnel », 2^e éd., p. 186.

Diverses conciliations et explications ont été cependant données et c'est MM. Esmein et Nézard qui déclarent eux-mêmes que « Diverses Constitutions modernes, acceptant et proclamant le principe de la Souveraineté nationale, l'ont accouplé cependant avec la forme monarchique... Elles considèrent (d'une part S. S.) le pouvoir législatif, non comme la souveraineté elle-même, mais simplement comme l'un des attributs de la souveraineté, le pouvoir exécutif en étant un autre (et d'autre part S. S.), elles concèdent au monarque simplement *l'exercice* de certains des attributs de la Souveraineté, non de la *propriété* de ces attributs, qui reste toujours à la Nation (1) ».

Nous pouvons donc dire, sous une autre forme, que la Nation n'a que la jouissance de la Souveraineté, elle est obligée d'en déléguer l'exercice.

Et c'est bien, semble-t-il, l'esprit dans lequel les rédacteurs de la Constitution Thaï ont compris le principe de la Souveraineté nationale. Cependant l'opposition entre la jouissance et l'exercice du pouvoir est plus marquée dans la Constitution provisoire que dans la Constitution définitive.

La première proclame : « Le pouvoir souverain » appartient au peuple (Art. 1^{er}). » C'est donc bien l'idée de propriété de la Nation.

L'Article 2 : Les individus et corps suivants sont autorisés à « exercer » le pouvoir.

Dans la Constitution définitive, peut-être sous l'influence du Monarque, cette opposition apparaît moins marquée ; il y est seulement dit que le pouvoir souverain « émane » de la Nation, ce qui évite aux rédacteurs de prendre parti sur la nature même de ce pouvoir, l'exercice en est conféré au seul Roi.

En réalité, les constituants Thaï n'ont peut-être pas approfondi cette idée qui est restée dans le domaine purement abs-

(1) Esmein et Nézard : « Eléments de Droit constitutionnel », t. I, 8^e éd., p. 323.

trait des principes et qui cependant, au premier abord, devait leur sembler plus acceptable qu'à toute autre Nation.

En effet, le Roi de Thaïlande, quoi qu'on ait pu affirmer le contraire, n'est pas un Monarque de Droit divin.

A l'inverse des rois de France qui prétendaient ne tenir leur couronne que de Dieu, le Roi de Thaïlande, à toutes les époques, recevait en quelque sorte la consécration du peuple. Apte de par sa naissance à accéder au trône, il ne devenait roi que par la Présentation du Brahman et la ratification populaire.

C'est pourquoi nous croyons pouvoir dire que le principe de la Souveraineté nationale n'a nullement paru incompatible aux rédacteurs de la Constitution avec le principe de la monarchie héréditaire puisque si, sous le régime parlementaire, la ratification populaire était expressément exigée, cette ratification existait dans la tradition Thaï depuis fort longtemps, mais était seulement devenue peu à peu tacite, le peuple étant toujours présumé accepter l'avènement d'un nouveau Roi.

N'est-ce pas, du reste, ce qui résulte encore du Mémorandum destiné à justifier les principes constitutionnels :

« En ce qui concerne l'Article 2, la première partie n'est
« essentiellement que la répétition d'un ancien usage de notre
« pays. Examinons les anciens documents relatifs au titre
« du Monarque et au couronnement. L'on y trouvera que les
« mots « Anek nikor sa-mosor sommot » (signifiant choisi
« ou établi par le peuple) font partie du titre du monarque,
« tandis que le cérémonial prescrit la présentation par le
« Brahman et les grands officiers royaux, affirmant par là
« même que le Roi accède au trône par l'invitation du peuple
« et non par le Droit divin, comme dans d'autres pays. Ceci
« montre que le Pouvoir souverain émane de la Nation. »

C'est là la conciliation donnée par les Rédacteurs de la Constitution.

CHAPITRE V

Le principe de la Séparation des Pouvoirs

Le troisième grand principe que nous trouvons à la base de tout régime constitutionnel est celui de la Séparation des pouvoirs.

On chercherait vainement, cependant, dans la Constitution définitive de la Thaïlande, l'affirmation de ce principe. Néanmoins, de même que nous avons pu dire tout à l'heure que la monarchie parlementaire anglaise supposait la Souveraineté nationale, bien que ce principe n'ait point été proclamé, de même la Constitution Thaï de 2475 (1932) suppose et organise en fait la Séparation des pouvoirs, bien que ce principe n'y soit point énoncé.

Nous aurons à examiner comment ce principe, qui se trouvait en germe dans la Constitution provisoire, a été, en apparence, abandonné dans la Constitution définitive et quels traits permettent cependant d'en proclamer l'existence. Nous essaierons ensuite de rechercher quelle étendue a reçu ce principe. Mais, auparavant, il nous faut caractériser ce qu'est historiquement le principe de la Séparation des pouvoirs et voir comment il s'analyse juridiquement.

Le principe de la Séparation des pouvoirs découle du principe de la Souveraineté nationale dont il forme en quelque sorte le prolongement ; il est la conséquence du processus de la délégation des pouvoirs, complément indispensable, comme nous l'avons vu, de l'idée de souveraineté.

Par ce principe, on constate que les attributs de la Souveraineté, qui sont le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire, considérés comme vraiment distincts, doivent être délégués par la nation à des titulaires divers et indépendants les uns des autres (la nation en gardant la jouissance et en déléguant l'exercice).

Ce sont, selon le mot de Siéyès « Autant de procurations de la Souveraineté nationale ».

Historiquement, le principe de la Séparation des pouvoirs est apparu comme une arme de guerre contre le pouvoir absolu des rois qui détenaient entre leurs mains les trois pouvoirs.

La théorie de la Séparation des pouvoirs est inséparable du nom de Montesquieu. Sans doute, avant lui, cette idée a été dégagée par des hommes d'Etat, tel que Cromwell..., ou des philosophes, tel que Locke..., mais c'est à Montesquieu qu'il appartenait de lui donner sa forme définitive.

Montesquieu ramène tous les attributs de la Souveraineté à trois puissances distinctes : législative, exécutive et judiciaire dont il affirme que la séparation est nécessaire. Montesquieu estime cette séparation nécessaire afin d'éviter l'abus du pouvoir, il pense « que par la disposition des choses, le « pouvoir arrête le pouvoir » et, ajoute-t-il, « lorsque dans la « même personne ou dans le même corps de magistrature, la « puissance législative est réunie à la puissance exécutrice, il « n'y a point de liberté parce que l'on peut craindre que le « même monarque ou le même sénat ne fasse des lois tyranniques pour les exécuter tyranniquement (1) ».

Telle est, présentée dans ses grandes lignes, la théorie de Montesquieu. Cette théorie qui devait avoir une fortune retentissante n'en a pas moins été fort discutée.

Nous n'aborderons pas ici la controverse devenue classique sur l'existence de deux ou de trois pouvoirs puisqu'aussi bien la Constitution de la Thaïlande reconnaît et proclame l'existence de trois pouvoirs : législatif, exécutif et judiciaire ; mais nous voulons dire un mot d'une autre controverse qui porte sur le principe même qui sert de base à la Séparation des pouvoirs.

Certains critiques ont, en effet, prétendu que la Séparation des pouvoirs était une conception scientifique malvenue et,

(1) Montesquieu : « Esprit des Lois », Liv. XI, ch. VI.

de plus, chimérique, parce que contraire à la nature des choses. Ils ont fait leur cette idée que l'Etat constituerait un tout analogue au corps humain dans lequel il n'y a point des fonctions séparées, mais où il y a collaboration de tous les organes à un tout qui est la vie de l'être humain, ce qui, sous la plume de M. Duguit, hostile au principe de la Séparation des pouvoirs, s'exprime par des formules analogues à celle-ci : « L'accomplissement d'une fonction quelconque de l'Etat se « traduit toujours en un ordre donné ou en une convention « conclus, c'est-à-dire en un acte de volonté ou une mani- « festation de personnalité. Il implique donc le concours de « tous les organes constituant la personne de l'Etat (1). »

En réalité ces critiques ne se comprennent que si l'on entend par Séparation des pouvoirs un cloisonnement étanche ne permettant aucun contact entre les différents pouvoirs.

Mais alors, c'est ajouter à la théorie de la Séparation des pouvoirs, telle que l'a conçue Montesquieu, car ce philosophe entendait lui-même que la Séparation devait être comprise dans un sens large n'excluant pas la notion de rapports et de collaboration.

« Ces trois puissances (législative, exécutive et judiciaire), a dit Montesquieu, doivent former un repos ou une « inaction par leur faculté de s'empêcher mutuellement, mais « comme par le mouvement nécessaire des choses, elles sont « contraintes d'aller, elles seront forcées d'aller de concert ». (Livre XI, Chapitre VI).

M. Hauriou, analysant cette formule dans son histoire du Droit constitutionnel Français, déclare « Aller de concert qu'est-ce autre chose que de collaborer » et c'est ainsi qu'il est amené à donner de la théorie de Montesquieu sur la Séparation des pouvoirs la définition suivante : « Il s'agit d'une « Séparation souple avec participation des pouvoirs aux mêmes fonctions, c'est-à-dire d'un système lié et équilibré des

(1) Duguit : « La Séparation des Pouvoirs et l'Assemblée de 1789 », p. 1.

« pouvoirs, dont le jeu constitue pour le gouvernement de
« l'Etat, une vie intérieure continue et suivie, en même temps
« qu'une garantie de la liberté (1). »

Telle est la véritable portée du principe de la Séparation des pouvoirs ; néanmoins ce principe a donné lieu, dans son explication pratique, à des conceptions fort différentes allant d'une notion de la Séparation conçue dans un sens strict à des systèmes de collaboration très étroite, aboutissant presque à la fusion de ces pouvoirs.

Alors que la Constitution Française du 3 septembre 1791 et du 5 fructidor An III tendaient à l'isolement des pouvoirs, en consacrant un système où chacun des pouvoirs législatif et exécutif n'avait aucune action sur l'autre, la plupart des Constitutions modernes organisent la collaboration des pouvoirs, avec cette seule différence que tantôt la prédominance appartient aux Assemblées (Suisse), tantôt au pouvoir exécutif (Etats-Unis), tantôt enfin consacrent un équilibre des pouvoirs séparés (France).

Dans quelle catégorie se range la Constitution Thaï de 2475 (1932), c'est ce que nous allons examiner en étudiant quelle application a été faite de la notion de Séparation des pouvoirs.

(1) Hauriou : « Précis de Droit constitutionnel », 2^e éd., p. 352 et s.

TITRE III

**L'Application du Principe de Séparation
des Pouvoirs**

Si le principe de la Séparation des pouvoirs ne figure pas explicitement dans la Constitution définitive, du moins il se trouvait en germe dans la Constitution provisoire.

L'Article 2 : les individus et les corps suivants sont autorisés à exercer le pouvoir pour le compte du peuple, conformément aux dispositions de la Constitution ci-après, savoir :

- 1) le Monarque
- 2) l'Assemblée du Peuple
- 3) Le Comité du Parti du peuple
- 4) les Tribunaux.

Sans doute, le Roi prenait-il place dans cette classification au même titre que l'Assemblée du Peuple ou les Tribunaux (La Révolution, ne l'oublions pas, œuvre du Comité du peuple, ne devait point consacrer la suprématie du Pouvoir royal) mais il n'en reste pas moins que les affaires de l'Etat étaient confiées à trois corps différents : Assemblée du peuple, Comité, Tribunaux.

C'était déjà l'esquisse de la Séparation des pouvoirs et l'on est surpris de voir que dans la Constitution définitive, cette délégation des pouvoirs à des corps différents a totalement disparu et fait place à l'Article 2 ainsi conçu :

« Le Roi, qui est le chef de la Nation, exerce ce pouvoir conformément aux dispositions de la présente Constitution. »

Etait-ce donc un retour au régime antérieur avec la concentration de tous les pouvoirs aux mains du Roi ? Nous l'avons vu, le texte de la Constitution définitive a été l'œuvre d'une collaboration entre le Roi et l'Assemblée et, peut-être, faut-il voir dans ce fait l'explication de ce changement dans

les termes ; mais ce n'était là qu'apparence destinée sans doute à sauvegarder l'amour-propre du Souverain.

Si, par courtoisie, les Rédacteurs de la Constitution ont déclaré dans les principes généraux que le Roi avait l'exercice du Pouvoir, ils spécifiaient cependant qu'il ne pouvait exercer ce Pouvoir que selon les prescriptions de cette Constitution, et il suffit de poursuivre plus avant la lecture de cette dernière pour voir qu'en fait la Séparation des pouvoirs, esquissée par la Constitution provisoire, était reprise dans la Constitution définitive.

En effet, nous lisons aux Articles 6, 7 et 8 :

L'Article 6 : Le Roi exerce le pouvoir législatif sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée des Représentants du peuple.

L'Article 7 : Le Roi exerce le Pouvoir exécutif par l'intermédiaire du Conseil des Ministres.

L'Article 8 : Le Roi exerce le pouvoir judiciaire par l'intermédiaire des Tribunaux dûment établis par la loi.

Quel est le rôle du Roi tant en matière législative qu'exécutive ou judiciaire ? C'est ce que nous allons examiner après avoir passé en revue les différents pouvoirs.

CHAPITRE PREMIER

Le Pouvoir Législatif

Bien que l'on ait soutenu, et non sans raison semble-t-il, que des trois pouvoirs, le plus important est le pouvoir exécutif, nous étudierons tout d'abord le pouvoir législatif parce que, d'une part, c'est l'ordre même suivi par la Constitution Thaï et que, d'autre part, l'Assemblée du peuple constitue le rouage fondamental du système politique du gouvernement de la Thaïlande actuelle.

La Constitution provisoire spécifiait dans son Article 8 :

« L'Assemblée du peuple a le droit de faire toutes les lois, et quand ces lois sont sanctionnées par le Monarque, elles entrent en application. »

La Constitution définitive a adopté une forme plus synthétique et plus générale pour caractériser le pouvoir législatif « le Roi exerce le pouvoir législatif sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée des Représentants du peuple » (Art. 6).

Quelle est donc cette Assemblée ? Quel est son rôle ? Et quelle part revient au Monarque au point de vue législatif ?

SECTION I. — *La Composition de l'Assemblée*

La Constitution Thaï a consacré le principe de la Chambre unique. Ce système, adopté par quelques Constitutions modernes (Constitutions Espagnole de 1931, Albanienne de 1928) a soulevé de la part des défenseurs du bicaméralisme de nombreuses critiques.

Cependant, en ce qui concerne la Thaïlande, cette solution se justifiait pratiquement par ce fait que ce pays n'a point de passé politique et qu'en outre, l'instruction y est fort peu répandue.

Ces motifs ont d'ailleurs été développés par les rédacteurs de la Constitution, dans le Mémoire, qui s'exprime ainsi :

« La question à laquelle la Commission a donné sa plus grande attention est celle-ci : Y aura-t-il deux Chambres législatives, c'est-à-dire une chambre des représentants et une chambre haute, ou n'y aura-t-il qu'une seule Chambre ?

« Après un examen approfondi, la Commission en vint à cette conclusion qu'aucune tradition ne le liait et qu'il était libre de faire ce qu'il lui plaisait. Il apparut qu'une seule Chambre, quoi qu'il en soit, permettrait un travail plus rapide, tandis que deux Chambres entraîneraient inégalement des retards inutiles. Bien plus, dans les Constitutions les plus récentes, la tendance se trouve être en faveur d'une Chambre unique. Dans ces conditions, il a été décidé d'adopter une Chambre unique, comme dans la Constitution provisoire. »

Cette Chambre unique est composée de membres élus au suffrage universel (Art. 16).

Mais si tel est le principe posé par la Constitution, la réalité cependant, dans les années suivant l'établissement du nouveau régime, qui demeure encore à l'heure actuelle, est quelque peu différent.

Les théoriciens de la nouvelle Constitution pouvaient, à juste titre semble-t-il, craindre les résultats néfastes qu'aurait entraîné la création d'une Chambre élue par un peuple dont l'initiation aux affaires politiques était absolument inexistante et dont, en outre, le degré d'instruction était fort peu élevé. C'était livrer la fonction législative à l'arbitraire et au hasard et mettre en péril le nouveau système politique.

Aussi la Commission a-t-elle estimé que le principe du suffrage universel devait, tout au moins provisoirement, recevoir un tempérament. C'est pourquoi la Constitution définitive prévoit que, pendant une période s'étendant jusqu'au jour où la moitié de la population aura passé un examen d'instruction primaire, période qui ne saurait excéder dix ans, l'Assemblée se composera en nombre égal de membres élus par le peuple et de membres nommés par le Roi.

Ce souci avait animé, dès l'origine, les Révolutionnaires de juin 2475 (1932).

La Constitution provisoire avait elle-même prévu trois modes de nomination des membres de l'Assemblée correspondant à 3 périodes successives, qui peuvent se résumer comme suit :

1^{re} Période : Ce n'est qu'une période transitoire en attendant la nouvelle Constitution. Pendant cette période, les membres de l'Assemblée sont choisis par le Comité du Parti du peuple (Art. 10, 1^{er} alinéa).

2^e Période : Pendant cette période, le peuple s'adapte au nouveau régime électoral. Les membres de l'Assemblée se composent de deux catégories. La première catégorie comprend des représentants élus par le peuple. L'autre comprend ceux qui sont nommés par le Roi (Art. 10, 2^e alinéa).

3^e Période : C'est une période pendant laquelle le peuple aura fait sien le régime parlementaire. Dès lors, les membres

de l'Assemblée seront tous élus directement par le peuple (Art. 10, 3^e alinéa).

Ce système apparaît assez complexe, mais il s'explique par la nécessité où se trouvaient les constituants de prendre toutes les précautions possibles pour assurer l'établissement du nouveau régime et empêcher tout retour de l'absolutisme.

La Constitution définitive, à l'inverse de la Constitution provisoire, ne comporte aucune disposition sur les modalités de l'élection des membres de l'Assemblée. Elle renvoie simplement à la loi électorale qui sera promulguée par la suite.

L'Article 17 : Les conditions requises pour être électeurs ou candidats, le mode d'élection et le nombre des membres de l'Assemblée des Représentants du peuple seront réglés par la loi électorale.

Une loi électorale était donc nécessaire pour préciser les conditions d'élection des membres de l'Assemblée. Ce sera la loi du 16 décembre 2475 (1932) qui était destinée à compléter la Constitution définitive. Cette loi qui apportait quelques simplifications au régime prévu par la Constitution provisoire devait être, à son tour, remaniée par des lois successives, qui tantôt abaissent la limite d'âge tant pour les électeurs que pour les candidats, tantôt modifient les circonscriptions administratives, tantôt modifient les conditions même du vote, sauf en ce qui concerne les membres de deuxième catégorie.

Ce sont successivement la loi du 14 juin 2476 (1933) qui modifie la loi du 16 décembre 2475 (1932), puis celle du 10 août 2476 (1933) qui abroge purement et simplement la loi précédente. La loi du 10 août sera elle-même remaniée par la loi du 13 novembre 2479 (1936) qui demeure la loi en vigueur à l'heure actuelle.

Afin de mieux faire ressortir les différences et les modifications apportées successivement par ces différentes lois, nous les avons rapprochées en un tableau récapitulatif qui précise les principales modalités des lois électorales de la Thaïlande.

**TABEAU RÉCAPITULATIF DES PRINCIPALES MODALITÉS
DES LOIS ÉLECTORALES DE LA THAÏLANDE**

LOIS	Electeur	CANDIDAT										Election
	Age	Age		Nombre		Conditions			Incompatibilité			
		Tambol (Commune)	Changvad (Département)	Tambol (Commune)	Changvad (Département)	Vote	(1) Instruction pour le candidat de Changvad					
(2) 1 ^{re} de 2475 (1932)	20	23	23	1 par Tambol	1 par Changvad de 100.000 habitants	Majorité absolue			Fonctionnaires locaux	à deux degrés		
2 ^e de 2476 (1933)	25	30	30	1 »	1 par Changvad de 200.000 habitants	Majorité relative	Savoir lire et écrire		»	»		
3 ^e de 2476 (1933)	25	30	30	1 »	1 par Changvad de 200.000 habitants	»	Primaire		»	»		
4 ^e de 2479 (1936)	20		23	1 par circonscription électorale de 200.000 habitants.		»	»		»	directe		

(1) L'Instruction pour le candidat de Tambol n'est pas exigible.

(2) Cette loi a été abrogée avant d'être appliquée.

Nous n'examinerons point ici le mécanisme même des élections, renvoyant pour les détails à la loi électorale elle-même.

Notons simplement quelques particularités du système électoral de la Thaïlande. Tout d'abord, les femmes ont le droit de vote ; bien que cette disposition ne figure pas dans la loi électorale, ni même dans la Constitution définitive, elle a été inscrite dans la Constitution provisoire (Art. 14) et demeure en vigueur.

Les membres de l'Assemblée ainsi nommés sont élus pour une période de 4 ans.

L'Article 18. — Si une vacance se produit parmi ces membres avant l'expiration de cette période, un nouveau membre sera élu, mais il ne gardera ses fonctions que pour la période restant à courir.

Etant renouvelable en entier tous les 4 ans, l'Assemblée des Représentants du peuple se rapproche donc, quant à la durée, du mandat législatif de la Chambre des Députés française (Constitution de 1875).

Pendant toute la durée de leur mandat, les membres de l'Assemblée jouissent d'un certain nombre de prérogatives parmi lesquelles figurent notamment l'immunité et l'inviolabilité parlementaires.

La première prérogative a pour effet d'interdire toute action soit civile, soit pénale, contre un représentant de l'Assemblée à l'occasion de ses fonctions et de lui assurer le libre exercice de son mandat. La deuxième, de portée plus réduite, permet au parlementaire Thaï d'être toujours en mesure d'exercer sa fonction, aucune action criminelle ne pouvant être dirigée contre lui pendant la durée de la session.

Ces deux prérogatives résultent des Articles 27, 33 et 34, L'Article 27 : Les membres de l'Assemblée des Représentants du peuple bénéficient d'une immunité complète pour les

paroles prononcées par eux au cours des séances soit en vue de dresser un rapport ou exprimer leur opinion ou expliquer leur vote. Aucune procédure légale, quelle qu'elle soit, ne peut être engagée contre eux.

Ce privilège s'étend à l'impression et à la publication des procès-verbaux de la séance ordonnées par l'Assemblée, et aussi aux exposés de faits et d'opinions faits à l'Assemblée par les personnes qui y ont été invitées par elle.

L'Article 33 : Pendant la session de l'Assemblée des Représentants du peuple, si une action criminelle est intentée contre l'un de ses membres, le tribunal doit obtenir l'autorisation de l'Assemblée avant que l'affaire soit jugée. La poursuite du tribunal ne doit pas entraver la liberté du membre pour assister aux séances de l'Assemblée.

Cependant, les procédures judiciaires antérieures à la nomination demeurent valables.

L'Article 34 : Pendant la durée des sessions de l'Assemblée, aucun de ses membres ne peut être arrêté ou détenu, sauf le cas de flagrant délit auquel cas avis en doit être donné sans délai au président de l'Assemblée. Celui-ci peut ordonner la remise en liberté du prisonnier.

Pour en terminer avec le statut personnel des membres de l'Assemblée, indiquons que la fonction parlementaire est rétribuée.

Les membres de l'Assemblée peuvent perdre leur titre soit :

par l'expiration de la période prescrite ou par la dissolution de l'Assemblée,

par la mort,

par la démission,

par la perte d'une des qualités nécessaires pour être candidat selon la loi électorale,

par la révocation d'office prononcée par l'Assemblée, lors-

que celle-ci considère que la conduite d'un de ses membres est de nature à préjudicier à ses intérêts. Une telle décision requiert d'ailleurs la majorité des deux tiers des membres présents (Art. 21).

SECTION II. — *Les Attributions de l'Assemblée et le rôle législatif du Roi*

L'Assemblée des Représentants du peuple exerce le pouvoir législatif, c'est-à-dire vote les lois (Art. 36), mais à côté de ce pouvoir de faire les lois, l'Article 40 nous apprend que l'Assemblée des Représentants du peuple a le pouvoir de contrôle des affaires de l'Etat. On en a conclu parfois que cette immixtion de la Chambre législative dans la conduite des affaires gouvernementales est l'une des preuves de la confusion des pouvoirs dans la Thaïlande.

Mais n'oublions pas que dans le régime parlementaire, la séparation des pouvoirs législatif et exécutif est souple. Ces deux pouvoirs exercent leurs fonctions de confection des lois en concurrence l'un avec l'autre. Il y a contrôle réciproque de l'un sur l'autre.

Il en résulte que les membres de l'Assemblée ainsi que les ministres (dont la plupart sont choisis parmi les membres de l'Assemblée) ont l'initiative des lois. Tandis que le Roi, chef du pouvoir exécutif, étant irresponsable des affaires du pays, ne l'a pas. Il se rapproche en cela du Roi d'Angleterre, et diffère du Président de la République Française (Constitution de 1875). Pourtant les membres de l'Assemblée et les ministres n'y jouissent pas du même pouvoir. Quant à la forme, un projet de loi émanant d'un membre de l'Assemblée doit subir un contrôle plus sévère (par exemple, il doit être contresigné par neuf autres membres de l'Assemblée) que celui d'un ministre. Pour celui-ci, il suffit que le projet soit présenté à l'Assemblée par le Président du Conseil des Ministres. D'autre part, quand il s'agit de la question de fond de

chaque projet de loi, les membres de l'Assemblée voient leur pouvoir restreint, car il est interdit par le règlement de l'Assemblée de faire une proposition concernant la loi budgétaire (si ce n'est avec l'autorisation du Président du Conseil des Ministres). Cette proposition est réservée au gouvernement, c'est-à-dire au Conseil des Ministres.

Nous reviendrons tout à l'heure sur cette question en étudiant les rapports du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif, afin d'en tirer les conclusions qui s'imposent. Bornons-nous pour l'instant, en restant dans le domaine de la fonction législative entendue dans son sens le plus strict, c'est-à-dire la confection des lois, à voir quels sont les rapports de l'Assemblée et du Roi, puisqu'aussi bien l'Article 6 déclare : « Le Roi exerce le pouvoir législatif sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée des Représentants du peuple. »

Le Roi, au point de vue législatif, nous semble avoir un double rôle : un rôle de réglementation vis-à-vis de l'Assemblée et un rôle législatif proprement dit par sa collaboration dans la promulgation des lois.

C'est en effet au Roi qu'il appartient de convoquer l'Assemblée pour la session régulière, session ouverte par le Roi et close par lui.

L'Article 30 : Le Roi peut ouvrir la session lui-même ou désigner l'héritier du Trône (s'il est en âge de le faire) ou le Président du Conseil des Ministres pour le remplacer.

Dans la pratique, le discours du trône est lu soit par le Roi, à l'imitation de ce qui se passe en Angleterre, soit par le premier ministre.

L'Article 29 : Le Roi peut proroger la session dont la durée normale est de 90 jours, il peut également déclarer la session close pendant une période équivalente.

L'Article 31 : Quand les intérêts de l'Etat le commandent, le Roi peut convoquer une session extraordinaire.

L'Article 35 : Enfin, le Roi peut dissoudre l'Assemblée des Représentants du peuple afin de provoquer de nouvelles élections. Le décret, pour une telle dissolution, doit fixer les

nouvelles élections dans un délai de 90 jours après la dissolution.

Le droit de dissolution est évidemment le plus important et dépasse le domaine de la simple réglementation, mais n'oublions pas, comme nous le verrons tout à l'heure à propos du pouvoir exécutif, que tous les actes du Roi doivent être contre-signés par un ministre qui en assume la responsabilité.

En ce qui concerne les rapports du Roi et de l'Assemblée, la Constitution n'indique pas comment le Roi communique avec l'Assemblée. En dehors du discours du trône qui inaugure chaque session, le Roi communique avec l'Assemblée par des messages à l'imitation du Président de la République Française (Constitution de 1875). Les messages sont lus devant l'Assemblée par un Ministre.

Au point de vue législatif proprement dit, le Roi doit signer toute loi émanant de l'Assemblée afin qu'elle puisse être promulguée (Art. 38).

Toutefois, le Roi peut faire échec au pouvoir de l'Assemblée en refusant sa signature et, dans ce cas, le projet de loi doit être soumis à nouveau au vote de l'Assemblée. C'est le droit de veto, déjà prévu par la Constitution provisoire ; en réalité, ce droit est assez illusoire, car si l'Assemblée vote le même texte de loi et si le Roi refuse cependant de l'approuver, la loi est promulguée malgré le veto royal dans un délai de 15 jours. C'est ce qui résulte de l'Article 39, ainsi conçu :

« Lorsque le Roi désapprouve le projet. Après le délai
« d'un mois à dater du jour où ce projet a été soumis au
« Roi par le Président du Conseil des Ministres, l'Assemblée
« y statuera de nouveau par un vote secret sur appel nominal
« sans tenir compte si ledit projet a ou non été renvoyé à
« l'Assemblée dans ce délai. Si l'Assemblée confirme ce pro-
« jet, il sera soumis une seconde fois au Roi. Si le Roi ne le
« revêt pas de sa signature dans les quinze jours, le projet
« peut être immédiatement promulgué et publié comme loi. »

Cet article aura, en principe, une application très rare. Ceci s'explique, comme nous l'avons dit, par l'intervention

des pouvoirs législatif et exécutif dans la confection des lois. Il faut que les deux pouvoirs s'entendent. Or le cas où le Roi, chef des deux pouvoirs, ne veut pas revêtir le projet de loi vote par l'Assemblée de sa signature, est rare. Malgré cette rareté, le Roi Rama VII se servit plusieurs fois de cette disposition pour arrêter les projets de l'Assemblée, le projet de Droits de succession de 2475 (1932) par exemple. Mais dans ce cas, est apparu un fait singulier : le Roi, chef du Pouvoir législatif et exécutif, restait toujours en désaccord avec son Assemblée et son Conseil des Ministres. Son règne cessa bientôt par son abdication.

Tels sont les pouvoirs du Roi, en matière législative. Si l'Article 6 déclare formellement que le Roi a l'exercice du pouvoir, nous voyons, ainsi que nous l'avons déjà indiqué à plusieurs reprises, que ce n'est que pure apparence. L'influence du Roi sur l'Assemblée ne peut être qu'une influence toute personnelle, due à ses qualités d'homme d'Etat et à sa valeur.

Et nous sommes en mesure de dire que si la Constitution définitive a modifié dans ses termes la Constitution provisoire, la seule formule qui puisse caractériser ici le Pouvoir royal est celle qui consiste à déclarer que tout est fait au nom du Roi.

CHAPITRE II

Le Pouvoir Exécutif

L'Article 7 de la Constitution définitive est ainsi conçu : Le Roi exerce le pouvoir exécutif par l'intermédiaire du Conseil des Ministres.

Ce mot de « Conseil des Ministres » a donné lieu bien souvent à des discussions, car certaines traductions (Traductions officielles données par M. Luang Pracherd-aksorluskna, dans son ouvrage) ont cru devoir traduire le mot Thaï « Kana-

rata-montri » par le « Conseil d'Etat » (en Anglais « Council of State »). Aussi les commentateurs de la Constitution Thaï de 2475 (1932) et notamment M. Luang Pracherd-aksorluskna ont-ils dû s'expliquer sur ce silence de la loi constitutionnelle sur des personnages aussi importants que sont les Ministres, détenteurs réels du pouvoir exécutif, et ont été amenés à conclure que les Ministres avaient été absorbés par le Conseil d'Etat, en tant que membres de ce Conseil.

Nous croyons que ces difficultés ne se seraient pas présentées si l'on avait traduit « Kana-rata-montri » par « Conseil des Ministres ». Ce terme se trouve d'ailleurs employé dans certains textes et figure, notamment, comme Council of Ministers dans la traduction officielle anglaise du « Statistical Year Book » Siam de 2478-2479 (1935-1937) où il est dit que le Roi exerce le pouvoir par l'intermédiaire du Conseil des Ministres.

Le Conseil des Ministres est le corps exécutif nommé par le Roi. Il est composé d'un Président et de 14 à 24 ministres (y compris les ministres avec portefeuille et sans portefeuille).

Tout Ministre avec portefeuille, c'est-à-dire désigné pour s'occuper d'un Ministère ou d'un département quelconque, est constitutionnellement responsable vis-à-vis de l'Assemblée pour les actes de ses fonctions.

Les différents Ministères sont à l'heure actuelle : l'Intérieur, les Affaires étrangères, les Finances, les Affaires économiques, l'Agriculture, la Défense nationale, l'Instruction publique, la Justice et la Présidence du Conseil des Ministres.

Ces indications préliminaires étant données, nous étudierons, comme nous l'avons fait pour le pouvoir législatif, la composition du Conseil des Ministres, le rôle de ce Conseil et la part réservée au Roi en tant que chef du pouvoir exécutif.

SECTION I. — *La Composition du Conseil des Ministres*

Aux termes de la Constitution provisoire, le pouvoir exécutif était assuré par le Comité du Parti du peuple. Ce terme

de Comité du Parti du peuple a disparu dans la Constitution définitive et est remplacé par celui de Conseil des Ministres.

Le Conseil des Ministres est composé d'un Président et de 14 à 24 Ministres (Art. 46).

Le Président et 14 des Ministres sont choisis parmi les membres de l'Assemblée des Représentants du peuple. Les autres Ministres pourront être choisis parmi des personnes ayant l'expérience des affaires politiques ou des connaissances spéciales.

Pratiquement, le Premier Ministre est désigné par le Président de l'Assemblée et désigne à son tour ses collaborateurs. Ceci est en vertu de l'Article 46 qui exige le contreseing du Président de l'Assemblée pour la nomination du Président du Conseil des Ministres. Ce fait affaiblit naturellement le Pouvoir royal en écartant son initiative. Mais il doit en être ainsi, parce que le Roi est irresponsable de ses actes politiques.

Tous les Ministres n'ont pas besoin d'être membres de l'Assemblée, mais ils doivent être capables de remplir une fonction politique. L'Article 11 de la Constitution définitive a, par ailleurs, stipulé que les membres de la famille royale les plus élevés en dignité (c'est-à-dire au-dessus du rang de Momchao) ne peuvent avoir aucun rôle politique.

Une différence subsistera cependant entre les Ministres membres de l'Assemblée (qui, notons-le en passant (Art. 49), ne sont pas tenus de démissionner de l'Assemblée) et ceux choisis en dehors de l'Assemblée ; ces derniers, en effet, s'ils peuvent donner et exprimer leur opinion aux réunions de l'Assemblée, n'ont cependant pas le droit de vote.

En ce qui concerne le statut des membres du Conseil des Ministres, disons qu'ils jouissent des mêmes prérogatives que les membres de l'Assemblée : immunité et inviolabilité. D'autre part, ils perdent leur titre de membres du Conseil des Ministres (Art. 51) soit :

par la démission globale du Conseil des Ministres,
par la mort,

par la démission individuelle,
par la perte de l'une des qualités prévues par l'Article 21
(4°),
enfin par un vote de défiance de l'Assemblée.

SECTION II. — *Les Attributions du Conseil des Ministres
et le rôle exécutif du Roi*

Quels sont, au point de vue exécutif, les rôles respectifs du Conseil des Ministres et du Roi puisqu'aussi bien l'Article 7 déclare : le Roi exerce le pouvoir exécutif par l'intermédiaire du Conseil des Ministres.

La Constitution Thaï a consacré le Bicephalisme gouvernemental, puisque le pouvoir exécutif est détenu en commun par le Roi, qui représente un élément stable dans le système politique, et par le Conseil des Ministres, qui constitue l'élément mobile et changeant. Le Roi possède, au point de vue juridique, les attributions exécutives et ces attributions sont exercées en réalité par les Ministres : le Conseil des Ministres et le Président du Conseil.

Le pouvoir exécutif, a pu écrire M. Hauriou, est une institution complexe à l'intérieur de laquelle plusieurs organes gravitent autour de l'idée de volonté exécutive ; en France, il y a non seulement le Président de la République (nous dirons pour la Thaïlande : le Roi) mais le Conseil des Ministres et le Président de ce Conseil.

Si le Roi n'a que les attributions juridiques et que, en réalité, le pouvoir politique appartienne aux Ministres et au Président du Conseil, et si par conséquent l'institution exécutive est bicéphale, il n'est pas permis de séparer les deux têtes de l'institution quand on veut analyser le fonctionnement du pouvoir exécutif.

D'une part, les attributions du pouvoir exécutif lui permettent de promulguer deux sortes de décrets : décrets de nécessité (Art. 52) et décrets royaux (Art. 56).

L'Article 52 nous indique qu'en cas de nécessité, quand une réunion de l'Assemblée des Représentants du peuple ne peut être convoquée à temps, le Roi peut promulguer des décrets de nécessité qui auront provisoirement force de lois. De tels décrets seront soumis à l'Assemblée lors de sa prochaine réunion. Si l'Assemblée donne son approbation, ces décrets auront force de lois, autrement, ils cesseront d'être en vigueur. Mais une telle décision de l'Assemblée ne peut affecter la validité d'aucun acte accompli pendant la période durant laquelle les décrets de nécessité auront eu force de lois. L'approbation ou la désapprobation de l'Assemblée sera signifiée sous forme de loi.

Le terme « décret » qui existait sous l'ancien régime n'avait pas la même signification que ce terme actuel. Il était employé pour désigner les règlements royaux visant certains groupes de personnes, par exemple le statut de certains fonctionnaires.

L'Article 56 permet au Roi de prendre des décrets royaux, à la condition qu'ils ne soient pas en contradiction avec les lois. Par conséquent, ils ne peuvent être promulgués qu'en vertu d'une loi. Ces décrets s'opposent donc aux anciens dans lesquels le Roi ordonnait selon son bon plaisir.

Notons que dans la Constitution provisoire, les décrets de nécessité étaient l'œuvre du Comité du Parti du peuple, tandis que les décrets royaux n'étaient pas prévus.

La Constitution définitive a donc consacré sur ce point un renforcement du Pouvoir royal et il en est de même en ce qui concerne certaines prérogatives attribuées, non plus au Comité du Parti du peuple, mais au Roi. En effet alors que, par exemple, dans la Constitution provisoire, le Comité du Parti du peuple avait le droit de grâce (Art. 30), dans la Constitution définitive ce droit appartient au Roi (Art. 55). Au contraire, le droit d'amnistie appartient à l'Assemblée car ici il s'agit de la promulgation d'une loi. Le Roi a le droit, par ailleurs, de proclamer la Loi martiale (Art. 53). Enfin il jouit

d'attributions spéciales en ce qui concerne la politique extérieure et les relations diplomatiques (Art. 54).

A titre de représentant de la Thaïlande, des attributions diplomatiques sont accordées au Roi dans ses rapports avec les pays étrangers. Il envoie des ministres Thaï auprès des chefs des puissances étrangères et agréé la nomination des ministres plénipotentiaires de celles-ci, en recevant les lettres de créance qui les accréditent auprès de lui. Il dirige les relations extérieures et diplomatiques. Le Roi a, dans ce cas, un rôle plus personnel que dans la politique intérieure, d'autant plus que l'action diplomatique exige une certaine continuité de vues. Or, le Conseil des Ministres ne constitue pas un élément stable. Le Roi conclut également les traités avec les Etats étrangers ; cependant, tout traité qui comporte des clauses territoriales de la Thaïlande (voir l'Article 1^{er}), ou qui nécessite la promulgation d'une loi, doit recevoir l'approbation de l'Assemblée des Représentants du peuple.

Il en résulte que, en dehors de ces exceptions, le Roi peut juridiquement conclure avec les autres pays tous les traités quelle que soit leur nature, et même un traité secret (voir l'Article 40). Mais, en pratique, ce dernier doit être écarté, parce que d'une part, la Thaïlande étant membre de la Société des Nations, doit déposer tous les traités conclus au Secrétariat de ladite Société et, parce que d'autre part, le régime démocratique demande que le peuple soit toujours au courant de la politique.

La dernière prérogative du Roi, concernant ses attributions diplomatiques, est de déclarer la guerre et de faire la paix avec les pays étrangers. En cas de la déclaration de guerre, celle-ci ne devra pas être contraire aux dispositions du covenant de la Société des Nations. Remarquons que la Constitution provisoire était muette quant à la prérogative de faire la paix qui est le corollaire du droit de déclarer la guerre.

D'autre part, étant chef du pouvoir exécutif, le Roi

nomme tous les fonctionnaires civils et militaires conformément aux dispositions de la loi.

Si le Roi a l'initiative au point de vue de l'exercice du pouvoir exécutif et jouit de pouvoirs étendus, n'oublions pas qu'en réalité ses pouvoirs sont beaucoup plus apparents que réels. En effet, le contre-seing ministériel prévu par l'Article 57 de la Constitution déclare que « Sous réserve des stipulations des Articles 32 et 46, toute loi, tout rescrit royal et tout ordre royal relatifs aux affaires de l'Etat doivent être contresignés par un membre du Conseil des Ministres qui, de ce fait, en assume la responsabilité ». Le contre-seing ministériel est une des assises essentielles du système politique Thaï, comme d'ailleurs de toute monarchie parlementaire. En effet, nous savons qu'à la Thaïlande, la personne du Roi est inviolable et sacrée (Art. 3). Le Roi ne peut donc être poursuivi pour quelque faute qu'il puisse commettre, car le Roi ne peut mal faire. En présence de cette irresponsabilité du Roi, il était nécessaire de faire figurer près de lui des individus ou des corps responsables. C'est pourquoi l'Article 57 pose le principe du contre-seing ministériel, complément indispensable et conséquence même de l'irresponsabilité royale. Le rôle juridique du Roi est réduit par là à un rôle personnel.

CHAPITRE III

Le Pouvoir Judiciaire

Malgré son importance, qui en fait un des premiers services d'Etat, ce pouvoir occupe très peu de place dans la Constitution de 2475 (1932). En effet, trois articles seulement y sont consacrés (Art. 58, 59, 60). La Constitution provisoire ne consacrait même qu'un article (Art. 39) au pouvoir judiciaire.

Ceci s'explique par le fait qu'il y avait très peu de changement par rapport aux autres pouvoirs. De plus, le service

était déjà organisé sous l'ancien régime. Il apparaissait relativement indépendant sinon par suite de la non-intervention absolue du gouvernement et du Roi, du moins par une participation fort réduite. Le Roi n'intervenait que dans le cas où la Cour suprême ne pouvait pas trancher la question, soit par l'absence de texte législatif, soit par des inconvénients que présentait l'application du texte. Pourtant cette tendance n'avait d'autres bases que la volonté du Roi et ne reposait pas sur l'idée de la Séparation des pouvoirs. Il suffisait, par conséquent, d'éclaircir cette notion pour lui donner un fondement juridique.

C'est pourquoi l'Article 60 proclame l'indépendance des juges. Ce principe est conforme à celui de la Séparation des pouvoirs.

Sans doute, a-t-on beaucoup discuté sur le point de savoir si la fonction juridictionnelle constituait une fonction différente des deux autres.

M. Duguit, notamment, affirme que l'administration de la justice ne serait qu'une branche du pouvoir exécutif, puisque tous les incidents que peut faire surgir l'application de la loi ne sont en réalité que des mesures d'exécution. MM. Esmein et Nézard, au contraire, professent l'existence d'un pouvoir judiciaire comme troisième pouvoir, fidèles à la théorie de Montesquieu, pour lequel « l'administration de la justice est une manifestation de la Souveraineté nationale distincte du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif et doit constituer un troisième pouvoir ».

Nous croyons qu'en acceptant l'indépendance des juges, les constituants Thaï distinguent la fonction juridictionnelle des deux autres fonctions.

L'indépendance des juges est assurée par un statut spécial en ce qui concerne la nomination, l'inamovibilité et l'avancement.

Remarquons que la sanction de la distinction des trois pouvoirs n'est pas désignée d'une façon aussi nette et claire que celle qui existe dans les lois Françaises (loi des 16-24 août

1790 sur l'organisation judiciaire, titre 2, article 10 ; Constitution du 3 septembre 1791, titre 3, chapitre 5, article 3 et Code pénal, article 127). Seul l'Article 61 sanctionne généralement les dispositions de toute loi qui sont contraires à cette Constitution ou en conflit avec elle en les déclarant nulles et non avenues.

Nous examinerons maintenant l'Article 59 qui déclare que les Tribunaux ne peuvent être établis que par une loi. Le premier fait important à noter est l'inexistence d'une juridiction administrative. Sans doute, à plusieurs reprises, un effort fut-il tenté par certains juristes en vue d'établir dans la Thaïlande une juridiction administrative sur le modèle du système judiciaire français, mais cet effort, jusqu'à ce jour, a toujours été repoussé par le gouvernement.

Les Tribunaux judiciaires sont au nombre de quatre :

Au sommet, se trouve la Cour suprême « Sal Dika » qui joue un rôle analogue à celui de la Cour de Cassation française, jugeant en droit et non en fait.

Au-dessous de la Cour suprême, se trouve la Cour d'appel « Sal Outhon » dont le siège est à Pra-nagara (Bangkok). Il y en a une seule pour toute la Thaïlande ; et de même que les Cours d'appel Françaises, elle juge en droit et en fait et représente une juridiction du deuxième degré.

Les juridictions du premier degré sont les Tribunaux de première instance « Sal Changvad » établis à raison d'un par changvad (Département) et les Justices de paix « Sal Kwaeng » qui se trouvent dans chaque arrondissement. Les Tribunaux de première instance jouent toutefois le rôle de Tribunaux d'appel par rapport aux Justices de paix.

Nous terminerons notre exposé par l'Article 58 qui porte « Le pouvoir judiciaire sera exercé au nom du Roi par les Tribunaux conformément aux lois » et qui est en accord avec l'Article 8 « Le Roi exerce le pouvoir judiciaire par l'intermédiaire des Tribunaux dûment établis par la loi ».

A cet égard, le Pouvoir royal est restreint au droit de faire grâce (Art. 55). Le Roi, chef du pouvoir judiciaire, ne

possède que ce droit, qui est, d'ailleurs, de peu d'importance. Il est accordé, en général, au chef du pays même si celui-ci ne jouit pas des attributions judiciaires.

CHAPITRE IV

Limite de la Séparation des Pouvoirs

Après avoir étudié séparément le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire dans chacune des fonctions qui leur sont propres, il nous reste à conclure sur le principe même de la Séparation des pouvoirs à la Thaïlande.

La Constitution Thaï, avons-nous déjà dit, a établi une Monarchie constitutionnelle à type parlementaire. Or le régime parlementaire, suivant la définition de M. Hauriou (1), peut se caractériser de la manière suivante :

« C'est une forme de gouvernement, à base de régime
« représentatif, et de séparation des pouvoirs souple, dans
« laquelle une collaboration continue est établie, entre le
« pouvoir exécutif et le Parlement composé de deux Cham-
« bres (le nôtre une seule) et dans laquelle un contact conti-
« nuel est maintenu entre ces deux pouvoirs par l'Intermé-
« diaire d'un organe exécutif, qui est le cabinet des ministres,
« lequel partage avec le chef de l'Etat la direction du gouver-
« nement, mais ne peut gouverner qu'en s'assurant la con-
« fiance continue du Parlement, parce qu'il est politique-
« ment responsable devant celui-ci ».

Cette définition peut s'appliquer également au régime politique de la Thaïlande.

M. Luang Pracherd-aksorluksna a pu déclarer que les premiers constituants avaient eu tendance à confondre les

(1) Hauriou : « Précis de Droit Constitutionnel », 2^e éd., p. 360.

pouvoirs puisque l'Article 9 de la Constitution provisoire porte « Le Sénat du peuple a le droit de contrôle sur les affaires du pays ».

Nous pensons au contraire, ainsi que l'indique M. Barthélemy, que le Parlementarisme, réduit à sa plus simple expression, se définit techniquement par ce fait que le Parlement ne se borne pas à un rôle législatif, mais encore contrôle le gouvernement.

En réalité, le Régime parlementaire n'est pas la subordination complète du gouvernement au Parlement, il suppose que le gouvernement et le Parlement sont des pouvoirs séparés, mais non isolés, et collaborants.

Examinons comment ces caractéristiques vont apparaître dans la Thaïlande. Notre étude comprendra deux sections. Tout d'abord pouvons-nous dire que le Parlement a une action sur le Gouvernement ? (Section I). Puis, est-ce que celui-ci, à son tour, a une action sur l'Assemblée ? (Section II).

SECTION I. — *Contrôle de l'Assemblée sur le Gouvernement*

L'Article 40 nous dit que l'Assemblée des Représentants du peuple a le pouvoir de contrôle sur les affaires de l'Etat. Pour exercer ce droit de contrôle, l'Assemblée dispose de deux moyens principaux :

C'est tout d'abord le droit d'interpellation. En séance de l'Assemblée, tout membre a le droit d'interpeller les Ministres sur toutes les matières rentrant dans le domaine de leurs attributions. C'est là, pour l'Assemblée, le moyen de mettre en cause la responsabilité ministérielle, soit à propos d'un fait déterminé, soit au sujet de la politique générale du Cabinet.

L'Assemblée dispose, en outre, d'un autre moyen de contrôle, sans doute moins direct, mais d'une portée beaucoup plus considérable : le vote du budget.

L'Article 37 : Le budget de l'Etat doit être fait en forme de loi. Si le budget n'est pas achevé à temps pour la nouvelle

année, le gouvernement peut appliquer provisoirement le budget de l'année précédente.

Le vote du budget se révèle dans la pratique un instrument de contrôle particulièrement efficace pour l'Assemblée. En effet, la plupart des mesures, prises par le gouvernement, entraînent des dépenses qui doivent figurer aux articles du budget. Le gouvernement qui a besoin de crédits doit les obtenir du Parlement et devra donc nécessairement s'entendre avec ce dernier.

La sanction de ce contrôle de l'Assemblée des Représentants du peuple se traduit par la nécessité pour le Ministère de gouverner avec la confiance de l'Assemblée.

L'Article 50 : Le Conseil des Ministres doit posséder la confiance de l'Assemblée des Représentants du peuple pour la conduite du gouvernement de l'Etat.

L'Article 51 : Le Conseil des Ministres doit se retirer en entier quand l'Assemblée des Représentants du peuple a passé un vote de défiance vis-à-vis du Conseil des Ministres ou quand l'Assemblée qui avait donné sa confiance au Conseil a cessé d'exister.

Ajoutons, enfin (Art. 50, 2^e alinéa) que chaque Ministre est constitutionnellement responsable vis-à-vis de l'Assemblée des Représentants du peuple pour les actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions.

Mais si l'Assemblée a une action sur le gouvernement, celui-ci, de son côté, peut exercer aussi un contrôle sur l'Assemblée.

SECTION II. — *Contrôle du Gouvernement sur l'Assemblée*

Nous allons examiner dans cette section deux questions différentes, à savoir :

1° les moyens de contrôle,

2° le droit de dissolution de l'Assemblée, expression du Pouvoir royal.

§ 1^{er}. — LES MOYENS DE CONTROLE

En ce qui concerne les Ministres, ceux-ci nous le savons, ont le droit de parler à l'Assemblée et c'est là une grande différence entre le gouvernement parlementaire et le gouvernement présidentiel où les membres du gouvernement n'ont pas accès au sein des Chambres.

Rappelons seulement qu'à la Thaïlande, les Ministres qui ne sont pas membres de l'Assemblée, s'ils ont le droit d'exprimer leur opinion aux réunions de ladite Assemblée, n'ont cependant pas le droit de vote.

En ce qui concerne les moyens d'action du chef du gouvernement lui-même, c'est-à-dire du Roi, ils se révèlent être de deux sortes.

Tout d'abord le droit de véto. Ce droit, nous l'avons déjà vu, est un droit illusoire puisque l'Assemblée peut passer outre au refus du Roi de sanctionner une loi, cela en votant une deuxième fois le projet de loi rejeté par le Roi.

Beaucoup plus important est le droit de dissolution de l'Assemblée qui retiendra davantage notre attention.

« Dissoudre le Parlement est faire un acte de haute politique ». Ce droit, extrêmement important par lui-même, constitue en quelque sorte le frein apporté au droit de l'Assemblée de renverser le gouvernement. Le Président du Conseil sait que son cabinet peut être renversé par l'Assemblée, mais celle-ci n'ignore pas que si elle menace de renverser le gouvernement, elle risque la dissolution.

Ce contrôle réciproque est donc un élément essentiel de l'équilibre du régime.

§ 2. — LE DROIT DE DISSOLUTION, EXPRESSION DU POUVOIR ROYAL

La Constitution de 2475 (1932) a confié le droit de dissolution au Roi, parce qu'elle a vu là une sorte de droit d'arbitrage souverain, en cas de conflit entre l'Assemblée et les ministres, droit d'arbitrage que seul le souverain pouvait

exercer parce qu'indépendant et au-dessus du gouvernement et de l'Assemblée.

Sans doute, ce droit de dissolution doit-il être contresigné par un ministre, mais il n'en reste pas moins qu'à la Thaïlande, à l'inverse de ce qui se passait par exemple en France, d'après la Constitution de 1875, pour le Président de la République, le droit de dissolution reste entre les mains du souverain une arme sans doute dangereuse, mais une arme puissante.

Arme puissante, en effet, car, ne l'oublions pas, à la Thaïlande le droit de dissolution n'est pas tempéré comme en France par la nécessité de l'autorisation préalable du Sénat.

Cette autorisation a rendu en effet, en France le droit de dissolution très illusoire, car les députés, membres influents des collèges sénatoriaux, peuvent faire pression sur la Chambre Haute. Il en résulte que la dissolution ne peut être obtenue que par surprise.

A la Thaïlande, le droit de dissolution apparaît comme une manifestation et une affirmation de la personnalité du Roi. En effet, en cas d'accord du Roi et du Président du Conseil, l'Assemblée pourra être aisément dissoute. Les membres de la deuxième catégorie, que l'on a voulu parfois représenter comme formant en quelque sorte une Chambre Haute, se rapprochant du Sénat, sont tous choisis par le Roi et c'est en général parmi eux que se recrutent les Ministres.

Le droit de dissolution ne comporte donc, en dehors de la nécessité du contre-seing ministériel, aucun tempérament.

Arme dangereuse, avons-nous dit également. Le droit de dissolution est en effet une arme à deux tranchants. Elle est, a pu dire M. Duguît, « un appel au peuple suivi du jugement du peuple ». La conséquence en sera le renforcement du Pouvoir royal en face du Parlement si l'élection nouvelle envoie une Assemblée nouvelle ou au contraire le renforcement de l'Assemblée.

La Thaïlande a fait, pour la première fois, l'expérience du droit de dissolution le 10 décembre 2476 (1933) et cette expé-

rience a laissé le souvenir d'un coup d'état comparable à celui de Juillet 1830 en France.

Le Roi, d'accord avec le Premier Ministre, avait tenté, à la faveur d'une dissolution, de ressaisir le Pouvoir tant exécutif que législatif. Cet essai dura quelques semaines mais, en présence de ce retour à l'absolutisme antérieur, une crise se fit jour, crise provoquée par les anciens membres du Comité du peuple.

A la faveur du mouvement révolutionnaire naissant, le cabinet dut démissionner. Le Roi se soumit.

Est-ce à dire qu'à la Thaïlande, le droit de dissolution apparaisse comme un manque de confiance dans le principe de la Représentation populaire et de la Souveraineté nationale ?

Parlant du droit de dissolution en France, Waldeck Rousseau déclarait : « On est arrivé peu à peu à considérer à « partir du 10 juillet 1896 que le mandat législatif est entre « les mains de l'élu comme un bail intangible et on a presque « persuadé au Suffrage universel qu'abroger le mandat qu'il « a confié, lui rendre sa parole, interroger sa volonté, c'est « lui manquer de déférence. »

C'est là la condamnation du droit de dissolution.

A la Thaïlande, au contraire, le droit de dissolution, s'il apparaît comme une arme dangereuse, est cependant regardé (à la seule condition de n'être pas employé d'une manière exclusive au seul profit du Roi, et de n'être pas détourné de son but normal) comme le seul moyen pour le gouvernement de rester en plein accord avec le peuple.

C'est pourquoi en 2481 (1938), une deuxième expérience fut tentée et se révéla plus heureuse. L'Assemblée fut dissoute, mais uniquement parce qu'elle n'était plus la représentation fidèle de l'opinion et des tendances du pays.

La collaboration réciproque des divers organes nécessaires au bon fonctionnement de la vie politique du pays, nous paraît caractériser le nouveau régime institué par la Constitution Thaï de 2475 (1932). Et nous croyons que par là,

les Constituants Thaï se sont montrés les fidèles interprètes de la pensée de Montesquieu, exprimée par cette phrase de l'Esprit des lois :

« La puissance exécutrice doit prendre part à la législation par sa faculté d'empêcher, sans quoi elle sera bientôt « dépouillée de ses prérogatives... Mais si la puissance législative prend part à l'exécution, la puissance exécutrice sera « également perdue... Si le Monarque prenait part à la législation par la faculté de statuer, il n'y aurait plus de liberté. « Mais comme il faut cependant qu'il ait part à la législation « pour se défendre, il faut qu'il y prenne part, par la faculté « d'empêcher (1).

Il en résulte que le droit de dissolution accroît le Pouvoir royal, seulement quand ce droit est employé par le Monarque pour ménager l'opposition entre l'Assemblée et le Gouvernement et non dans un autre but.

CHAPITRE V

Rôle de la Tradition et de la Coutume dans le Royaume actuel de la Thaïlande

L'étude de la Constitution Thaï de décembre 2475 (1932) nous a permis de saisir toute l'influence des idées modernes et la part qui revient aux Constitutions étrangères dans l'élaboration du régime actuel.

Est-ce à dire que les constituants de 2475 (1932) ont fait œuvre entièrement nouvelle et anéanti tout le passé traditionnaliste de la Thaïlande ? Nous ne le pensons pas, et c'est pourquoi après avoir étudié le mécanisme juridique du régime actuel, nous voulons voir ce qui subsiste des traditions ancien-

(1) Montesquieu : « Esprit des Lois », Liv. XI, Ch. VI.

nes et quelles réactions ont été suscitées par l'établissement du régime actuel.

La part des idées anciennes peut se caractériser par un seul mot : la « couronne ». Les formes mêmes du Pouvoir royal n'ont pas changé à la Thaïlande.

Nous avons étudié, dans notre première partie, les caractéristiques du régime absolutiste qui fut celui du Royaume Thaï depuis les origines jusqu'en 2475 (1932).

La Révolution de 2475 (1932), si elle a créé un ordre nouveau, en faisant du Roi de Thaïlande un Monarque parlementaire, a cependant laissé subsister en partie les coutumes et les traditions. Nous pouvons dire que, dans l'ensemble, réserve faite de quelques modifications partielles, tout ce qui a trait à la personne du Roi, à la Couronne et à la famille royale, garde les caractéristiques distinctives de l'ancien Régime et permet de reconnaître le caractère traditionnaliste du peuple Thaï.

Voici ce qui nous paraît intéressant à faire ressortir de l'exposé consacré à ce chapitre :

- l'inviolabilité de la personne royale,
- la succession du trône,
- la Régence,
- la famille royale,
- l'adaptation de la Constitution aux anciennes tendances et traditions.

Nous allons traiter ces différents points successivement.

SECTION I. — *Inviolabilité de la personne royale*

Le Roi de Thaïlande, ainsi que nous l'avons vu, avait toujours été considéré au cours des siècles comme inviolable et sacré. Mais à la différence des Rois de France et d'Angleterre, « Rois par la grâce de Dieu », le Roi de la Thaïlande apparaissait beaucoup plus comme un chef de clan, ce qui nous a permis de considérer le Pouvoir royal comme un pouvoir patriarcal.

Après la Révolution de 2475 (1932), le Roi est devenu quant à l'exercice du pouvoir un Monarque parlementaire, mais il n'en demeure pas moins, dans ses rapports avec ses sujets, le chef suprême de la grande famille Thaï.

La personne du Roi est toujours, à l'époque moderne, inviolable et sacrée (Art. 3). Cette inviolabilité explique que le Roi ne puisse être soumis à l'interpellation de l'Assemblée. Le Roi, en effet, étant une personne sacrée, ne peut mal faire. C'est, reprise par les constituants Thaï, la vieille formule de Palmerston « The King can do no wrong ». La sanction de cette inviolabilité, nous l'avons vu, c'est l'irresponsabilité royale. Le Roi, ne pouvant mal faire, doit cependant agir et quelqu'un doit assurer pour lui la responsabilité de ses actes (c'est l'origine du contre-seing ministériel).

Pour bien préciser ce qu'est, aux termes mêmes de la Constitution, l'inviolabilité royale, le gouvernement, afin de satisfaire l'opinion publique (désireuse de connaître exactement dans quelle mesure la personne du Roi était inviolable et sacrée), déposa sur le Bureau de l'Assemblée une demande d'éclaircissement de cette notion. La Chambre déclara, en réponse, que le Roi ne pouvait être en aucun cas, à raison de ses actes, l'objet de poursuites judiciaires devant une Cour de Justice ou devant l'Assemblée.

Seulement, la Chambre distinguait entre les actes du Roi générateurs de responsabilité civile et les délits qu'il pouvait commettre au point de vue pénal. Dans le premier cas, c'était le Ministre du Palais royal qui seul pouvait être poursuivi et dans le deuxième cas, l'Assemblée devrait procéder selon la Constitution. C'est-à-dire que le cas échéant, les membres de l'Assemblée, ainsi que le Gouvernement, peuvent demander l'avis de l'Assemblée. Cet avis, donné par vote, servira de procédure pour juger les délits du Roi.

Le Roi est le chef suprême de la Religion (Art. 4). Il doit donc être bouddhiste. Sur ce point, la tradition Thaï est toujours respectée. Le peuple Thaï étant en majorité bouddhiste, il était nécessaire que le chef suprême de cette religion le fut

également. Cependant, en ce qui concerne ses rapports avec les autres religions, le Roi de Thaïlande se montre fort conciliant et accorde son patronage à toute religion, assurant même par de nombreux cadeaux la survivance des rites et des cérémonies ancestrales.

Le Roi, enfin, reçoit un traitement, fixé par l'Assemblée. Il émarge au budget et est considéré comme le plus élevé des fonctionnaires, mais son traitement varie suivant la nécessité de ses dépenses (434.115 ticaux = environ 6.511.725 fr.) (1).

SECTION II. — *La Succession au trône*

La succession au trône est réglée par la Loi de 2467 (1924). Comme nous l'avons déjà indiqué, la Couronne est héréditaire dans la famille royale et le Roi peut désigner son successeur en respectant l'ordre de succession établi par la loi, c'est-à-dire en choisissant le fils aîné en ligne directe ou, à son défaut, l'héritier mâle dans la branche la plus proche. Cependant cette simple désignation, à l'inverse de ce qui se passait en France sous l'ancien régime et en Angleterre, à l'heure actuelle, ne suffit pas à conférer le droit de régner à l'héritier choisi, il faut, en outre, qu'au jour de son couronnement, l'héritier prête serment de fidélité à son peuple. Le peuple est présumé reconnaître et accepter le nouveau Monarque.

Sur ce point, les Constituants n'ont point, comme nous l'avons vu, innové. Le mémorandum indique, en effet, la ratification populaire « Anek nikor smosor sommot » qui constitue un ancien usage du pays.

SECTION III. — *La Régence*

Lorsque le Roi se trouve dans l'impossibilité de régner ou est absent, l'Assemblée doit organiser un Conseil de régence à moins que le Roi n'ait déjà désigné lui-même ce Conseil.

(1) Budget de 2479 (1937).

Dans ce cas, l'Assemblée se contente de ratifier ou non la nomination royale. Si elle refuse sa ratification, elle doit nommer elle-même le Conseil de régence. Indiquons toutefois que si les constituants ont sacrifié aux idées Européennes, en accordant le droit de vote aux femmes, en ce qui concerne les prérogatives de la couronne, ils se sont montrés particulièrement respectueux de la tradition. De même qu'une princesse Thaï ne saurait accéder au Trône, de même encore la Régence ne peut être exercée par une femme.

SECTION IV. — *La Famille royale*

En ce qui concerne la famille royale, nous savons qu'avant la Révolution de 2475 (1932), les Conseils royaux (Conseil privé, Conseil d'Etat) ainsi que les principaux collaborateurs du Roi se recrutaient parmi les membres de la famille royale.

Les rédacteurs de la Constitution définitive estimèrent ainsi qu'ils l'ont expliqué dans le mémorandum « qu'en principe, les membres de la famille royale devaient être au-dessus de toutes critiques. Ceci étant, ils ne devaient pas être associés à la vie politique du pays, car une telle association entraîne avec elle à la fois la critique et la louange ».

La Commission soumit cependant ses critiques au Roi et nous indique encore le Mémorandum. Le Roi fit siennes les vues des Constituants. C'est pourquoi ceux-ci furent profondément reconnaissants au Roi.

Traditionnalistes en ce qui concerne les formes du pouvoir, les constituants Thaï ont tenu à respecter la tradition et la coutume, dans la mesure où la survivance du passé n'apportait pas un obstacle au régime parlementaire.

SECTION V. — *Adaptation de la Constitution aux anciennes tendances et traditions*

Et cependant, ce nouveau régime ne s'instaure pas sans quelques heurts et sans quelques soubresauts, sous l'empire

desquels, à diverses reprises, le passé séculaire de la Thaïlande devait revivre et la Monarchie absolutiste tenter de reprendre ses droits.

La première tentative de retour vers le passé fut l'œuvre d'un personnage influent : Praya Manopakorn. Quatre mois après la promulgation de la Constitution, Praya Manopakorn, qui était alors Président du Conseil, incita le Roi à revenir à l'ancien régime. Sa Majesté Prajadhipok, étant en plein accord avec le chef du gouvernement contresignataire des décisions royales, put alors prendre un décret prononçant la dissolution de la Chambre et la suspension de certains articles de la Constitution.

A la faveur de cette dissolution, le Roi d'accord avec son premier Ministre, ressaisit donc l'intégralité du Pouvoir, tant au point de vue exécutif qu'au point de vue législatif.

Les anciens membres du Comité du peuple comprirent que leur œuvre était menacée et, à la faveur d'un mouvement populaire devant lequel le Roi et son premier Ministre devaient s'incliner rapidement, ils rétablirent le régime parlementaire en péril.

De cette première crise, qui devait se traduire par une certaine défiance vis-à-vis du souverain et par l'effacement du Pouvoir royal, le régime parlementaire devait sortir plus fort et la stabilité des institutions constitutionnelles apparaît plus assurée.

Cependant, après deux années de calme, le régime parlementaire devait encore traverser une nouvelle crise en 2477 (1934).

L'initiative du mouvement appartint cette fois non plus au chef même de l'Etat, mais à un prince de la famille royale : le Prince Bovoradej. Celui-ci rencontra dans la campagne des adeptes en faveur d'un retour à l'absolutisme. Le gouvernement dut alors lever une armée régulière et, après un mois d'émeute aux environs de Pra-nagara (Bangkok), la supériorité des forces gouvernementales contraignit le Prince et ses partisans à la retraite.

Quelles étaient exactement les visées du Prince ? Convoitait-il à la faveur d'une victoire le Pouvoir royal pour lui-même ? Avait-il agi, au contraire, au nom du Roi, ce fut là du moins sa prétention, prétention contre laquelle le Souverain s'insurgea d'ailleurs. L'échec subi, empêcha de faire toute lumière sur les causes profondes de cet essai de retour à l'absolutisme.

Mais si le Régime parlementaire se retrouvait plus affermi après cette deuxième crise, une hostilité latente ne tarda pas à se manifester vis-à-vis du Roi. Sa Majesté Prajadhipok se trouvait d'ailleurs en conflit avec le gouvernement. Aussi, dans le courant de l'année 2478 (1935) abdiquait-il en faveur de son neveu et successeur : le Prince Ananda Mahidol, âgé de 14 ans.

La succession au trône se déroula selon les formes et les rites prévus par la Loi de succession de 2467 (1924) et les principes constitutionnels. Désigné par la loi, le jeune Roi fut immédiatement accepté par le peuple.

Etant donnée la minorité du Prince Ananda Mahidol, l'Assemblée dut, conformément à l'Article 10 de la Constitution, organiser un Conseil de Régence, dont les membres furent choisis dans la famille royale et parmi les hauts personnages politiques de la Thaïlande.

Les textes constitutionnels furent fidèlement suivis et nous pouvons dire que l'avènement du Prince Ananda Mahidol semble avoir réalisé la fusion des traditions de l'ancien temps et des idées Européennes consacrées par la Constitution de Décembre 2475 (1932).

*
* *

Après avoir puisé dans les Constitutions Européennes les bases d'un nouveau régime politique destiné à assurer la vitalité du pays, la Thaïlande s'efforce maintenant de réaliser un ordre nouveau qui lui permette le libre développement tant de ses institutions que de sa vie économique.

La Thaïlande est devenue, au cours des dernières années, un Etat puissant, qui prend rang sans doute après les grandes puissances occidentales ou orientales, mais est appelée à concourir, elle aussi, au maintien de l'équilibre mondial.

La Thaïlande est membre de la Société des Nations et de la Cour Internationale de La Haye. Le 5 novembre 2479 (1936), afin de bien montrer qu'elle s'oriente vers une vie économique nouvelle, elle a dénoncé tous ses traités antérieurs avec les puissances étrangères et par la suite a passé de nouvelles conventions (1) avec les grandes puissances.

Ces conventions sont basées sur les principes de réciprocité et d'assistance mutuelle et proclament l'autonomie fiscale et juridictionnelle de la Thaïlande.

L'œuvre des Constituants Thaï trouve sa pleine et entière justification dans le développement de la Thaïlande et elle en constitue le meilleur critérium.

Vu à Caen, le 11 septembre 1940.

Le Professeur chargé d'examiner la Thèse,

P. LAMPUÉ.

Vu : *Le Doyen,*

H. NÉZARD.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Caen, le 14 septembre 1940.

Le Recteur,

DAURE.

(1) Traité avec la Suisse, signé à Berne, le 4 novembre 2480 (1937).

Traité avec la Belgique, signé à Pra-nagara (Bangkok), le 5 novembre 2480 (1937).

Traité avec la Suède, signé à Stockholm, le 5 novembre 2480 (1937).

Traité avec le Danemark, signé à Copenhague, le 5 novembre 2480 (1937).

Traité avec les Etats-Unis, signé à Pra-nagara (Bangkok), le 13 novembre 2480 (1937).

Traité avec la Norvège, signé à Oslo, le 15 novembre 2480 (1937).

Traité avec l'Angleterre, signé à Pra-nagara (Bangkok), le 23 novembre 2480 (1937).

Traité avec l'Italie, signé à Pra-nagara (Bangkok), le 3 décembre 2480 (1937).

Traité avec la France, signé à Pra-nagara (Bangkok), le 7 décembre 2480 (1937).

Traité avec le Japon, signé à Pra-nagara (Bangkok), le 8 décembre 2480 (1937).

Traité avec l'Allemagne, signé à Pra-nagara (Bangkok), le 30 décembre 2480 (1937).

Traité avec les Pays-Bas, signé à Pra-nagara (Bangkok), le 1^{er} février 2480, (1937).

Traité avec le Portugal, signé à Lisbonne, le 2 juillet 2481 (1938).

PREMIÈRE ANNEXE

Acte Constitutionnel pour l'Administration provisoire de la Thaïlande du 27 Juin 2475 (1932) ⁽¹⁾

Attendu que le Comité du peuple demande un Roi constitutionnel pour le progrès du pays.

Attendu que le Roi accepte cette demande.

En conséquence le Roi ordonne que le présent acte entre en vigueur, comme suit :

PREMIERE PARTIE

GÉNÉRALITÉS

Article 1^{er}. — Le pouvoir souverain du pays appartient à l'ensemble du peuple.

Article 2. — Les individus et les corps suivants sont autorisés à exercer le pouvoir pour le compte du peuple, conformément aux dispositions de la Constitution ci-après, savoir :

- 1° Le Monarque.
- 2° L'Assemblée du peuple.
- 3° Le Comité du Parti du peuple.
- 4° Les Tribunaux.

(1) Traduction de l'auteur. Nous nous sommes efforcés de suivre le texte Thaï le plus littéralement possible afin d'en mieux faire saisir l'esprit.

DEUXIEME PARTIE

LE MONARQUE

Article 3. — Le Roi est la plus haute personnalité du pays, les sentences des Tribunaux ou les autres décisions spécialement spécifiées par la loi seront exécutées au nom du Monarque.

Article 4. — Le Monarque du pays est Sa Majesté le Roi Prajadhipok. La succession aura lieu conformément au Kot-monthien-bal de 2467 (1924) et sera aussi basée sur le consentement de l'Assemblée du peuple.

Article 5. — Chaque fois que, par force, le Monarque est dans l'impossibilité d'exercer temporairement ses fonctions ou s'il est absent de la capitale, ses droits seront exercés par le Comité du Parti du peuple.

Article 6. — Le Monarque ne peut être l'objet de poursuites pénales devant les Tribunaux. C'est à l'Assemblée du peuple de statuer en pareil cas.

Article 7. — Pour être légal, tout acte du Monarque doit être approuvé et dûment signé par un ou plusieurs membres du Comité du Parti du peuple, avec le consentement de tout le Comité ; sinon il sera nul et de nul effet.

TROISIEME PARTIE

L'ASSEMBLÉE DU PEUPLE

SECTION I. — *Ses droits et ses devoirs*

Article 8. — L'Assemblée du peuple a le droit de faire toutes les lois, et quand ces lois sont sanctionnées par le Monarque, elles entrent en application.

Lorsque le Monarque n'a pas sanctionné une loi, dans

les sept jours à partir de celui où cette loi lui a été soumise par l'Assemblée du peuple, cela pour le motif qu'il ne désire pas la revêtir de sa signature, il a le droit de la renvoyer à l'Assemblée pour un nouvel examen. Si l'Assemblée persiste dans sa première décision et si le Monarque n'y donne pas son agrément, l'Assemblée peut promulguer le projet comme loi.

Article 9. — L'Assemblée du peuple a le droit de contrôler les affaires du pays et se réserve celui de révoquer les membres du Comité du Parti du peuple ou tous fonctionnaires du gouvernement.

SECTION II. — *Représentants du Peuple*

Article 10. — Les membres de l'Assemblée du peuple sont répartis de la façon suivante au cours de différentes périodes :

1^{re} période. — Du jour de l'entrée en vigueur de cette Constitution jusqu'au moment où les membres de la seconde période occuperont leurs sièges, le Parti du peuple désignera les contrôleurs militaires qui exerceront provisoirement le pouvoir au nom du peuple, le nombre des membres de l'assemblée du peuple sera de soixante.

2^e période. — Durant une période de six mois, ou jusqu'au moment où les affaires du pays seront complètement en ordre, il y aura deux catégories de membres de l'Assemblée du peuple siégeant conjointement, savoir : 1^{re} catégorie : Un représentant nommé par le peuple pour chaque changvad (département). Tout changvad (département) ayant plus de 100.000 habitants a le droit de nommer un représentant supplémentaire pour chaque 100.000 ou fraction de ce chiffre (cette fraction étant supérieure à la moitié).

2^e catégorie. — Ceux qui ont été membres de l'Assemblée du peuple pendant la première période auront dans la nouvelle Assemblée du peuple une représentation égale à celle de la 1^{re} catégorie. S'il y a plus de membres de deuxième caté-

gorie, un vote décidera lesquels seront membres de l'Assemblée ; et si le nombre n'est pas atteint, les membres nommeront d'autres personnes pour les compléter, jusqu'à ce qu'il soit atteint.

3^e période. — Quand plus de la moitié des habitants du royaume aura passé l'examen préliminaire d'enseignement, et dans une période n'excédant pas dix ans à partir du jour de l'entrée en vigueur de cette Constitution, les membres de l'Assemblée du peuple seront directement nommés par le peuple lui-même. Les membres de la deuxième catégorie ne feront plus partie de l'Assemblée.

Article 11. — Sont éligibles comme représentants de la 1^{re} catégorie les individus suivants :

1° Ceux qui ont subi avec succès l'examen sur la politique conformément au programme de l'Assemblée du peuple ;

2° ceux qui ont atteint l'âge de vingt ans révolus ;

3° ceux qui ne sont pas frappés d'une incapacité ou d'une quasi-incapacité légale ;

4° ceux qui n'ont pas été l'objet d'un jugement des Tribunaux entraînant la perte de l'éligibilité ;

5° ceux qui possèdent la nationalité Thaï selon la loi ;

6° ceux qui aspirent à être nommés représentants de la première catégorie dans la deuxième période doivent d'abord recevoir la recommandation de membres de la première période, afin qu'il ne puisse y avoir de doute quant à leur conduite.

Article 12. — La nomination des membres des catégories 1 et 2 se fera de façon suivante :

1. Les habitants du Mû-ban (village ou commune) nommeront un délégué qui votera pour le représentant d'un Tambol (district).

2. Les représentants des Mû-ban (villages ou communes) choisiront un représentant pour un Tambol (district).

3. Les représentants des Tambol (districts) choisiront les membres de l'Assemblée du peuple.

L'élection des membres de la troisième période se fera conformément à une loi qui sera promulguée ultérieurement.

Article 13. — Les Représentants de la 1^{re} catégorie resteront en fonctions pendant quatre ans à compter de la date de leur nomination. Néanmoins, si la 3^e période commence alors que les représentants de la 2^e n'ont pas encore exercé leurs fonctions pendant quatre années, ceux-ci devront se retirer au moment où entreranno en fonctions les représentants de la 3^e période.

S'il se produit une vacance parmi les représentants pour une cause autre que leur renouvellement, les membres de l'Assemblée nommeront un remplaçant ; mais le nouveau représentant ne restera en fonctions que jusqu'à la date où celui qu'il remplace avait le droit d'y rester.

Article 14. — Le peuple entier, sans distinction de sexe, a le droit de vote pour la nomination des représentants des villages, quand il remplit les conditions énumérées à l'article 11.

Article 15. — Si dans la nomination d'un représentant au vote populaire il y a égalité de suffrages, il sera procédé à un second tour de scrutin, et s'il y a de nouveau égalité, un arbitre sera choisi par les intéressés pour décider.

Article 16. — La cessation des fonctions d'un représentant doit avoir lieu en dehors de l'achèvement de la période (pour laquelle il a été nommé S. S.), lorsqu'il ne satisfait plus à toutes les conditions énumérées à l'article 11, ou en cas de décès, ou s'il est révoqué par une décision de l'Assemblée pour cause de mauvaise conduite.

Article 17. — Au cas où une action pénale est intentée contre un membre de l'Assemblée du peuple, le tribunal devra préalablement obtenir l'autorisation de l'Assemblée pour que l'affaire puisse suivre son cours.

SECTION III. — *Les Séances de l'Assemblée du peuple*

Article 18. — Les membres éliront l'un d'entre eux comme président de l'Assemblée, afin de diriger les travaux ; il y aura un vice-président pour le remplacer en cas d'absence.

Article 19. — Si le président est absent ou ne peut assister à la séance, le vice-président est chargé de veiller au bon ordre de l'Assemblée et de pourvoir à ce que ses délibérations aient lieu conformément au règlement.

Article 20. — Si le président et le vice-président sont tous les deux absents d'une séance, les membres peuvent nommer un président temporaire.

Article 21. — Le droit de fixer les dates des séances ordinaires appartient à l'Assemblée.

Une séance extraordinaire peut avoir lieu lorsque quinze membres au moins en font la demande, ou que la demande en est faite par le Comité du Parti du peuple. La fixation de la date d'une réunion extraordinaire est faite par le président ou son représentant.

Article 22. — A toutes les séances, la présence de la moitié au moins du nombre total des membres est nécessaire pour constituer le quorum.

Article 25. — La majorité des votes décide dans toutes les questions mises en discussion, chaque membre ayant droit à une voix. En cas d'égalité des votes, le président a voix prépondérante.

Article 24. — Aucun membre ne pourra être tenu pour responsable à raison de déclaration ou de propositions faites par lui à une séance, et nul ne pourra le poursuivre de ce chef.

Article 25. — Dans toutes les séances, le président doit établir un procès-verbal et celui-ci doit être modifié (s'il y a lieu S. S.) et dûment signé par les membres, pour être finalement certifié exact par le président.

Article 26. — L'Assemblée a le droit de nommer des commissions pour exercer toute activité quelconque, ou pour procéder à examen ou enquête ou pour établir un rapport sur un sujet déterminé qui doit être soumis à une séance à fin de discussion et de vote. Si l'Assemblée n'a pas nommé de président, les membres de la commission peuvent en nommer un parmi eux.

Les commissions ont le droit d'inviter toute personne, quelle qu'elle soit, à donner son opinion ; les commissions et les personnes ainsi invitées ont le droit d'exprimer leurs opinions dans les conditions fixées par l'article 24.

Trois membres au moins doivent assister aux séances d'une commission. Mais, si une commission est composée seulement de trois membres, la présence de deux d'entre eux est considérée comme suffisante.

Article 27. — L'Assemblée a le pouvoir de faire des règlements relatifs à ses délibérations afin de procéder conformément à la Constitution (au début, elle suivra les règles et règlements du Conseil privé qui ne sont pas en contradiction avec cette Constitution).

QUATRIEME PARTIE

LE COMITÉ DU PARTI DU PEUPLE

SECTION I. — *Ses droits et ses devoirs*

Article 28. — Le Comité du Parti du peuple a le droit et le devoir d'agir conformément aux vœux de l'Assemblée du peuple.

Article 29. — Si un cas de nécessité se présente et si le Comité ne peut convoquer une réunion de l'Assemblée du peuple en temps voulu et si le Comité du Parti du peuple estime opportun de faire une loi pour répondre à la nécessité,

il peut le faire, mais il doit, aussitôt que possible, soumettre cette loi à l'approbation de l'Assemblée du peuple.

Article 30. — Le Comité du Parti du peuple a le droit de remettre les peines ou de faire grâce, mais doit au préalable demander l'autorisation du Monarque.

Article 31. — Les différents Ministres sont tenus pour responsables devant le Comité du Parti du peuple en toutes matières. Tout acte qui est contraire à un ordre ou à un règlement du Parti du peuple ou accompli contrairement aux dispositions de cette Constitution, doit être considéré comme nul et de nul effet.

SECTION II

Le Comité du Parti du peuple et les autorités permanentes

Article 32. — Le Comité du Parti du peuple est composé d'un président et de quatorze membres du Comité, soit au total quinze (pour former le Comité S. S.).

Article 33. — L'Assemblée doit désigner un de ses membres comme président et celui-ci doit désigner quatorze autres membres de l'Assemblée pour le Comité. Ces nominations, quand elles sont approuvées par l'Assemblée, sont définitives; et lorsque l'Assemblée estime que le Comité ne réalise pas la politique gouvernementale de l'Assemblée, elle peut révoquer le Comité et en choisir un autre.

Article 34. — Lorsqu'un membre du Comité cesse de remplir les conditions énumérées à l'article 11, ou s'il meurt, l'Assemblée nomme son successeur.

Lorsque l'Assemblée qui a nommé un Comité arrive à l'expiration de son mandat, les membres du Comité cessent automatiquement leurs fonctions.

Article 35. — La nomination et la révocation des ministres font partie de prérogative du Monarque. Ce pouvoir du

Monarque peut être exercé suivant les recommandations du Comité du Parti du peuple.

Article 36. — Les négociations politiques avec les pays étrangers doivent être menées par le Comité du Parti du peuple, qui a le pouvoir de nommer les représentants du pays.

Toute phase desdites négociations doit être soumise au Monarque par le Comité du Parti du peuple.

Le pouvoir de ratification des traités appartient au Monarque, mais celui-ci doit exercer ce pouvoir, conformément à la recommandation du Comité du Parti du peuple.

Article 37. — Le droit de déclarer la guerre appartient au Monarque ; mais celui-ci doit exercer ce pouvoir conformément à la recommandation du Comité du Parti du peuple.

SECTION III. — *Réunions*

Article 38. — Les règlements relatifs aux réunions du Comité du Parti du peuple sont ceux de la troisième partie.

CINQUIÈME PARTIE

TRIBUNAUX

Article 39. — La solution des litiges en cours devant les Tribunaux doit être donnée conformément aux lois existantes.

Proclamé le 27 Juin 2475 (1932) et mis en vigueur immédiatement.

PRAJADHIPOK P. R.

DEUXIÈME ANNEXE

Constitution du Royaume de Thaïlande **promulguée le 10 Décembre 2475 (1932)**

PRAJADHIPOK, ROI DE THAÏLANDE **L'ÈRE BOUDHISTE DE 2475 (1932)**

Dans le palais d'Ananda-samakom, lors de la Réunion des membres de la famille royale, ainsi que des corps diplomatiques étrangers, des représentants du peuple, et des fonctionnaires du Royaume, le Roi déclare que les fonctionnaires civils et militaires (d'une part S. S.) et son peuple (d'autre part S. S.), lui ont demandé d'avoir une Constitution, en vue d'assurer à la Thaïlande le même principe d'administration que celui qui régit à l'heure actuelle les autres pays civilisés.

Le Roi rappelle que les souverains de la dynastie de Chakri ont régné sur le Royaume selon un régime absolutiste limité par les Tospitra-Raja-tana-Chanya (1) pendant 150 ans, poursuivant sans cesse le développement du pays jusqu'à l'heure actuelle où l'instruction s'étant répandue, les fonctionnaires se révèlent aptes, au point de vue politique, à conduire le pays à la civilisation.

(En présence de cet état de choses S. S.) le Roi juge bon d'accorder à ses fonctionnaires et à son peuple une participation dans l'administration du pays.

(1) Les règles morales qui s'imposent au Roi. Voir page 27.

En conséquence, le Roi a accordé une Constitution provisoire le 27 juin 2475 (1932), Constitution selon laquelle l'Assemblée et le Comité du Parti du peuple dirigent temporairement la politique du gouvernement. Le Roi a ordonné ensuite que l'Assemblée (par sa Commission S. S.) rédige une Constitution définitive.

Maintenant la Commission a accompli sa tâche et l'Assemblée a voté le projet de cette Constitution. Le Roi, après avoir bien réfléchi, donne son approbation. Le Roi ordonne donc que la présente Constitution soit mise en vigueur dès aujourd'hui.

Le Roi souhaite que cette Constitution soit le principe fondamental de l'administration, étant la source du bonheur du peuple, et qu'elle guide la Thaïlande vers la prospérité. Le Roi souhaite enfin le maintien de la solidarité pour conserver cette Constitution.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er}. — Le Royaume de Thaïlande est un et indivisible.

Le peuple Thaï, quelle que soit sa race ou sa religion, est également en droit de recevoir la protection de cette Constitution.

Article 2. — Le pouvoir souverain émane de la nation Thaï. Le Roi, qui est le chef de la nation, exerce ce pouvoir conformément aux dispositions de la présente Constitution.

CHAPITRE PREMIER

LE ROI

Article 3. — La personne du Roi est sacrée et inviolable.

Article 4. — Le Roi doit professer la foi bouddhiste et être le soutien de la religion.

Article 5. — Le Roi est le chef des forces militaires Thaï.

Article 6. — Le Roi exerce le pouvoir législatif sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée des Représentants du peuple.

Article 7. — Le Roi exerce le pouvoir exécutif par l'intermédiaire du Conseil des Ministres.

Article 8. — Le Roi exerce le pouvoir judiciaire par l'intermédiaire des Tribunaux dûment établis par la loi.

Article 9. — Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée des Représentants du peuple, la succession au trône aura lieu conformément à la « Loi sur la succession de 2467 (1924).

Article 10. — Si le Roi propose de s'absenter du Royaume, ou si, pour une raison quelconque, il est dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, le Roi nommera un régent ou un conseil de régence avec l'approbation de l'Assemblée des Représentants du peuple. Si le Roi ne procède pas à cette nomination, ou s'il est dans l'impossibilité d'y procéder, l'Assemblée y procédera elle-même. En attendant la nomination d'un régent ou d'un conseil de régence par l'Assemblée, le Conseil des Ministres exercera provisoirement les attributions du régent.

Article 12. — Les membres de la famille royale à partir du rang de Mom-chao et au-dessus par naissance ou par nomination, sont en dehors de la politique.

CHAPITRE II

DROITS ET DEVOIRS DES THAÏ

Article 12. — Sous réserve des dispositions de cette Constitution, tous les individus sont égaux devant la loi. Les titres acquis par naissance, par concession, ou autrement ne confèrent aucun privilège.

Article 13. — Chacun est entièrement libre de professer toute religion ou foi et d'exercer le genre de culte correspondant à sa propre croyance, pourvu qu'il ne soit pas contraire aux devoirs d'un citoyen ou à l'ordre public ou à la morale publique.

Article 14. — Sous réserve des dispositions de la loi, chacun jouit d'une entière liberté de personne, de domicile, de propriété, de parole, d'écrit, de publication, d'enseignement, de réunion publique, d'association ou de profession.

Article 15. — Chacun a le devoir de respecter la loi, de défendre le pays, et d'aider le gouvernement par le paiement des impôts et d'autre manière, sous les conditions et de la façon prescrites par la loi.

CHAPITRE III

L'ASSEMBLÉE DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE

Article 16. — L'Assemblée des Représentants du peuple sera composée de membres élus par le peuple.

Article 17. — La qualité nécessaire pour être électeur et candidat à l'élection, le mode d'élection et le nombre des membres de l'Assemblée des Représentants du peuple seront fixés par la loi électorale.

Article 18. — Les membres de l'Assemblée des Représentants du peuple seront élus pour une période de quatre ans. Si une vacance se produit parmi les membres autrement que par l'expiration de la période prescrite, un nouveau membre sera élu pour pourvoir à la vacance ; mais il n'exercera la fonction que pour le reste de la période non expirée.

Article 19. — Avant d'entrer en fonctions, les membres de l'Assemblée des Représentants du peuple s'engageront devant l'Assemblée par une déclaration solennelle, à soutenir et observer cette Constitution.

Article 20. — Les membres de l'Assemblée des Représentants du peuple sont les représentants de la nation Thaï entière, et non pas seulement de ceux qui les ont élus. Ils doivent exercer leurs attributions conformément aux injonctions de leur conscience et ne sont liés par aucun mandat impératif.

Article 21. — La qualité de membre de l'Assemblée des Représentants du peuple prend fin :

1° par l'expiration de la période prescrite ou par la dissolution de l'Assemblée ;

2° par décès ;

3° par démission ;

4° par la perte de l'une des qualités requises pour être candidat à l'élection prescrites par la loi électorale ;

5° par la révocation prononcée par l'Assemblée, lorsque celle-ci estime que la conduite du membre dont s'agit est susceptible d'être préjudiciable à ses intérêts. Une telle résolution nécessite la majorité des deux tiers des membres présents.

Article 22. — Le Roi nommera, sur la désignation du président et du ou des vice-présidents de l'Assemblée, les membres de l'Assemblée des Représentants du peuple conformément au vote de celle-ci.

Article 23. — Le Président de l'Assemblée des Représentants du peuple dirigera les débats de l'Assemblée conformément au règlement. Le Vice-Président remplacera le président quand celui-ci sera absent ou dans l'impossibilité d'exercer ses attributions.

Article 24. — Au cas où ni le président, ni le ou les vice-présidents n'assistent à une séance de l'Assemblée, les membres présents éliront parmi eux un président temporaire pour diriger cette séance.

Article 25. — A toute séance de l'Assemblée des Représentants du peuple, la présence d'un tiers du nombre total de ses membres formera le quorum.

Article 26. — A moins de dispositions spéciales contraires à cette Constitution, toutes les questions seront décidées à la majorité des votes par l'Assemblée des Représentants du peuple.

Chaque membre n'aura qu'une voix. En cas de partage, le président de la séance aura voix prépondérante.

Article 27. — Les membres de l'Assemblée des Représentants du peuple bénéficient d'une immunité complète pour les paroles prononcées par eux au cours des séances soit en vue de dresser un rapport, soit pour exprimer leur opinion ou expliquer leur vote. Aucune procédure légale, quelle qu'elle soit, ne peut être engagée contre eux.

Ce privilège s'étend à l'impression et à la publication des procès-verbaux de la séance ordonnées par l'Assemblée, et aussi aux exposés de faits et d'opinions faits à l'Assemblée par les personnes qui y ont été invitées par elle.

Article 28. — L'Assemblée des Représentants du peuple aura, chaque année, une ou plusieurs sessions régulières, suivant qu'il en sera décidé. La première session régulière sera convoquée au plus tard quatre-vingt-dix jours après l'élection. La date des sessions régulières sera fixée par l'Assemblée.

Article 29. — La durée d'une session régulière de l'Assemblée des Représentants du peuple sera de quatre-vingt-dix jours, mais cette durée peut être prolongée par le Roi. Le Roi peut également, pendant la période de quatre-vingt-dix jours, proroger la session.

Article 30. — Le Roi convoque l'Assemblée des Représentants du peuple pour sa session régulière, ouvre la session et en prononce la clôture. Le Roi peut ouvrir la session en personne ou charger l'héritier au trône, s'il est majeur, ou le président du Conseil des Ministres, d'accomplir la cérémonie à sa place.

Article 31. — Chaque fois que l'intérêt de l'Etat l'exige, le Roi peut convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée.

Article 32. — Un tiers au moins du nombre total des membres de l'Assemblée peut, toutes les fois qu'il l'estime nécessaire dans l'intérêt de l'Etat, adresser au président de l'Assemblée, une demande le requérant de solliciter du Roi la convocation d'une session extraordinaire. En ce cas, le président de l'Assemblée devra adresser cette demande au Roi et contresigner l'ordre royal.

Article 33. — Pendant la session de l'Assemblée des Représentants du peuple, si une action criminelle est intentée contre l'un de ses membres, le tribunal doit obtenir l'autorisation de l'Assemblée avant que l'affaire soit jugée. La poursuite du tribunal ne doit pas entraver la liberté du membre pour assister aux séances de l'Assemblée.

Cependant, les procédures judiciaires antérieures à la nomination demeurent valables.

Article 34. — Pendant la durée des sessions de l'Assemblée, aucun de ses membres ne peut être arrêté ou détenu, sauf le cas de flagrant délit, auquel cas, avis en doit être donné sans délai au président de l'Assemblée. Celui-ci peut ordonner la remise en liberté du prisonnier.

Article 35. — Le Roi a la prérogative de dissoudre l'Assemblée des Représentants du peuple en vue de faire procéder à de nouvelles élections.

Le décret de dissolution doit prescrire que les nouvelles élections auront lieu dans une période de quatre-vingt-dix jours.

Article 36. — Toute loi ne peut être promulguée que par et avec l'avis et le consentement de l'Assemblée des Représentants du peuple.

Article 37. — Le budget annuel de l'Etat doit être fait en forme de loi. Si le budget n'est pas achevé à temps pour la nouvelle année, le gouvernement peut appliquer provisoirement le budget de l'année précédente.

Article 38. — Après qu'un projet de loi a été voté par

l'Assemblée des Représentants du peuple, le président du Conseil des Ministres doit le soumettre à la signature du Roi, et il entrera en vigueur après sa publication dans le Rajakija-nubeksa (1).

Article 39. — Lorsque le Roi désapprouve le projet. Après le délai d'un mois à dater du jour où ce projet a été soumis au Roi par le Président du Conseil des Ministres, l'Assemblée y statuera de nouveau par un vote secret sur appel nominal sans tenir compte si ledit projet a ou non été renvoyé à l'Assemblée dans le délai. Si l'Assemblée confirme ce projet, il sera soumis une seconde fois au Roi. Si le Roi ne le revêt pas de sa signature dans les quinze jours, le projet peut être immédiatement promulgué et publié comme loi.

Article 40. — L'Assemblée des Représentants du peuple a le pouvoir de contrôle sur les affaires de l'Etat.

En séance de l'Assemblée, tout membre a le droit d'interpeller les Ministres sur toutes les matières rentrant dans le domaine de leurs attributions. Mais ceux-ci peuvent cependant refuser de répondre s'ils estiment que la matière en question ne doit pas encore être rendue publique, pour des raisons de sécurité publique ou d'intérêt vital de l'Etat.

Article 41. — L'Assemblée des Représentants du peuple se réserve le droit d'émettre un vote de défiance contre les Ministres, individuellement ou collectivement.

Toute motion de ce genre ne peut cependant être soumise au vote le jour où elle est discutée.

Article 42. — Les séances de l'Assemblée des Représentants du peuple sont publiques, conformément au règlement de l'Assemblée. Toutefois des séances secrètes peuvent avoir lieu sur la requête du Conseil des Ministres ou de quinze membres au moins.

Article 43. — L'Assemblée des Représentants du peuple

(1) Journal Officiel.

a le pouvoir de nommer des commissions ordinaires composées de ses membres, ou des commissions spéciales composées de ses membres et de personnes étrangères à l'Assemblée, aux fins d'agir ou de procéder à une enquête sur toute question rentrant dans le domaine de l'Assemblée, et de soumettre un rapport à l'Assemblée. Ces commissions ont le pouvoir de citer toute personne apte à donner des explications ou son opinion sur la matière faisant l'objet de l'affaire ou de l'enquête.

Les privilèges de l'Assemblée, tels qu'ils sont fixés à l'article 27 de cette Constitution, s'étendent aussi aux personnes qui remplissent leurs fonctions conformément aux dispositions du présent article.

Article 44. — Aux séances des commissions mentionnées à l'article 43, la présence de la moitié du nombre total des membres constitue le quorum.

Article 45. — L'Assemblée des Représentants du peuple a le pouvoir d'établir des règles pour la tenue des séances et la conduite de ses délibérations conformément aux dispositions de cette Constitution.

CHAPITRE IV

LE CONSEIL DES MINISTRES

Article 46. — Le Roi nomme un Conseil des Ministres, composé d'un président et de quatorze à vingt-quatre Ministres.

La nomination du Président des Ministres doit être contresignée par le Président de l'Assemblée. Le Conseil des Ministres est chargé de la direction du gouvernement de l'Etat.

Article 47. — Le Président et quatorze Ministres doivent être choisis parmi les membres de l'Assemblée des Représen-

tants du peuple. Les autres Ministres peuvent être choisis parmi les personnes ayant des connaissances ou une expérience spéciale. Ces personnes peuvent n'être pas membres de l'Assemblée, mais doivent être aptes à occuper une situation politique.

Article 48. — Les Ministres qui ne sont pas membres de l'Assemblée des Représentants du peuple peuvent assister aux séances de l'Assemblée et y exprimer leur opinion mais ils n'ont pas droit de vote.

Les privilèges énumérés à l'article 27 s'appliquent à eux mutatis mutandis.

Article 49. — La nomination d'un membre de l'Assemblée des Représentants du peuple comme Ministre ne l'oblige pas à renoncer à sa qualité de membre de l'Assemblée.

Article 50. — Le Conseil des Ministres doit posséder la confiance de l'Assemblée des Représentants du peuple dans la conduite des affaires de l'Etat.

Un Ministre qui a été chargé d'un ministère est constitutionnellement responsable vis-à-vis de l'Assemblée pour les actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions. Mais tout Ministre, qu'il ait été ou non chargé d'un ministère, est collectivement responsable de la politique générale du gouvernement.

Article 51. — Le Conseil des Ministres doit démissionner en corps quand l'Assemblée des Représentants du peuple a émis un vote de défiance contre le Conseil, ou quand l'Assemblée qui lui a donné un vote de confiance a cessé d'exister. Dans les deux cas, le Conseil démissionnaire doit rester en charge jusqu'à ce que le nouveau Conseil assume ses fonctions.

En outre, la qualité de membres du Conseil des Ministres prend fin individuellement :

1° par décès ;

2° par démission ;

- 3° par perte des qualités requises par l'article 21 (4) ;
- 4° à la suite d'un vote de défiance émis par l'Assemblée.

Article 52. — En cas de nécessité, lorsqu'une réunion de l'Assemblée des Représentants du peuple ne peut être convoquée en temps utile, le Roi peut prendre des décrets de nécessité qui ont provisoirement force de loi.

De tels décrets seront soumis à l'approbation de l'Assemblée dès sa prochaine réunion. Si elle les approuve, ils deviendront désormais des lois ; dans le cas contraire, ils cesseront d'être en vigueur. Néanmoins, cette décision de l'Assemblée n'affectera pas la validité des actes faits pendant la période où les décrets de nécessité étaient en vigueur.

L'approbation ou la désapprobation de l'Assemblée sera exprimée en forme de loi.

Article 53. — Le Roi proclame la loi martiale dans les conditions et de la manière prescrites par la législation prévue en cette matière.

Article 54. — Le Roi a la prérogative de déclarer la guerre, de faire la paix et de conclure les traités avec les Etats étrangers.

Une déclaration de guerre ne peut intervenir que si elle n'est pas contraire aux dispositions du Pacte de la Société des Nations. Les traités qui prévoient une modification du territoire de la Thaïlande ou l'application de dispositions pour lesquelles une loi est nécessaire, doivent recevoir l'approbation de l'Assemblée des Représentants du peuple.

Article 55. — Le droit de faire grâce appartient au Roi.

Article 56. — Le Roi peut rendre des décrets royaux, à condition qu'ils ne soient pas en contradiction avec les lois.

Article 57. — Sous réserve des stipulations des Articles 32 et 46, toute loi, tout rescrit royal et tout ordre royal relatifs aux affaires de l'Etat doivent être contresignés par un membre du Conseil des Ministres qui, de ce fait, en assume la responsabilité.

CHAPITRE V

LES TRIBUNAUX

Article 58. — Le pouvoir judiciaire sera exercé au nom du Roi par les Tribunaux conformément aux lois.

Article 59. — Les Tribunaux ne peuvent être établis que par une loi.

Article 60. — Les juges sont indépendants dans le jugement des procès et le prononcé de leur sentence conformément aux lois.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

Article 61. — Les dispositions de toute loi qui sont contraires à cette Constitution ou en conflit avec elle sont nulles et non avenues.

Article 62. — Le droit absolu d'interpréter cette Constitution appartient exclusivement à l'Assemblée des Représentants du peuple.

Article 63. — Cette Constitution ne peut être modifiée que dans les conditions suivantes :

1° Une motion d'amendement ne peut être faite que par le Conseil des Ministres ou par un quart au moins du nombre total des Membres de l'Assemblée des Représentants du peuple.

2° Quand une motion a été adoptée, elle doit être laissée en suspens pendant un délai d'un mois. A l'expiration de ce délai, la motion doit être soumise de nouveau à l'Assemblée.

3° Le vote doit avoir lieu sur appel nominal, et le nombre des votes en faveur de l'amendement doit être au moins des trois quarts du nombre total des membres de l'Assemblée.

Quand, à ces deux reprises, le vote aura eu lieu de la façon ci-dessus prescrite, il sera procédé conformément aux articles 38 et 39.

CHAPITRE VII

ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CONSTITUTION ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 64. — Sous réserve des dispositions de ce chapitre, la Constitution entrera en vigueur à dater du jour de sa publication.

Article 65. — Jusqu'à l'époque où plus de la moitié du nombre total des citoyens appelés à voter pour les candidats à l'Assemblée des Représentants du peuple en vertu de cette Constitution auront passé leur examen d'instruction primaire, et au plus tard dix ans après la date où est entrée en vigueur la Constitution provisoire de la Thaïlande de 2475 (1932), l'Assemblée des Représentants du peuple sera composée de deux catégories de membres en nombre égal :

1° les membres de la première catégorie sont ceux qui seront élus par le peuple aux conditions fixées par les articles 16 et 17 ;

2° les membres de la seconde catégorie sont ceux qui seront nommés par le Roi conformément à la loi sur l'élection des membres de l'Assemblée des Représentants du peuple pendant la période d'application des dispositions transitoires de la Constitution provisoire de la Thaïlande de 2475 (1932).

Article 66. — Si pendant la période visée à l'article 65, il est procédé à une dissolution de l'Assemblée des Représentants du peuple conformément aux dispositions de l'article 35, ladite dissolution ne produira effet qu'à l'égard des membres de la première catégorie.

Article 67. — Sous réserve des dispositions de l'article 21 (2°, 3°, 4°, 5°), les membres de la deuxième catégorie occuperont leurs sièges pendant toute la période fixée par l'article 65 ; mais ils ne pourront se réunir en Assemblée si cette dernière est dissoute conformément à l'article 35.

Article 68. — A partir de l'entrée en vigueur de cette Constitution jusqu'au moment où les membres prévus à l'article 65 auront assumé leurs fonctions, l'Assemblée des Représentants du peuple sera toujours composée de soixante-dix membres qui ont été nommés en vertu de la Constitution provisoire de la Thaïlande de 2475 (1932).

Contresigné :

Le Président du Comité du Parti du peuple,

PRAYA MANO-PAKORN-NITITHADA.

BIBLIOGRAPHIE

1. — LIVRES ET ARTICLES

- ANSON (W. R.). — *Loi et Pratique constitutionnelles de l'Angleterre*. Traduction de C. GANDILHON. (2 vol.): *Le Parlement et La Couronne*. V. Giard et E. Brière, Paris, 1903 et 1905.
- ALIBERT (R.). — *Le Contrôle juridictionnel de l'Administration*. Payot, Paris, 1926.
- BARTHÉLEMY (J.). — *Précis de Droit constitutionnel*. Dalloz, Paris, 1933.
- BARTHÉLEMY (J.) et DOUEZ (P.). — *Traité élémentaire de Droit constitutionnel*. Même Librairie, 1925.
- BERTHÉLEMY (H.). — *Traité élémentaire de Droit administratif*, 13^e édit. A. Rousseau, Paris, 1933.
- BOWRING. — *The Kingdom of Siam* (2 vol.). London, 1897.
- CARRÉ DE MALBERG (R.). — *Contribution à la Théorie générale de l'Etat* (2 vol.). Recueil Sirey, Paris, 1922.
- *La loi expression de la volonté générale*. Recueil Sirey, Paris, 1931.
- DAMRONG (Prince). — *L'Histoire de la Thaïlande*. Edition royale, Pra-nagara (Bangkok), 2457 (1914).
- DARRESTE. — *Les Constitutions modernes* (6 vol.). 4^e édit., refondue par DELPECH (J.) et LAJERRIÈRE (J.), t. V. Recueil Sirey, Paris, 1933.
- DUGUIT (L.). — *Traité de Droit constitutionnel* (5 vol.). 3^e édit. Ancienne Librairie Fontemoing, Paris, 1928.
- *Manuel de Droit constitutionnel*, 4^e édit. Même Librairie, 1923.

- DESLANDES (M.). — *Histoire constitutionnelle de la France de 1789-1875* (3 vol.). Recueil Sirey, Paris, 1932.
- DUBOIS (J. A.). — *Mœurs, institutions et cérémonies des peuples de l'Inde* (2 vol. in-8°). Imprimerie royale, Paris, 1825.
- ESMEIN (A.) et NÉZARD (H.). — *Eléments de Droit constitutionnel français et comparé* (2 vol.), 8^e édit. Recueil Sirey, Paris, 1927 et 1928.
- EYGOUT (H.). — *La nouvelle Constitution siamoise*. Revue indochinoise juridique et économique, 1937, n° III, p. 150 et s.
- GORDON (E.). — *La Responsabilité du Chef de l'Etat dans la pratique constitutionnelle récente*. Recueil Sirey, Paris, 1931.
- HAURIOU (M.). — *Précis de Droit constitutionnel*, 2^e édit. Recueil Sirey, Paris, 1929.
- *Précis élémentaire de Droit administratif*, 4^e édit. Même Librairie, 1938.
- HELMOLT (H.-E.). — *The Oxford history of India from the earliest times to the end of 1911* (in-8°). Clarendon Press, Oxford, 1920.
- JÈZE (G.). — *Les principes généraux de Droit administratif*. Giard, Paris, 1930.
- JOLABHOOM (T.). — *La Thaïlande sous le régime constitutionnel*. Thèse, Caen, 1940.
- KHUN VIJITRA-MARTRA. — *Lak-thai* 2478. Pra-nagara (Bangkok) 1935).
- LUANG PRACHERD. — *La Constitution siamoise de 1932*. Thèse, Paris, 1933.
- OLDENBERG (H.). — *Bouddha, sa vie, sa doctrine, la communauté*. Traduit de l'allemand par A. FOUCHER (in-8°). F. Aleax, Paris, 1894.
- THORNELLY (P. W.). — *The History of a Transition*. Bangkok, 1923.
- WOOD (W. A. R.). — *A History of Siam*. London, 1926.

2. — DOCUMENTS ET TEXTES OFFICIELS

Acte constitutionnel pour l'administration provisoire de la Thaïlande du 27 juin 2475 (1932).

Constitution du Royaume de Thaïlande du 10 décembre 2475 (1932).

Mémoire de la Commission chargée de rédiger le projet de la Constitution de 2475 (1932).

Commentaire du Roi Rama V sur le changement de l'Administration.

Loi électorale de 2479 (1936).

Règlement intérieur de l'Assemblée des Représentants du peuple.

Rapport sur le débat de l'Assemblée des Représentants du peuple, 2476 (1933). *

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7
PREMIERE PARTIE	
LE POUVOIR ROYAL SOUS L'ANCIEN REGIME (Des origines à la Révolution de 2475 (1932).....	9
TITRE I. — LA PERIODE ANCIENNE (A. B. 1800-: A. J.-C. 1257)	10
CHAPITRE UNIQUE. — LES THAÏ DANS L'ANTIQUITÉ.....	10
TITRE II. — LA PERIODE MOYENNE (1800-2411 : 1257-1868)	16
CHAPITRE PREMIER. — LA PREMIÈRE PHASE (1800-1991 : 1257-1448)	16
CHAPITRE II. — LA DEUXIÈME PHASE (1991-2411 : 1448- 1868)	22
Section 1. — <i>Le développement de l'absolutisme royal</i>	26
Section 2. — <i>La création d'une organisation centrale.</i>	31
Section 3. — <i>L'organisation provinciale</i>	34
Section 4. — <i>Les services de justice</i>	35
Section 5. — <i>La condition sociale des sujets du Roi.</i>	37
TITRE III. — LA PERIODE MODERNE (2411-2475 : 1868-1932)	40
CHAPITRE PREMIER. — LES GRANDS CONSEILS	41
CHAPITRE II. — L'ADMINISTRATION DU PAYS	45
Section 1. — <i>L'organisation centrale</i>	45
Section 2. — <i>L'organisation provinciale</i>	46
Section 3. — <i>La condition des habitants</i>	47

DEUXIEME PARTIE

LE POUVOIR ROYAL SOUS LE REGIME PARLEMENTAIRE (De la Révolution de 2475 (1932) à nos jours).	49
TITRE I. — LA FORMATION HISTORIQUE DE LA CONSTITUTION DE 2475 (1932)	51
CHAPITRE PREMIER. — LES CAUSES DE LA RÉVOLUTION	51
CHAPITRE II. — LES JOURNÉES DE LA RÉVOLUTION	53
CHAPITRE III. — LES CARACTÉRISTIQUES DE LA RÉVOLUTION	58
TITRE II. — LA CONSTITUTION DE 2475 (1932) ET LE POUVOIR ROYAL	62
CHAPITRE PREMIER. — LA NATURE JURIDIQUE	63
CHAPITRE II. — LES PRINCIPES FONDAMENTAUX	66
CHAPITRE III. — L'UNITÉ ET L'INDIVISIBILITÉ	68
CHAPITRE IV. — LE PRINCIPE DE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE	70
CHAPITRE V. — LE PRINCIPE DE LA SÉPARATION DES POUVOIRS.	74
TITRE III. — L'APPLICATION DU PRINCIPE DE LA SÉPARATION DES POUVOIRS	78
CHAPITRE PREMIER. — LE POUVOIR LÉGISLATIF	79
Section 1. — <i>La composition de l'Assemblée</i>	80
Section 2. — <i>Les attributions de l'Assemblée et le rôle législatif du Roi</i>	86
CHAPITRE II. — LE POUVOIR EXÉCUTIF	89
Section 1. — <i>La composition du Conseil des Ministres</i>	90
Section 2. — <i>Les attributions du Conseil des Ministres et le rôle exécutif du Roi</i>	92
CHAPITRE III. — LE POUVOIR JUDICIAIRE	95

	Pages
CHAPITRE IV. — LIMITE DE LA SÉPARATION DES POUVOIRS	98
Section 1. — <i>Contrôle de l'Assemblée sur le Gouvernement</i>	99
Section 2. — <i>Contrôle du Gouvernement sur l'Assemblée</i>	100
§ 1. — Les moyens de contrôle.....	101
§ 2. — Le droit de dissolution, expression du Pouvoir royal	101
CHAPITRE V. — RÔLE DE LA TRADITION ET DE LA COUTUME DANS LE ROYAUME ACTUEL DE LA THAÏLANDE.....	104
Section 1. — <i>L'inviolabilité de la personne royale..</i>	105
Section 2. — <i>La succession au Trône ...</i>	107
Section 3. — <i>La Régence</i>	107
Section 4. — <i>La Famille royale ..</i>	108
Section 5. — <i>Adaptation de la Constitution aux anciennes tendances et traditions...</i>	108

ANNEXES

1 ^{re} ANNEXE : <i>Acte constitutionnel pour l'Administration provisoire de la Thaïlande du 27 juin 2475 (1932)</i>	113
2 ^e ANNEXE : <i>Constitution du Royaume de Thaïlande du 10 Décembre 2475 (1932)</i>	123
BIBLIOGRAPHIE.	137

